

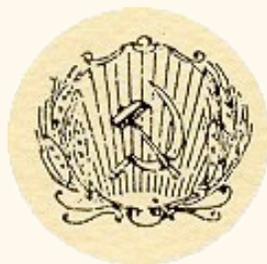
Amadeo Bordiga

(1889- 1970)

Histoire de la gauche communiste

Tome I bis

Nouveau recueil de textes 1912 – 1919



Un document produit conjointement en version numérique
par Simon Villeneuve, svilleneuve@cegep-chicoutimi.qc.ca

Dans le cadre de la collection : « Les classiques des sciences sociales »
Site web : http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée dans la tradition des traductions anonymes en Europe et mise en page par Simon Villeneuve, bénévole, professeur en physique au Cégep de Chicoutimi.

M. Simon Villeneuve : svilleneuve@cegep-chicoutimi.qc.ca

à partir de :

Amadeo Bordiga

Histoire de la gauche communiste

Tome I : 1912 – 1919. De l'origine, à travers le premier conflit mondial, à l'immédiat après-guerre.

Editions Il Programma Comunista, 1964.

Ouvrage traduit dans la tradition européenne anonyme.
[Le traducteur demande à conserver l'anonymat.]

Polices de caractères utilisées :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour PC.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 18 septembre 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis bis

Table des matières

Présentation de l'oeuvre

1 – Le socialisme méridional et les questions morales

2 – Organisation et parti

3 – Démocratie et socialisme

I

II

L'activité de la Gauche en Romagne avant la guerre mondiale.

Introduction

4 – Tripoli

5 – Un ordre du jour de la section socialiste de Forli

Premiers signes de la défection de Mussolini et réaction de la Gauche.

Introduction

6 – L'« Avanti ! » et la guerre

7 – La lettre de Mussolini au « Socialista »

8 – Le Parti et la guerre

Non pas pacifisme mais antimilitarisme de classe !

Introduction

9 – Pour un antimilitarisme actif

et fonctionnel

10 – La guerre européenne et le prolétariat

11 – Empêchons les nouvelles dépenses militaires !

12 – Bravo « Il Socialista » de Naples

13 – Serrons les rangs !

14 – Le quotidien de Mussolini

15 – Boycottons-le !

16 – Pour nous faire comprendre

17 – La concorde entre les maîtres

18 – Pour le socialisme révolutionnaire, contre les dégénérescences

L'action d'ensemble des socialistes de Naples et de Romagne.

Introduction

19 – Pour confirmer la neutralité absolue

20 – Manifeste de la Fédération provinciale de Forli

21 – Les armes des traîtres

Deux répliques dans la polémique contre les hypocrisies interventionnistes.

22 – La parole aux faits

23 – La bestialité sexuelle pendant la guerre

Le Parti, la Gauche et le « mai radieux » : Les socialistes de Naples à propos de la réunion de Bologne.

Introduction

24 – Le Congrès de Bologne

25 – Après le Congrès de Bologne

Les socialistes de Romagne face à l'intervention.

Introduction

26 – Au cri bourgeois de « vive la patrie » nous répondons par le cri prolétarien de « à bas la guerre »

27 – Un ordre du jour de la Section Socialiste de Forli

28 – Méthodes et principes

L'Octobre bolchevique pose à l'ordre du jour la révolution sociale internationale

29 – Les enseignements de l'histoire nouvelle

I

II

Pour une solution révolutionnaire de la crise d'après-guerre

30 – Nitti, les socialistes et la grève

31 – Qui n'est pas avec nous est contre nous

32 – Avec l'Internationale Communiste contre le parlementarisme bourgeois

33 – La restauration bourgeoise en Hongrie

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

Présentation de l'oeuvre

[Retour à la table des matières](#)

Edition originale : Editions Il Programma Comunista – 1966

Ce petit tome peut être considéré comme une liaison entre le premier et le second tome, ou comme une part du premier puisque traitant de la même période historique. Selon la méthode adoptée dans le premier tome tout texte est précédé par une courte note indiquant la chronologie et reliant le texte aux événements de l'époque et avec la série de textes du premier Tome.

• • •

Il est bon de préciser au lecteur qu'en présentant l'important matériel se référant au mouvement de la Gauche révolutionnaire en Romagne nous nous sommes occupés, plus que de l'ordre strictement chronologique, de la mise en évidence du développement de la tradition de Gauche qui n'est pas liée à une seule ville ou région italienne.

Ayant à disposition le matériel du vivant hebdomadaire de Forli, « La lutte de classe », antérieur aux textes du premier Tome, nous avons voulu les insérer après différents documents relatifs à la lutte des socialistes de Gauche contre la guerre, car une collaboration, y compris pratique, entre les mouvements qui se reliaient à l'hebdomadaire « Il Socialista » de Naples et à son bagarreur confrère de Forli se noua solidement lorsque s'écroula l'homme qui était apparu jusqu'alors comme l'anneau de jonction entre les deux mouvements. Avant quelques textes de clarification par lesquels le mouvement napolitain renforçait les thèses révolutionnaires, au moment où Mussolini s'écroulait en tant que socialiste, nous avons donc inséré une brève note historique qui rappelle l'activité des socialistes de Romagne les années précédant la guerre - alors que Mussolini les personnifiait. La note est suivie de quelques documents du mouvement de Forli relatifs à la guerre de Tripoli. Qui montrent que les grands personnages ne comptent jamais !

La série de textes se poursuit par l'illustration de la violente polémique qui se développa entre le traître Mussolini et les socialistes opposés à la guerre. Une note historique illustre la collaboration entre les socialistes de Naples et de Romagne à propos de l'agitation contre la guerre, suivi de textes qui illustrent la position nette prise contre Mussolini par ses amis romagnoles de la veille. On reprend ensuite les textes du quotidien napolitain dont on montre la solidarité avec les camarades de Forlì insultés par Mussolini.

Suit une série de textes du moment de l'intervention (mai 1915), autre démonstration de l'accord entre les deux groupes régionaux confirmée par des textes de « La lutte de classe » qui critiquent du point de vue de l'extrême-gauche le congrès de Bologne, textes auxquels se référait « Il Socialista ».

Nous atteignons la période de l'intervention de l'Italie dans la guerre, et le lecteur pourra se reporter aux articles du Tome I, aussi bien à la partie narrative que documentaire, particulièrement riche pour les années 1915, 1916 et 1917.

Dans ce recueil on trouve cependant un important article de l'« Avanti ! » de début 1918 qui, par chance, est arrivé jusqu'à nous non-censuré – comme l'avait été le texte 44 du Tome I relatif à la paix de Brest-Litovsk, postérieur de quelques mois. Nous terminons ce recueil avec quelques articles du « Soviet » de Naples des derniers mois de 1919.

Mars 1966

Il Programma Comunista

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis, partie I

1 – Le socialisme méridional et les questions morales

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » n° 304 du 1/11/1912

L'article que nous reproduisons suit de peu les premiers textes du Tome I portant sur les positions de la gauche du mouvement de la jeunesse socialiste au Congrès de Bologne en 1912.

Ce bref article anticipe clairement sur la position des socialistes révolutionnaires dans les régions que l'on qualifie du terme moderne et banal de « sous-développé ».

La position importante à noter dans ce texte est qu'il y a un demi-siècle la renonciation aux principes socialistes et à l'action de classe ne se justifiaient déjà pas ; et depuis l'invocation de l'ignoble « union de tous les honnêtes gens » constitue une tactique ridicule et empoisonnée.

Une des principales causes de la dégénérescence en Italie est cette mauvaise et vieille habitude de mélanger la morale aux questions politiques et de classe.

Les complexes raisons du manque de développement du mouvement et de la conscience socialiste dans le Mezzogiorno, en rapport étroit avec le manque de développement économique et civil de cette région, exigent de la part des théoriciens et des hommes d'action du socialisme une longue et sévère étude qui n'a pas encore été, reconnaissons-le, abordée sérieusement, et qui sort du cadre d'un simple article. Mais nous pouvons cependant faire quelques brèves observations non tant sur les faits qui entravent le développement des idées socialistes que sur l'inadéquation et la

fausseté des méthodes adoptées par les socialistes méridionaux pour la diffusion et la propagande de ces mêmes idées.

Les « restes » du régime féodal, le faible développement de la grande industrie, la nature de la propriété rurale et les conditions de vie des paysans, les problèmes immenses et controversés de l'immigration, en un mot tous ces faits historico-économiques exigeraient une analyse très précise du point de vue socialiste. Ainsi que les facteurs ethnographiques et leurs conséquences sur la psychologie du peuple méridional qui se caractérise par une survivance de l'individualisme, l'absence d'esprit d'initiative et d'association de la part de ceux qui s'appêtent à travailler pour le socialisme dans ces régions.

Un premier fait qu'il faut mettre en lumière est la totale insuffisance politique et intellectuelle des classes dirigeantes, le faible niveau de leur culture, leur misogynie et leur paresse face aux graves problèmes sociaux. La moyenne intellectuelle de notre bourgeoisie est plutôt basse et celle-ci ne fera jamais avancer le problème méridional vers sa solution. Sa représentation politique est en général sans couleur et inconsciente, elle constitue la base de toutes les majorités ministérielles en Italie, elle ne se préoccupe pas de faire pression sur le gouvernement parce qu'elle ne s'occupe du Mezzogiorno que pour les obtentions d'adjudications dans un but purement électoral. Ce n'est pas de la bourgeoisie méridionale que le Mezzogiorno peut attendre sa rénovation.

Et pas plus de l'intervention de l'État dirigé par l'oligarchie du Nord et qui ne voudra jamais consacrer son énergie à une transformation d'envergure, au sens matériel et moral, de l'Italie du Sud.

Les raisons en sont claires. Un développement économique, agricole et industriel du Mezzogiorno ne pourrait que nuire aux groupes monopolistiques actuels des grandes industries protégées, dont le Mezzogiorno constitue le marché naturel de consommation. Un développement correspondant, sur le terrain politique, des masses travailleuses, couperait certains des liens les plus solides de la bourgeoisie conservatrice italienne. Faut-il rappeler que les nationalistes qui ont agité le drapeau de la question méridionale l'ont désormais abandonné pour aller coloniser les sables africains ?

Ce n'est donc pas de la bourgeoisie que viendra la solution, mais ce sera seulement de la pression révolutionnaire des masses travailleuses.

Nous ne devons cependant pas nous cacher que si les classes dirigeantes de notre région sont très arriérées, le prolétariat lui-même a de profonds et graves défauts qui diminuent et retardent l'efficacité de son action.

La petite bourgeoisie rurale, avec laquelle il est lié par mille fils de rapports économiques complexes, constitue une véritable entrave pour le mouvement prolétarien.

Dans ces conditions il est naturel que la propagande socialiste ait rencontré et rencontre de graves obstacles. La tactique établie par les dirigeants du mouvement ouvrier, que nous examinerons sous certains de leurs aspects saillants, a aussi concouru à ce manque de succès.

Nous voulons parler des dégénérescences « localistes » et de la manie de soulever continuellement des scandales, ouvrant ainsi la porte aux questions « morales » dont la conséquence a été l'oubli le plus complet de la propagande pour les principes.

Nous avons parlé de la faiblesse des classes dominantes du Mezzogiorno, qui sont à la tête de toutes les administrations publiques et ont une très large influence électorale. Par stupidité ou à cause de la corruption, ces administrations fonctionnent en général très mal. Elles causent un large mécontentement parmi les masses qui est habilement exploité par les partis d'opposition locaux. Ce sont presque toujours des partis personnalistes, sans aucun contenu politique, à base de clientélisme et de louanges invétérées, dont les luttes constituent une contre-éducation pour les masses électorales peu conscientes.

Le parti qui dirige l'administration est généralement en parfait accord avec les autorités et même le clergé local - toujours très influent. Les opposants, qui ne sont au fond pas moins réactionnaires, prennent des positions populistes, se proclament champions de la liberté et de la moralité, essayent de prendre quelques positions anticléricales et fondent une loge maçonnique.

Quand ils réussissent à vaincre ils deviennent en général plus malhonnêtes et conservateurs que les autres. Celui qui connaît le Mezzogiorno sait que cette description n'est pas exagérée. Ah, la démocratie méridionale !

L'erreur fondamentale des rares socialistes a été de se laisser entraîner dans l'orbite de cette pseudo-démocratie sans programme. Poursuivis et calomniés par le parti au pouvoir, piégés par le travail d'organisation des prêtres, cajolés par les partis d'opposition dans l'attente fiévreuse du pouvoir, ils se sont illusionnés en croyant qu'aider les démocrates (!!) à vaincre leur permettrait d'acquérir une plus grande liberté de propagande, la neutralité des autorités lors des conflits économiques et quelques améliorations immédiates d'ordre fiscal pour les masses qui les suivaient.

Restreints à une activité de recherches d'avantages immédiats, absorbés par un épuisant travail de préparations électorales à base de scandales, de calomnies et de querelles ; préoccupés par le fait de prouver que leurs adversaires détroussaient l'argent public - ce qui dans leur esprit était nécessaire pour inciter les masses à lutter

contre la bourgeoisie -, bercés par les promesses de quelques sièges électoraux dans les conseils municipaux et provinciaux, empoisonnés par leur vie dans un entourage maçonnique, les chefs du parti socialiste ont laissé le socialisme derrière eux.

Certes cette situation n'est pas universelle. Dans les Pouilles, par exemple, la lutte de classe est bien menée du fait des conditions particulières qui ont réveillé l'esprit révolutionnaire des travailleurs. Ailleurs le syndicalisme surgit en réaction. Mais même les syndicalistes, laissés en plan par quelques-uns de leurs représentants, tombent dans les faciles étreintes d'une démocratie de quatre sous.

Et il y en a encore qui ont le courage d'adopter l'argument des conditions spéciales du Sud contre l'intransigeance électorale !

Il se dit que là où le parti socialiste est numériquement faible il doit se chercher comme alliés les partis soi-disant proches.

Mais si la « politique des blocs » est nuisible là où le socialisme prospère et où les ouvriers sont conscients, elle sera encore bien plus nuisible là où l'éducation socialiste du prolétariat est encore rare et incertaine.

Mieux vaut l'abstentionnisme, permettant de pouvoir effectuer un travail de propagande intense pour pouvoir affronter la lutte avec nos propres forces, en s'en servant comme d'un facteur vivant d'éducation prolétarienne.

Mieux vaut avoir deux travailleurs conscients dans la minorité des conseils municipaux qu'avoir tout un groupe au service d'une majorité bourgeoise.

Les conséquences des erreurs sont désormais fatales. Les socialistes ne font que marcher à la recherche de scandales, où, pire, se calomnier à tour de rôle. Nos journaux ne comportent pas d'articles de propagande élémentaire mais des tirades venimeuses et triviales, des menaces et des injures.

On ne réclame pas de programme, quel qu'il soit, de nos adversaires, afin de le combattre à la lumière de l'idéal prolétarien, mais on se provoque en menaçant d'exhiber les casiers judiciaires. Le prolétariat assiste à tout cela, ignore ce qu'est le socialisme mais apprend à se défier, à craindre et à se méfier des socialistes.

Il y a une seule voie de sauvegarde. Recommencer depuis le début. Laissons les « questions morales » et donnons-nous à la propagande de principe. Voleurs ou honnêtes, les bourgeois se valent tous pour nous. Ne déformons plus le concept de lutte de classe en une douteuse croisade par respect envers les codes de l'État bourgeois. Adoptons une tactique ultra-intransigeante et le prolétariat finira par être avec nous. C'est seulement alors que nous aurons réveillé le lion qui dort et que nous pourrons le lancer contre la bourgeoisie nationale de tous les partis qui se fient tant à la servilité de ces populations malheureuses. Mettons-nous au travail avec une foi

renouvelée et cherchons à être, en un seul mot, un peu moins des avocats et un peu plus des socialistes.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

2 – Organisation et parti

[Retour à la table des matières](#)

« L'Avanguardia » n° 296 du 20/07/1913

Cet article, antérieur à la première guerre mondiale, sert à montrer que dans les rangs des jeunes socialistes révolutionnaires, déjà à cette lointaine époque, on voyait clairement les rapports entre organisation et parti, c'est-à-dire entre mouvement économique et parti politique, ainsi que doit se lire le titre qui, comme d'autres de l'« Avanguardia » que nous avons déjà publié dans le premier Tome, porte en en-tête l'indication générale « Mouvement prolétarien », comme le ferait une rubrique permanente.

L'article confirme que la jeune gauche s'écartait fermement du réformisme ouvriériste et du syndicalisme soi-disant révolutionnaire alors tant à la mode.

Le lecteur actuel pourra voir que la fonction politique du parti prolétarien face aux organisations syndicales était posée exactement de la même manière que par l'Internationale Communiste, et de quelle manière notre mouvement actuel l'encadre, par la condamnation de toutes les formes ruineuses de l'opportunisme d'hier et d'aujourd'hui dont l'impitoyable critique reste immuable jusqu'à présent.

La question, outre son actualité la plus vive, est d'une telle ampleur qu'elle exige une longue discussion. Nous nous contenterons pour le moment de quelques observations en cherchant à clarifier, si l'on y réussit, la question et la manière de la comprendre de la part des différents courants et tendances qui s'en préoccupent.

Le mouvement ouvrier, compris comme l'action d'associations ouvrières dirigées vers la conquête d'améliorations des conditions de travail, est désormais un fait universellement reconnu par les partis les plus divers. Même les plus conservateurs ne contestent plus le droit d'organisation aux différentes catégories de travailleurs, parce qu'ils sont convaincus qu'il serait fou de s'opposer à un mouvement qui surgit partout spontanément et avec force, avec des caractéristiques fondamentales et une période de développement si systématiquement universels qu'il ne peut pas ne pas impressionner même ceux qui cherchent à fermer les yeux pour ne pas le voir. Tous les efforts des partis politiques conservateurs – au sens large du terme – sont dédiés à la tentative de canaliser, selon leurs propres intérêts et leurs propres vues, ce torrent qui ne peut s'arrêter. Les partis les plus disparates, et qui devraient, pour des raisons historiques et de principe, s'opposer à l'accroissement du mouvement syndical, en deviennent au contraire les promoteurs et en prennent la tête, poussant les ouvriers à se syndiquer selon des formes qui permettent à ces partis d'implanter leurs propres tendances. Il en est ainsi pour le parti catholique et les partis démocratiques. Parce que ceux-ci, pour des raisons de principes, voient défavorablement le mouvement ouvrier dont le surgissement représente la condamnation de toute l'idéologie de la bourgeoisie française et constitue le réveil du prolétariat, ils se rendent finalement compte que l'égalité politique, acquise au prix de tant de sang, n'a été qu'une nouvelle forme de tyrannie et a aiguë même les problèmes économiques des masses productrices. Survolant ces intéressantes questions (qu'il faudrait examiner soigneusement par rapport aux conceptions économique-sociales déficientes de la démocratie mazzinienne) nous en concluons que les partis dont nous avons parlé appuient et poussent les mouvements syndicalistes par pur opportunisme politique et pour défendre les institutions présentes, au sein desquelles ils s'efforcent de contraindre et de ramener le programme des organisations prolétariennes.

La lutte contre les institutions n'a pas un caractère substantiel pour le mouvement ouvrier. Celui-ci peut coexister avec les formes actuelles de production capitaliste sans en attaquer l'essence, en rendant seulement moins sensible les oscillations du marché de la main d'œuvre et en élevant le niveau de vie de la classe travailleuse. Le mouvement ouvrier peut ainsi rester totalement en dehors d'aspirations politiques, au sens subversif, en reconnaissant et respectant les lois et en se limitant aux formes d'action que celles-ci délimitent plus ou moins largement. L'exemple de ce mouvement est l'organisation des Trade-unions anglaises, puissantes et formidablement organisées, mais, au moins jusqu'à présent, totalement légalistes, respectueuses des institutions et quasi-conservatrices.

Lorsque les partis politiques bourgeois arrivent à prendre la direction du mouvement, celui-ci devient tout simplement **confessionnel**, dédié, en dehors des problèmes de lutte économique, aux intérêts économiques d'un parti quel qu'il soit. C'est ainsi que nous avons les ligues jaunes : catholiques, monarchiques ou républicaines.

Cependant les rapports entre les syndicats et les partis politiques sont en général d'un autre ordre. Le syndicat conserve une indépendance relative mais il se sert de manière éclectique de son influence électorale propre pour demander des appuis à des groupes ou hommes politiques sans trop se préoccuper de la couleur ou des idées de ceux-ci. C'est un véritable marché d'appuis réciproques qui exclue toute forme d'aspiration à un programme quel qu'il soit, aussi bien de la part des masses ouvrières seulement préoccupées d'avantages immédiats que de celle des arrivistes politiques qui s'en font les défenseurs. Ceux-ci veulent que les organisations syndicales soient **apolitiques** et qu'elles se servent de l'action électorale pour soutenir l'action économique, obtenir des lois protégeant le travail ou plus souvent des faveurs pour des organisations locales ou des corporations privilégiées. Le gouvernement bourgeois lui-même obtiendra l'appui des élus politiques de la masse ouvrière s'il accorde ces avantages. Le **syndicalisme** réformiste ainsi compris vit à l'ombre de la complaisance de l'État - et donc de la bourgeoisie - et admet pleinement la collaboration de classe et la coïncidence d'intérêts entre capital et travail dans des circonstances déterminées plus ou moins générales. La même conception des rapports avec le mouvement ouvrier est poursuivie par la démocratie radicale, mais, nous le répétons, par pur esprit d'opportunisme politique et d'arrivisme personnel, et pour combattre le danger que les ligues ouvrières se portent sur le terrain de la lutte de classe, terrain sur lequel elles commencent à converger dès qu'elles deviennent réellement robustes et batailleuses, comme nous le verrons par la suite.

À ces organisations promptes à se vendre au plus offrant nous préférons depuis longtemps les ligues sectaires et jaunes des républicains de Romagne, ou même celles organisées par les prêtres, qui au moins suivent toujours le même patron.

Mais l'apparition du socialisme apporte un esprit différent dans la vie syndicale. La constatation d'une lutte entre la classe des travailleurs et celle des patrons, lutte provenant de la compétition quotidienne se transformant en moyen d'action politique et donc révolutionnaire, est destinée à entamer et bouleverser le **principe** sur lequel repose la présente économie de production et les formes politique de gouvernement qui y correspondent. La constatation de cette lutte de classe et de ce programme révolutionnaire subvertit et rénove totalement la fonction des organisations ouvrières. Celles-ci ne cherchent plus à être **défendues** par les partis politiques fidèles aux institutions et influant auprès du gouvernement, mais donnent lieu à la création d'un parti de revendications ouvrières, à un parti d'**attaque** et d'**offensive** contre les institutions politiques et économiques de la classe bourgeoise : le parti socialiste. Celui-ci, qui n'est ni un parti ouvrier, ni ouvrieriste, doit assumer la mission de défendre le programme révolutionnaire et d'inculquer aux organisations ouvrières la conception qu'il doit coordonner l'action quotidienne pour les améliorations avec le programme de classe, et l'affirmer et le soutenir sur le terrain politique et social.

Cependant le parti socialiste a dégénéré dans de nombreux pays. Le réformisme l'a noyé, il l'a rendu esclave de certaines tendances instinctives du prolétariat pour les conquêtes immédiates, il l'a rempli d'illusions en disant que

c'était la véritable voie pour acquérir de la force et de l'influence. Le parti révolutionnaire menaçait donc de devenir un collège d'avocats de l'égoïsme ouvrier...

L'école syndicaliste a réagi justement et à soutenu, dans les grandes lignes, que le parti socialiste menait désormais la même action conservatrice que les partis bourgeois. Cette action d'échange de faveurs réciproques entre groupes politiques et syndicaux est identique à celle développée par les partis et les hommes politiques conservateurs : on n'a pas besoin d'un parti qui n'ait que l'étiquette de révolutionnaire. Elle est développée par les bourgeois non pas par sympathie envers le mouvement ouvrier mais seulement parce qu'ils savent que c'est ainsi qu'ils le démolissent et l'affaiblissent peu à peu, en le rendant inadapte non seulement à une action révolutionnaire de classe mais même à la lutte pour les améliorations qui, pour être victorieuse, exige fermeté, solidité et véritable indépendance de la part des syndicats. De ces constatations, parfois exagérées en ce qui concerne les socialistes, le syndicalisme en a déduit l'inutilité, voir même le danger, du **parti** socialiste pour le prolétariat. Il a formulé le dogme indiquant que le syndicat doit ignorer l'action politique, boycottant **tous** les partis, et peut développer lui-même la lutte de classe à finalité révolutionnaire.

Que l'action politique comprise dans le sens « réformiste », ou mieux opportuniste, ruine non seulement l'avenir révolutionnaire du socialisme mais aussi l'esprit de camaraderie des syndicats, est totalement exact. Mais ce trafic d'égoïsmes ne mérite même pas le nom d'**action politique**.

L'illusion des syndicalistes est que le syndicat pourrait trouver en lui-même l'esprit révolutionnaire et le sentiment de classe. Malheureusement - et ce sont les faits qui le disent - le syndicat développe l'esprit **pacifiste** et l'esprit de catégorie. Après l'expérience d'un certain nombre de résultats de la tactique syndicaliste, tout révolutionnaire conscient doit reconnaître la nécessité de l'existence d'un parti véritablement différent de celui de conception réformiste. Parce que les dégénérescences collaborationnistes de toute l'action prolétarienne sont nées bien plus de l'égoïsme syndical que de l'arrivisme personnel des hommes politiques socialistes. Et que le remède ne peut être de réduire de moitié la tactique du socialisme qui ne pourrait pas avoir de fonctions économiques et politiques à la fois.

Il faut au contraire que parti et organisations économiques coexistent mais soient l'une et l'autre ouvertement révolutionnaires. Il faut que les adhérents ne demandent plus aux députés de les accompagner dans les salles d'attente des ministères bourgeois, et que les socialistes ne permettent plus aux syndicats de vendre leur dignité et leur force pendant les foires électorales. Pour ce type de travail il y a assez de partis bourgeois ! Et ce sont ceux de **droite** qui en sont les spécialistes... gouvernementaux.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

3 – Démocratie et socialisme

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 7 et 8 des 12 et 16/07/1914

Ces deux articles, qui forment un texte unique de propagande élémentaire, mais inspiré d'une rigueur programmatique marxiste totale, parurent dans « Il Socialista » de Naples, organe provincial du Parti, qui commença sa parution juste après le Congrès d'Ancône. Celui-ci condamna la méthode des compromis dans les élections locales et effectua une clarification dans les rangs du Parti, à Naples, en chassant les partisans des blocs et en intégrant le Cercle socialiste révolutionnaire Karl Marx dans la Section locale renouvelée.

Ces articles n'ont toutefois pas une portée locale mais bien générale et de principe.

On peut relever que leur date de parution se situe juste avant l'éclatement du premier conflit mondial qui se situe entre la fin juillet et les premiers jours d'août.

La thèse centrale, dénonçant l'incompatibilité et le danger contre-révolutionnaire de tout rapprochement entre socialisme et démocratie, est solidement affirmée avant qu'elle ne soit confirmée historiquement par la ruine du socialisme européen à laquelle conduisit le désastreux comportement des partis socialistes, induits - même pour le parti allemand - à abandonner toute opposition de classe aux états bourgeois par l'argument de la nécessité de défendre, à travers le conflit armé, la prétendue conquête que constituerait pour le prolétariat la civilisation démocratique européenne.

Inutile d'ajouter que la question est posée avant les déboires ultérieurs, ceux de la seconde guerre mondiale en Europe et dans le monde, en Italie à

travers la dégénérescence des blocs de résistance antifascistes et en Russie avec les alliances de guerre de Staline jusqu'à la conception de la coexistence pacifique lors du vingtième Congrès.

Ce fut le moment de noter que la juste vision n'est pas liée à la clarté de vue de quelques hommes mais aux rapports de forces sociaux collectifs. La guerre de Libye de 1911-12, menée par l'Italie – prologue, à travers les deux guerres balkaniques, de la conflagration générale –, enseigna aux révolutionnaires prolétariens qu'une politique bourgeoise « avancée » et démocratique était la plus adaptée aux entreprises de brigandage colonial.

Ces articles démontrent que la méthode de l'alliance avec les démocrates ne peut être menée dans le but d'épargner des efforts et de gagner du temps, car même dans ce sens elle conduit à la défaite.

La partie finale du second article clarifie la position de la Gauche sur la politique communale, avec la condamnation du fait de poser les problèmes concrets d'administration, les révolutionnaires ne pouvant considérer la commune qu'en fonction de la lutte anti-étatique, c'est-à-dire de la direction de la lutte subversive et de la conquête du pouvoir d'État.

Le bilan d'un nouveau demi-siècle démontre l'entière validité de ces positions, fidèles à la position invariante du marxisme révolutionnaire.

I

[Retour à la table des matières](#)

Pendant que les socialistes soutenant la tactique des accords avec les partis « frères » affirment que ces accords ne sont que des positions transitoires destinées à résoudre des problèmes particuliers et n'impliquent pas le renoncement aux caractères fondamentaux du programme et de la propagande socialiste, ne compromettent pas la physionomie et la constitution du parti, il advient en pratique tout l'opposé.

Engagés dans une bataille électorale sur une plate-forme non pas socialiste mais commune à certains partis bourgeois, obsédés par la manie du succès, les socialistes qui font partie du bloc finissent par réduire leur propagande à un fatras de revendications populistes dans lesquels les principes du socialisme sont égarés et dispersés. L'effet de ces prédications est un état d'esprit qui se crée dans les masses, précédemment orienté vers les conceptions et les actions socialistes, et qui est aujourd'hui suffisamment brouillé pour ne plus avoir la capacité élémentaire de

distinguer les buts des divers partis. C'est ainsi que la déviation transitoire, passagère, devient par la force des choses une confusion permanente, confusion dans laquelle le parti socialiste a tout à perdre en voyant annihilé par quelques jours de carnaval électoral les résultats d'années et d'années de propagande difficile et d'épuisante préparation. Les conséquences sont d'autant plus dangereuses, profondes et durables que la conscience prolétarienne est embryonnaire, et que la maturité politique et intellectuelle de la classe ouvrière est plus arriérée. Cette constatation limpide et facile suffirait en soi - et il y en a bien d'autres - à renverser les assertions de ceux qui approuvent les thèses des blocs en invoquant les conditions économiques et sociales arriérées - deux phénomènes qui se déroulent parallèlement - du prolétariat d'une certaine ville ou d'une certaine région. Lorsque l'on pensera qu'est socialiste par la conscience et l'intelligence - sans pour autant devoir être un maniaque de la doctrine - celui qui ne peut pas ne pas comprendre qu'on ne peut retirer des victoires électorales et des conquêtes des pouvoirs publics que des résultats limités et secondaires pour les intérêts des masses ouvrières face aux buts de l'action socialiste ; que nous devons attribuer aux élections principalement l'occasion de faire de la propagande dans les rues ou si l'on veut aussi aux sièges des conseils municipaux ou provinciaux ou de députés ; il sera alors prouvé que celui qui ruine le travail de propagande et de prosélytisme pour s'assurer une quelconque victoire électorale n'est pas un socialiste qui a des vues tactiques plus ou moins différentes de celles des intransigeants, mais n'est pas un socialiste du tout, est un de ceux qui s'est déjà mis, quelque soit son étiquette, hors des directives du socialisme pour se placer sur un point de vue bien différent et même à l'opposé de ceux qu'il avait suivis précédemment.

Lorsque l'on recourt par la pensée aux fondements du socialisme, qui n'est pas une doctrine creuse ni un ensemble d'actions fragmentaires sans liens entre elles, mais la synthèse de faits et d'idées, on ne peut pas ne pas reconnaître l'énorme danger pour la cause du socialisme que constitue la confusion grossière entre démocratie et socialisme, qui a comme conséquence fatale la politique des blocs, dans l'esprit naïf et immature des ouvriers.

Retenir que les idées démocratiques et le socialisme sont des conceptions proches, les faire passer pour des rameaux issus d'un même tronc et qui tendent à se rejoindre, à croître parallèlement, est, si je peux me permettre l'expression, le plus déplorable sabotage de la propagande socialiste. Les mensonges venimeux des cléricaux et des réactionnaires ne feront jamais autant de mal que les onctueuses déclarations populistes des démocrates à la recherche de votes ou des ex-socialistes malades de la manie des blocs.

Il faut donc que nos modestes mais conscients propagandistes, qui défendent une idée et ne mendient pas un mandat électoral, fassent barrage de toute leur force et avec toute leur énergie à la marée trouble et boueuse du confusionnisme.

• • •

Lorsque le socialisme commença à surgir dans toute l'Europe, d'abord dans les prédications humanitaires des utopistes, puis dans la puissante conception scientifique des socialistes allemands qui se rattacha définitivement à l'action sociale des grandes masses prolétariennes, de nombreuses parties de l'Europe se trouvaient encore sous le joug de régimes politiques absolutistes et féodaux. La révolution française n'avait que quelques décennies, et son profond sillon n'avait pas encore instauré définitivement la suprématie de la démocratie politique mais en avait puissamment affirmé le programme innovateur et révolutionnaire, sous la bannière de l'égalité, de la liberté et de la fraternité et avec l'affirmation historique des droits de l'homme. Cependant le socialisme, compris comme un fait social et non comme le processus culturel provenant de la pensée de tel ou tel sociologue, s'affirma comme une **dénonciation** solennelle de la faillite historique de la formule démocratique et des illusions que celle-ci contenait. Pour être plus exact, le socialisme proclama que la révolution bourgeoise, sur le terrain économique et politique, se réalisait dans l'intérêt d'une nouvelle classe de dominateurs qui surpassait ceux d'hier. Que celle-ci était l'avènement de la bourgeoisie commerciale, industrielle, manufacturière, en remplacement des vieilles aristocraties agraires et féodales. Qu'en donnant naissance à cette nouvelle société, le tiers-état, c'est-à-dire la bourgeoisie, donnait naissance à une autre classe opprimée, le prolétariat, puisque le paysan devenait ouvrier, le serf de la glèbe esclave d'atelier ou d'un quelconque travail salarié, et continuait à être exploité. Le socialisme montra que la construction philosophique de la révolution française et son programme d'égalité et de liberté, qui avaient fasciné les masses, constituaient la genèse d'une nouvelle forme d'oppression, d'une nouvelle inégalité au moins aussi grande que la précédente. Que celle-ci, en agitant le drapeau de la démocratie, de la domination politique de la majorité, préparait la domination économique d'une nouvelle minorité, de la nouvelle oligarchie du capital.

La nouvelle classe opprimée, le prolétariat, surgit donc contre la classe oppresseuse. Au fur et à mesure du développement des différentes formations économiques et politiques de la bourgeoisie, la nouvelle classe sociale constituée par les travailleurs se renforça. Cette classe se forma, elle aussi, peu à peu, sa propre idéologie, le socialisme. Alors que la bourgeoisie, née révolutionnaire, devint par la force des choses, après avoir conquis ses positions sociales, une classe conservatrice, le prolétariat se fit révolutionnaire, compris qu'il ne pouvait se contenter de la prétendue égalité politique consentie par la démocratie bourgeoise, et se prépara à d'autres conquêtes. Le prolétariat socialiste porta explicitement le problème sur le terrain économique, expérimenta la lutte contre le capitalisme avec ses organisations de métiers et conçut son programme de classe qui consiste en l'expropriation des moyens de production et d'échange qu'il se propose de socialiser.

• • •

La formulation de ce programme, qui remonte à de nombreuses décennies et est poursuivi avec constance, avec le puissant accord de millions de travailleurs, dépasse

définitivement les idées et les buts de la démocratie. Celle-ci cherche à faire croire que ses méthodes rendent possibles une évolution ultérieure et un perfectionnement de l'ordre social rendant possible l'amélioration des conditions de vie des masses. La démocratie développe cette propagande non pas dans l'intention de réaliser des innovations mais dans un but de conservation.

La démocratie, même là où elle a abattu les vieilles classes féodales, et où la moderne bourgeoisie les a substituées, du point de vue économique, de manière plus ou moins avancée, cherche à faire croire aux prolétaires que la raison des privations économiques est due à la survie des classes qu'elle veut abattre. Les démocrates soutiennent aussi que l'amélioration des conditions économiques des ouvriers est liée à des problèmes d'éducation et de culture que ceux-ci se proposent de résoudre.

Mais la critique socialiste a réduit à néant depuis longtemps ces sophismes. Le triomphe de la démocratie bourgeoise sur les vieilles aristocraties est bien le point de départ de la formation de l'authentique prolétariat socialiste, mais il ne fait que signer le triomphe d'une nouvelle forme économique qui, souvent, sinon toujours, constitue une exploitation des masses aussi importante qu'avant. La survivance des partis politiques s'opposant aux conceptions démocratiques n'est donc pas lié aux difficultés économiques des ouvriers, qui au contraire dépendent de l'organisation économique actuelle de la production - organisation que les démocrates veulent conserver. Tout au contraire le développement accru du capitalisme moderne est la cause, même si ce n'est pas de manière absolue, de l'augmentation de la misère des masses travailleuses.

L'éducation culturelle, que la démocratie déclare vouloir assurer, est une illusion car elle est incompatible avec les conditions économiques des masses. Celui qui mange peu et travaille beaucoup a un cerveau à l'activité déficiente. Le bien-être est la condition nécessaire de la culture intellectuelle.

C'est le problème économique-social qui doit être posé. Le socialisme le fait, il l'affronte et le résout en assignant au prolétariat le but d'abattre l'ordre économique actuel ainsi que les institutions politiques qui y sont liées, pour y substituer un nouveau régime. Au problème philosophique de liberté de pensée, tant agité par la démocratie, est opposé la question sociale du droit à la vie.

Cette question ne pourra jamais être résolue au sein de l'actuel ordre social. L'évolution historique du régime politique démocratique n'est pas celui d'une ascension graduelle vers l'égalité et la justice, c'est une parabole qui atteint son sommet pour redescendre vers la crise finale, vers le heurt entre les nouvelles forces sociales et la classe dominante actuelle.

•••

Si donc il y a une **complète négation** de la théorie et de l'action démocratique, c'est bien le socialisme. Il n'est pas possible d'énoncer, même sous la forme la plus modeste et la plus simple, une seule des vérités élémentaires qui constituent le noyau de notre propagande, sans s'opposer à la méthode, aux conceptions et aux buts de la démocratie !

À l'harmonie entre les classes qu'elle voudrait, nous opposons la lutte de classe sur le terrain économique et politique.

À ses théories d'évolution et de progrès, nous opposons la réalité historique de la préparation révolutionnaire.

À son éducationnisme, nous opposons la nécessité de l'émancipation économique des classes travailleuses qui pourra seule en terminer avec leur infériorité intellectuelle.

Et même s'il n'y avait rien d'autre, il suffirait de rappeler que la démocratie moderne est profondément colonialiste et donc militariste à cause des nécessités de développement économique de la bourgeoisie moderne, toujours à la recherche de nouveaux marchés, alors que le prolétariat est par définition internationaliste et antimilitariste.

La démocratie voit le moyen de résoudre tous les problèmes d'intérêts collectifs dans le système représentatif. Nous voyons dans celui-ci le masque d'une oligarchie sociale qui se prévaut de l'avantage que constituerait l'égalité politique pour maintenir l'oppression des travailleurs. La démocratie veut la centralisation et l'étatisation des activités sociales. Le socialisme voit dans l'état bourgeois son véritable ennemi, il est pour la plus grande autonomie en matière administrative. La démocratie veut que l'éducation soit soumise à l'État alors que nous y voyons un danger non moindre que celui de l'enseignement confessionnel. La démocratie ne voit de dogme que sous la tunique des prêtres alors que nous le voyons aussi sous la casaque des militaires, sous les insignes dynastiques et nationaux, sous toutes les institutions présentes, et surtout sous le principe de la **propriété privée**.

Celui qui nie ces oppositions, qui se prête aux accords avec les partis démocratiques sur le terrain électoral, toutes choses qui envahissent et étouffent l'action et les caractéristiques du parti ainsi que la conscience plus ou moins développée des masses, celui qui régurgite tout son socialisme, celui-là ne peut plus être le défenseur et le propagandiste du socialisme.

II

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'article paru sous le même titre dans le numéro précédent nous avons rappelé rapidement à l'attention de nos camarades les concepts fondamentaux résultants de la différence profonde existant entre les buts de la démocratie et ceux du socialisme.

Nous avons montré que le confusionnisme faisant suite aux accords établis sur le terrain électoral finit par détruire les fruits de la propagande socialiste qui ne peut pas ne pas être une critique constante et la négation des tendances et des opinions de la démocratie bourgeoise.

On justifie habituellement les unions avec les partis proches, sur le terrain des élections administratives, par un autre genre d'arguments. On dit que la pratique doit prévaloir sur la théorie dans les questions administratives, qu'il s'agit d'avoir en vue des objectifs immédiats et **concrets**, d'ordre local, et de laisser de côté les discussions d'ordre politique et social.

On invoque, suivant les occasions et les régions, des raisons particulières devant amener les socialistes à des accords de blocs et renvoyant à des temps meilleurs le prosélytisme socialiste basé sur la lutte de classe, et devant amener à penser aider pour le moment la partie de la bourgeoisie la plus moderne, la plus avancée, la plus honnête et à se débarrasser des vieilleries constituées par les partis réactionnaires et les factions dominantes de la vie administrative. L'élimination de ces survivances devrait constituer le début d'un travail destiné à élever et éduquer les masses, à établir un minimum de civilité, d'hygiène et de décence qui transforme la **plèbe** en **peuple**. On passerait ensuite à la préparation socialiste du prolétariat, à la propagande de classe et à la politique intransigeante de la part du parti socialiste.

Ce raisonnement devient fréquent dans les régions où la conscience politique est superficielle. Cette position est cependant fondamentalement erronée et ne constitue qu'un vulgaire stratagème pour faire passer des motifs d'alchimie électorale moins avouables.

Un seul élément suffit à la détruire. Être socialiste veut dire retenir qu'**aujourd'hui**, sur la base de l'examen des conditions économique-sociales **présentes**, une action de classe tendant à détruire le capitalisme pour y substituer un nouvel ordre social est possible. Agir en socialiste signifie faire en sorte que la

conscience d'une telle possibilité soit diffusée vers un nombre toujours supérieur de prolétaires et avec la plus grande simultanéité dans les différents pays et nations.

Celui qui, bien que retenant que la destruction du capitalisme **sera dans l'avenir une bonne chose**, ne pense pas qu'il est temps d'agir dans ce sens, mais croit opportun de résoudre **avant** d'autres problèmes, n'est pas socialiste. Autrement nous devrions considérer comme socialistes ceux qui nous jettent au visage : je suis plus socialiste que vous, mais... Autrement nous devrions reconnaître un grand nombre des anciens penseurs comme socialistes, sur la base de leurs affirmations platoniques, et nous reléguerions le concept de socialisme dans l'indéfinissable, l'abandonnant à des exercices onanistes analogues à ceux des humanistes qui reconnaissaient en Victor-Emmanuel le Lévrier de Dante.

En conséquence, celui qui croit la lutte de classe inutile pour le moment et entend se consacrer aux questions concrètes à travers les blocs, est un démocrate et non un socialiste.

Il nous semble que cette affirmation est peu contestable.

• • •

Dans le précédent article nous avons soutenu que le phénomène électoral - et d'autant plus lorsqu'il n'est pas placé sur une base de parti - est tel qu'il absorbe et amolli toute autre forme d'action. La contradiction entre la politique locale des blocs et la propagande socialiste est donc indéniable. Elle l'est aussi pour d'autres raisons.

Notre propagande - nous continuons bien sûr à nous réclamer de conceptions bien connues - ne se base pas sur la prédication **abstraite** d'une théorie mais sur la constatation de certaines conditions économiques et matérielles communes à tous les ouvriers. Elle rassemble l'ensemble des moments de l'existence de l'ouvrier, au travail et dans sa famille, pour lui démontrer que s'il veut défendre ses intérêts il doit le faire avec ceux qui partagent ses conditions de vie. Nous tendons à transformer l'égoïsme aveugle en un sentiment de conscience, de manière à ce que l'individu passe de la défense de ses intérêts à celui des intérêts de sa classe, de manière à ce que l'ouvrier ne soit plus le concurrent et l'ennemi de l'autre ouvrier mais le frère et le camarade de tous les ouvriers et l'adversaire de la classe des exploités.

Dans ce processus d'éducation des individus à l'action de classe nous ne pouvons évidemment pas sauter un stade aussi important que celui de la solidarité des travailleurs dans la ville dans laquelle ils vivent, dans la Commune. Lutte spécialement riche, notamment en Italie, de traditions historiques de vraie liberté, de liberté quasi anti-autoritaire, étouffée par les petits et grands états autoritaires.

• • •

Celui qui est pour la lutte de classe ne peut donc l'exclure de la vie communale sans devoir renoncer à l'étendre à l'ensemble de la nation, et à l'ensemble de la vie sociale de la communauté humaine.

La politique communale des blocs met un point d'arrêt à la propagande pour la lutte de classe. Ceux qui se disent partisans de l'intransigeance dans les luttes politiques et non dans les luttes **municipales** sont ridicules.

Notre politique, qui n'est ni académique ni liée aux différents scénarios du parlement, mais qui est la résultante de la réalité économique, débute par les plus petits problèmes des travailleurs pour en arriver à toutes les formes d'actions collectives de la classe ouvrière. Nous faisons aussi un travail de propagande dans les Communes, travail de prosélytisme, de préparation au heurt final entre les classes.

« Il n'existe pas de socialisme municipal : c'est une erreur théorique et un mensonge pratique », a dit le député Lucci au Congrès d'Ancône. Très bien. Il n'existe pas de socialisme municipal de même qu'il n'existe pas de socialisme parlementaire ni de socialisme syndical parce que ce n'est ni avec les communes, ni avec les syndicats (ce que disaient hier certains partisans du syndicalisme) que se fera la révolution.

Le socialisme accomplit un travail de négation et de démolition dans toutes ses formes des activités particulières.

C'est pourquoi nous ne devons pas nous laisser disperser par les reconstructions des municipalités que les blocs disent vouloir effectuer. Si nous, socialistes, savons ne pas pouvoir faire de socialisme dans les communes, pourquoi devrions-nous vendre notre âme et notre dignité pour défendre une démocratie incolore ? D'un côté ou de l'autre, le dilemme se précise, de tous les points de vue.

• • •

L'objection de la courte durée de vie des blocs n'a pas non plus de valeur. Les blocs ne durent pas essentiellement parce qu'ils échouent toujours dans la réalisation des buts pratiques qu'ils se proposaient. Si les blocs devaient réaliser toutes leurs promesses, l'accord entre les différents éléments du bloc se perpétuerait sans changement pour des décennies.

Nombre des positions des blocs, malgré toute leur ostentation de praticisme opposée à nos aspirations théoriques à une transformation fondamentale de l'ordre social actuel, présentent une probabilité de réussite très faible. Ceci peut sembler paradoxal mais c'est un fait.

Si les conditions pour le développement du socialisme devaient être confiées à la bonne volonté des administrations démocratiques, comme semblent le croire les socialistes partisans des blocs, le socialisme pourrait attendre un sacré moment.

Certains aspects de la misère populaire sont inhérents au développement du capitalisme, et aucune démocratie communale ou étatique ne peut les adoucir sensiblement. À Londres, Paris, Berlin, la faim, la misère, la délinquance déchirent les bas-fond des villes **peut être plus** que lorsque il y a des décennies la moderne démocratie bourgeoise ne régnait pas.

Ce n'est que la rescousse du socialisme qui pourra porter à la lumière du jour les millions d'êtres humains rendus exsangues par l'exploitation nichée dans les grands ensembles et les somptueux édifices construits dans les quartiers et pour lesquels les Communes modernes dissipent des millions et des milliards.

Donc lorsque les socialistes partisans des blocs disent, pour leur défense, que le bloc est un phénomène éphémère et qu'il n'implique pas le renvoi **sine die** de la lutte de classe, ils ne font que montrer être conscients de ce que les blocs mentent et échoueront sans aucun doute dans la réalisation de leurs promesses. Pourquoi participent-ils alors aux blocs ? Nous allons le voir rapidement.

• • •

Éliminons tout d'abord un autre argument des partisans des blocs. Les blocs ne seraient qu'une étape intermédiaire dans le développement du socialisme, cette étape ayant déjà été parcourue en Haute-Italie ces dernières années, étape après laquelle le parti en est venu à l'intransigeance. Ceci non plus n'est pas vrai. La tactique des alliances suivie en Italie septentrionale et centrale a profondément affaibli le Parti Socialiste. Les bourgeois lui ont jeté la responsabilité de l'échec de la politique des blocs et les masses se sont éloignées du socialisme. (Par ailleurs, la bonne administration de nombreuses régions de l'Italie du Nord n'est pas une conséquence de la démocratie mais une tradition provenant de la domination autrichienne).

Les blocs ne firent rien ou peu de **concret**, mais ont décrédibilisé le socialisme aux yeux des masses. Il suffit de voir le nombre d'inscrits au parti. Après l'amer réveil de la guerre de Libye le parti quitta la dangereuse voie de la dégénérescence et reprit son chemin et son ascension. Le renforcement actuel est dû à la salutaire réaction contre la tactique opposée à l'intransigeance qui s'était révélée désastreuse pour le socialisme. Cette expérience devrait donc persuader les partisans des blocs de ne pas faire autrement dans des conditions qui sont encore pire puisque ici il n'y a pas de partis démocratiques et que la conscience ouvrière est encore plus faible.

• • •

Donc : ou démocrate avec les blocs, ou socialiste en dehors et contre les blocs. On ne peut sortir de là. Pourquoi donc y a t'il des individus qui se disent socialistes et qui ne sentent pas ceci ? La réponse est unique, fatale, incontestable. Aux buts du socialisme ils substituent la manie du succès électoral et l'arrivisme personnel. On a fait la chasse aux sièges dans les conseils communaux et provinciaux. On a défendu désespérément la conquête des médailles parlementaires.

C'est pourquoi on a renié le socialisme. C'est simple et même évident.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

L'activité de la Gauche en Romagne avant la guerre mondiale.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Dans le Tome I nous avons noté l'apparition d'un important courant marxiste révolutionnaire de gauche en Romagne, et nous avons reproduit le programme du Parti Socialiste Révolutionnaire de Romagne, adopté à Rimini, en 1881, sous les auspices du solide combattant révolutionnaire que fut toujours Andrea Costa.

Ce document démontre qu'à plus de dix ans de la constitution du Parti Socialiste à Gênes l'idée de la méthode insurrectionnelle et de la fonction de direction du Parti dans la révolution, ainsi que la différenciation d'avec les anarchistes, effectuées par Costa lorsqu'il était jeune, étaient clairement établis.

Lorsque au début du dix-neuvième siècle le réformisme domina le parti italien, les fédérations de Forlì et de Ravenne se joignirent un bref instant pour faire sortir leurs puissantes organisations du Parti, mais comprirent bien vite que la lutte contre la droite devait être conduite sur le plan national et participèrent à la lutte des révolutionnaires qui vainquirent à Modène et à Reggio Emilia. La part que pris Mussolini lors de ce congrès pour rejeter l'aile droite des Bissolati, Bonomi, Cabrini et Podrecca est connue (voir Tome I).

•••

Nous avons suivis l'histoire du mouvement en Romagne à travers la collection du glorieux hebdomadaire « La lutte de classe » dont Mussolini lui-même conseillait (bien que ce soit peu logique) la lecture en indiquant qu'on pouvait y soutenir des positions plus révolutionnaires que dans l'« Avanti ! ».

D'évidentes raisons d'espace nous imposent de ne publier, sauf pour quelques textes importants, que de brèves citations.

Les premières attaques violentes contre les effets néfastes du réformisme parlementaire démocratique se trouvent sous la signature de Mussolini dans l'« Avanguardia Socialista » de Lausanne, n° 83 du 2 juillet 1904. [L'article](#) dénonce la manie de la législation des socialistes, liée à leurs relations avec Giolitti, et montre que ces revendications tel que le divorce, le problème méridional, la recherche de la paternité, etc..., laissent le prolétariat indifférent et le placent à la traîne de certaines catégories : employés, commis, boutiquiers, qui forment « le gros des troupes électorales des bataillons réformistes ». L'auteur fustige la « grasse canaille radicale, partisane de la maison de Savoie, du Congrès de Rome ».

[Le second article](#), de la « Lutte de classe » n°7 du 19 février 1910, s'intitule **Impuissance** et commence la dénonciation de ce que Karl Marx appelait le « crétinisme parlementaire ».

L'auteur tape sur le rassemblement des députés en le définissant comme une impuissance sénile et, se référant aux quelques jeunes élus de 1909, se moque de ceux qui les croyaient destinés « à revigorer le groupe socialiste parlementaire de même qu'Elena di Montenegro a revigorer le sang de la maison de Savoie ».

On évoque à nouveau Karl Marx pour dire que les travailleurs s'émanciperont d'eux-mêmes, et que « le socialisme ne sera pas réalisé dans le parlement par des députés socialistes représentant la majorité plus un membre ».

•••

La campagne contre les opérations de Tripoli est une autre période mémorable de l'activité des socialistes de Romagne. L'extrait que nous reproduisons contient la consigne de la grève générale qui ne sera pas proclamée par le Parti et les organisations ouvrières. Mieux, celles-ci la laissèrent échouer alors que l'Emilie et la Romagne dans leur entier étaient en grève et manifestaient dans les rues avec des heurts sanglants, événements que nous ne pouvons malheureusement décrire en détail.

Un article du même journal discute de la question de la grève générale politique en critiquant les positions informes des réformistes et des syndicalistes. Le texte dit entre autre : « À la veille de toute grève générale politique il faut se demander : que proposons-nous ? La démission du ministère et le renversement de la monarchie ? La république ou la Commune ? Et agir en conséquence. Indiquer la moitié de ce qui doit être obtenu à tout prix mais qui peut aussi être dépassé. La grève générale est la

plus belle, la plus intense, la plus terrible manifestation de la volonté ouvrière, qui paralyse, lorsqu'elle le veut, par le simple fait de croiser les bras, l'ensemble de la complexe et multiforme vie de la société bourgeoise. Les diffamateurs de la grève générale sont les pires ennemis du prolétariat ».

Nous faisons suivre le bref article Tripoli par un ordre du jour de la section socialiste de Forli, postérieur au début de la guerre.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

4 – Tripoli

[Retour à la table des matières](#)

« La lotta di classe », n° 87 du 23/9/1911

Les fureurs héroïques des partisans de la guerre se refroidissent. Les nationalistes ont baissé de ton. Le 20/09 est passé sans que les troupes italiennes n'occupent Tripoli. La soi-disant opinion publique retrouve t'elle la raison ? Il semble. De toute façon la partie favorable à la guerre n'est qu'une infime minorité face aux millions de travailleurs italiens, qui ne votent pas parce qu'ils ne sont pas électeurs, qui ne lisent pas parce qu'ils sont analphabètes, qui sont absents de la vie politique mais sont opposés instinctivement aux entreprises coloniales africaines. Le massacre d'Abba Carima est encore bien vivant dans la mémoire du peuple.

Pour beaucoup l'aventure de Tripoli devait être une « diversion » empêchant le pays de se poser les graves et complexes problèmes intérieurs. Nous n'irons pas à Tripoli pour l'instant, mais dans l'éventualité d'une occupation plus ou moins rapprochée le prolétariat italien doit « se tenir prêt à déclarer la grève générale ».

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

5 – Un ordre du jour de la section socialiste de Forli

[Retour à la table des matières](#)

« La lotta di classe » n° 89 du 7/10/1911

Au cours de la réunion de la section de Forli tenue le 4 octobre 1911, Mussolini présenta l'ordre du jour suivant approuvé « à l'unanimité moins une abstention ».

« La section socialiste de Forli, lors de son assemblée du 4 octobre 1911, satisfaite de la complète réussite de la grève générale à Forli, demande à tous les socialistes de réaliser une activité plus assidue et enthousiaste du Parti en vue des événements internes que la guerre de Tripoli pourrait provoquer. »

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

Premiers signes de la défection de Mussolini et réaction de la Gauche.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Dans le recueil de textes que nous avons déjà publiés nous montrions que, bien que Mussolini ait été dans l'opinion générale le chef de la gauche et de l'extrême-gauche du Parti, sa position laissait à désirer et ce jusqu'au déclenchement de la première guerre mondiale, comme les éléments de gauche le mirent en évidence.

Le texte n° 14 reproduit dans la deuxième partie du Tome I parut originellement dans l'« Avanti ! » du 18 août 1914 sous le titre : **Sur la question de la neutralité : à notre poste**. Nous avons publié à la suite de cet article - lequel résolvait la question sur le plan de la doctrine et du programme révolutionnaire marxiste en anticipant sur les questions d'ordre pratique, pendant que la lutte se déroulait contre l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés des austro-allemands, c'est-à-dire en luttant contre les dangers de la future et tragique situation représentée par l'intervention en faveur de l'Entente le 24 mai 1915 - le commentaire rédactionnel de Mussolini, démontrant le déphasage entre les deux documents.

La bruyante volte-face de Mussolini éclata comme une bombe lorsque parut, sur l'« Avanti ! » du 18/10/1914, au milieu de l'émotion générale, l'article en première page sous le titre fameux : De la neutralité absolue à la neutralité active. Le virage du

fameux personnage, entre août et octobre, n'était pas passé inaperçu. Celui-ci fut rappelé à l'ordre de nombreuses fois et se justifia en disant qu'il ne trahirait jamais. Recourir aux lettres personnelles dont nous avons déjà parlé serait faire preuve d'historiographe vainement individualiste.

Nous publions donc des textes donnant publiquement l'alerte. Le premier est une note du « Socialiste » de Naples de mi-septembre 1914.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

6 – L'« Avanti ! » et la guerre

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 17 du 17/09/1914.

La position de l'« Avanti ! » lors des événements récents ne nous semble pas être à la hauteur des énergiques directives socialistes soutenues jusqu'ici par le journal de Benito Mussolini.

Le Parti, habitué à voir son chemin tracé par l'« Avanti ! » s'est égaré comme un bateau sans pilote. Si l'« Avanti ! », en cohérence avec ses positions nettement révolutionnaires, anti-bourgeoises, anti-étatiques, avait affronté la question de la guerre sans hésitations et sans aucune réserve, le Parti aurait bien mieux riposté, par une véritable agitation contre la guerre. Ceci n'est pas advenu. Nous nous sommes fait dire par des adversaires et des camarades qui ne partagent pas nos idées : « mais Mussolini... ». Nous avons répondu en disant que nous allions couper court aux rumeurs, notamment après le discours de Mussolini lors de l'assemblée des sections de Milan, discours dont le ton nous a réellement surpris.

Ami sincère et même si l'on veut « admirateur » de Mussolini, nous n'hésitons pas à mettre en garde contre le danger qui se cache sous le fait de créer des idoles dans le Parti, même lorsqu'il s'agit de camarades dotés d'une conscience sûre et d'un véritable esprit de sacrifice.

Le Parti doit se rendre toujours plus indépendant des individus : Mussolini lui-même l'a tant de fois soutenu !

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

7 – La lettre de Mussolini au « Socialista »

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 19 du 1/10/1914

Mussolini lit la critique du n° 17 avec un certain retard, et ce n'est que le 25 qu'il envoie la lettre que le journal napolitain publiera sans commentaires.

Il n'y a pas besoin d'en faire non plus aujourd'hui, comme le comprendra le lecteur bien informé des événements ultérieurs.

Le problème était en réalité bien clair pour ceux qui comprenaient que le parti ne devait pas confier ses forces à quelques hommes populaires. En ces mois denses d'événements la canaille démocratique partisane de la guerre espérait la fracture du solide parti prolétarien. Ne l'obtenant pas de Turati ils furent à la noce lorsque Mussolini la leur offrit. Certains - mais ils se trompaient - pensaient que son écroulement serait celui du parti et du prolétariat.

Milan le 25 septembre 1914

Cher camarade directeur,

Ce n'est qu'aujourd'hui que je lis un entrefilet me concernant paru dans l'avant-dernier numéro du « Socialista ».

Permettez-moi de vous dire que vous êtes dans l'erreur. On pourrait ajouter avec Dante :

« Les gens ne sont jamais bien sûrs

De savoir juger, comme celui qui estime
L'avoine dans les champs, et prie pour qu'elle soit mûre.
Et tu m'as... jugé avec une précipitation excessive. »

Que le Parti ait eu quelques moments d'incertitude, c'est vrai. Mais ceci n'a pas dépendu du contenu de l'« Avanti ! » le moins du monde. Cela provient de la soudaineté et de la grandeur des événements que le socialisme réformiste et même non réformiste avait évacué de l'histoire... et devant lesquels il s'est trouvé désorienté et désorganisé.

En ce qui concerne la ligne directrice de l'« Avanti ! » je te rappelle, outre de nombreuses notes et brèves, trois articles qui ont exprimé de manière organique mes convictions anti-guerrières : l'article de réponse à Salvemini, le second intitulé **Contre les déviations sans espoirs et les sophismes**, et le récent dernier en réponse à Panunzio, article qui - toute modestie mise à part - me semble convainquant et j'oserai dire décisif.

Le Manifeste du P. S. que tu approuves et qui a soulevé tant d'indignations stupides de la part de la presse démo-réformo-bourgeoise a été complètement rédigé par moi à l'exception d'un bref rajout effectué par Claudio Treves.

Regarde un peu : pour certains socialistes, et pas tous des « derniers venus », l'« Avanti ! » est blâmable parce qu'il n'invite pas les prolétaires à manifester en armes contre l'Autriche. Pour toi, au contraire, il n'est pas encore assez anti-interventionniste du seul fait que je ne veuille pas faire l'Hervé après coup. Il faut se garder des « copies » face à l'original...

Le discours prononcé à la section de Milan, discours improvisé et malmené, n'autorise personne à dire : mais Mussolini... Lequel ne tient en rien à être placé sur l'estrade. Je suis - par nature - un peu associable et la popularité ne me flatte pas, elle me gêne.

Cher directeur, j'espère que tu porteras à la connaissance des lecteurs du « Socialista » cette brève lettre. Je repousse ton « admiration », ton amitié « sincère » me suffit, comme celle que je nourris à ton attention.

Salutations socialistes.

Benito Mussolini.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

8 – Le Parti et la guerre

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 21 du 15/10/1914

Cet article du « Socialista », précédant la bombe du 18 octobre, présente le communiqué nettement anti-belliciste de la Direction du Parti et revendique la conception selon laquelle ce qui intéresse la politique collective ce ne sont pas les contradictions d'un homme, même de premier plan. Alors qu'il stigmatise nombre des déclarations de Mussolini et revendique la lutte anticipée depuis le 6 août contre les deux options guerrières, il ne jette pas encore l'homme Mussolini aux ordures mais fait face aux attaques contre ce dernier et contre le parti de la part des anarchistes et des démocrates.

Direction du PSI – Communication du Secrétariat Agitation contre la guerre

« Le secrétariat du parti socialiste constate avec satisfaction le magnifique élan avec lequel le Parti unanime a accueilli le récent manifeste de la Direction du Parti et du Groupe Parlementaire ainsi que les initiatives que les sections ont rapidement prises pour réagir au coup monté pro-guerrier des nationalistes, démocrates, maçons et réformistes. Plus de mille sections convoquées avec l'encouragement de l'« Avanti ! » ont totalement approuvé ce document, ainsi que des milliers d'organisations ouvrières, ligues, coopératives, fédérations, etc.

Nous démentons en même temps les insinuations tendancieuses de la presse démocratique (conspirant contre les destinées du Parti et délirant sur une prochaine fusion de tous les partis dans un « grand ministère ») autour de profondes dissensions au sein de la Direction, etc. Le récent manifeste a été pleinement approuvé par tous les membres de la Direction à l'exception d'un de ceux-ci qui a effectué des réserves, il représente donc l'expression de la pensée du parti.

Les camarades sont donc tous invités à intensifier la propagande contre la guerre en montrant au prolétariat les terribles désastres que celle-ci provoque dans les pays belligérants et en indiquant que la cause de l'émancipation sociale n'en tire aucun avantage. »

•••

Il y a donc peu de doutes à avoir : le Parti est toujours sur le terrain d'une opposition décidée à l'intervention de l'Italie dans la guerre dans quelque sens que ce soit et quel qu'en soit le prétexte. On peut nous insulter en nous traitant de fossiles, d'anti-patriotes, etc. , mais on ne peut pas mettre en doute notre fermeté dans nos directives antimilitaristes et notre indifférence à propos des déblatérations des divers Labriola (à propos de votre insolent langage, Mr. Labriola, combien votre article pour le démocratique et maçonnique « Roma » vous a t'il été payé ?).

Nombreux sont ceux qui font grand tapage sur la position de Mussolini. Nous avons quelques remarques à faire à ce sujet, sujet qui a provoqué la riposte, dont nos lecteurs se rappellent, de la part du directeur de l'« Avanti ! », dans laquelle il revendiquait la paternité du manifeste du Parti, résolument opposé à la guerre. Les polémiques postérieures avec Lombardo-Radice et les déclarations de Mussolini nous ont, pour être sincères, peu surpris. Si donc ce même « Avanti ! » invite les camarades à exprimer leur propre opinion, nous n'hésiterons pas à la déclarer très favorable et cohérente avec les positions que nous défendons.

En des temps peu suspects, c'est-à-dire le 6 août, alors que la guerre contre l'Autriche semblait bien peu probable, nous écrivions dans le n° 11 de ce journal :

« La neutralité de l'Italie est une garantie de limitation du conflit actuel. Refrénér l'envie du Gouvernement d'aller soutenir l'Autriche et l'Allemagne constitue la position du Directeur de l'« Avanti ! ». Nous n'hésitons pas à dire que si nous sommes les adversaires d'une guerre aux côtés de l'Allemagne nous serons également les adversaires d'une guerre contre l'Autriche... ».

Nous n'acceptons donc pas les distinctions opérées par Mussolini qui - faut-il le dire ? - n'engage pas le parti mais ne fait que refléter la pensée du Directeur de l'« Avanti ! ». Mais nous n'hésitons pas à exprimer notre solidarité avec lui contre les attaques des divers Tancredi et cie. Ceux-ci ne se font pas d'illusions sur le fait qu'ils auront du fil à tordre, et M. Lombardo-Radice peut être assuré que la solidarité nationale, qu'il a tant à cœur, sera écharpée justement par le socialisme.

histoire de la gauche communiste, Tome I bis

Non pas pacifisme mais antimilitarisme de classe !

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Les articles suivants ont été écrits juste après l'article fameux de Mussolini du 18/10 dans l'« *Avanti !* ». Le numéro dont nous le tirons sortit avec le titre en pleine page **Non pas « pacifisme » mais antimilitarisme de classe**, pendant que l'article était intitulé **Pour un antimilitarisme actif**.

C'était un moment particulièrement difficile pour le Parti car Mussolini venait depuis quelques jours de jeter les derniers lambeaux de son masque en parlant non plus de neutralité de l'un ou de l'autre type mais d'intervention ouverte, rendant son expulsion du parti qu'il avait pleinement trahi inévitable.

Ce qui préoccupait le plus à ce moment n'était pas le futur curriculum de Benito Mussolini mais la peur des effets nocifs sur le parti des idées habilement présentées avec un gradualisme trompeur, en passant de la neutralité absolue à la neutralité active. L'article poursuit donc la polémique sur l'ambiguïté de la position neutraliste et montre que dès les premiers combats la véritable gauche marxiste, dans son irréductible lutte contre la guerre, y compris contre les prétendues justifications de gauche, avait mis en garde contre le danger de confondre l'opposition révolutionnaire à la guerre avec toute rechute dans un humanitarisme pacifiste petit-bourgeois totalement opposé à la doctrine marxiste. Ceci après avoir déclaré que le socialisme peut faire au moins autant que ce qu'a fait Mussolini qui était alors en accord avec les actions précédentes. Cette brève polémique ne concerne pas le sauvetage de l'âme de

Mussolini mais lutte contre le danger de l'ouverture d'une brèche dans les solides rangs du parti.

Le commentaire constitue la confirmation de la règle infallible disant que ceux qui veulent sortir du terrain de la doctrine pour rejoindre celui de la réalité sont déjà des traîtres.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

9 – Pour un antimilitarisme actif et fonctionnel

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 22 du 22/10/1914

Pour tous nos adversaires la question d'actualité est la position prise par Mussolini. On veut à tout prix ouvrir une brèche dans la position anti-belliciste du Parti Socialiste, et on espère nous placer en porte à faux par rapport à ce qui semblait être une forteresse imprenable : la pensée et l'action de l'« Avanti ! ». Mais cette fois encore le Parti Socialiste ne se donne pas pour vaincu. Il a démontré avoir une conscience collective suffisamment obstinée pour ne pas déborder de la trajectoire de son programme iconoclaste et passer triomphalement, plus vivant que jamais, à travers les incessantes marches funèbres que lui jouent les orgues essoufflées de la politicaillerie italienne. Mis à part les exagérations imbéciles sur la portée de la pensée de Mussolini, pour laquelle nous avons déjà exprimé notre désaccord, il est certain que le socialisme peut et même doit faire au moins autant que lui, quelles que soient les puissantes contributions qu'il ait donné pour notre bataille commune. On le voit à travers la position prise par la Direction du Parti, qui n'a nullement été secouée par la terrible **révision** opérée par l'esprit inquiet et hérétique de Mussolini, et qui a confirmé la ligne d'action des socialistes italiens opposés à toute participation de l'État italien à la guerre.

•••

Examinons à vol d'oiseau - si vous le permettez - les opinions du Directeur de l'« Avanti ! », si élégamment exposées dans le numéro du 18. Mieux vaut en faire une rapide analyse psychologique qu'un long examen théorique. La revendication d'être sur le terrain de la réalité équivaut à tomber dans le piège polémique - et

pratique - de nos adversaires, prétendant baser les principes du socialisme sur un autre terrain que celui de la réalité qui nous entoure, pour en détruire le potentiel subversif. Se préoccuper de « faire le jeu » des austro-allemands est un autre piège dont nous croyions être sortis lors de la crise qui nous a conduit à l'actuelle position intransigeante. On fait toujours le jeu de quelqu'un. La peur que le présent ne soit rattrapé par le passé, alors que l'on imagine travailler pour l'avenir, est typiquement réformiste. Le présent, lorsque nous serons en situation de le dépasser, dira toujours qu'il y a un danger de résurrection du passé. Le marxisme révolutionnaire devrait nous entraîner bien au-delà de ce piège. Il semble indiscutable que Mussolini ait vacillé. Il est tombé dans le piège que les événements historiques tendent à ceux qui veulent les dépasser.

Mussolini n'est lié qu'à une **formule** dont le seul avantage, outre d'être abstraite, est d'être contradictoire. **Neutralité active et pratique ?** Il semble que ça ne veuille rien dire.

La conception de neutralité n'a pas pour objet les socialistes mais l'État. Nous voulons que l'État reste neutre dans ce conflit, de manière absolue, jusqu'au bout, quoi qu'il advienne. Pour y arriver nous agissons sur lui, contre lui, sur le terrain et avec les moyens de la lutte de classe. Nous ne voulons pas en désarmer. Notre guerre est, elle, permanente, elle explose en révolte ouverte comme le Printemps et n'accorde pas d'armistices. Nous sommes aujourd'hui les victimes d'un **mauvais mot**. **Neutralistes, nous ?** Ce serait nous accuser de pacifisme. Au contraire, en soutenant que l'État doit rester neutre nous restons ses ennemis actifs et pratiques. Nous avons des comptes à régler avec le gouvernement Salandra. Mobilisons-nous pour défendre les victimes politiques. Poursuivons la propagande et le travail anti-bourgeois et antimilitariste.

Nous ne concédons ni suspension de lutte, ni trêve, et nous fermons la route au mirage de l'unanimité nationale qui a ébloui les camarades français et allemands. Et ceci n'est pas de la lâcheté pacifiste.

Ce n'est pas non plus de l'égoïsme national puisque ceci pourrait mettre demain la nation en condition d'infériorité face à un éventuel ennemi. Sur ce terrain nous ne devons avoir aucun scrupule. Et cette position se situe sur le plan des principes - en mettant à part l'analyse de la réalité dont nous sommes témoins, mais que nous avons développé et développerons dans l'ensemble de notre propagande, en notant que, jusqu'à présent, les conclusions que nous en tirons ne détruisent pas les positions du socialisme révolutionnaire et antimilitariste.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

10 – La guerre européenne et le prolétariat

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 23 du 29/10/1914

Cet article, dont la clarté d'exposition et l'amplitude de vue n'enlève rien à sa rigueur doctrinale et programmatique, écrit quelques mois après l'explosion de la première guerre mondiale, est dû à un camarade de Naples que nous considérons comme le doyen de notre mouvement et qui milite, avec une clarté de vue et une âme intacte, dans les rangs de la Gauche Communiste. Que le lecteur veuille le lire et le méditer à fond et se rappeler que le travail fondamental de Lénine sur L'Impérialisme n'était pas encore connu dans la petite salle de la rédaction napolitaine !

Avant de tailler en brèche les interprétations idéalistes de la guerre, qui montaient durant ces mois comme une marée emportant tout sur son passage, l'analyse de la guerre est effectuée sur la base de ses racines économiques et matérielles en une brillante synthèse.

Après un demi-siècle, il n'y a rien à ajouter qui aurait été oublié. Le lecteur pourra suivre l'analyse marxiste de l'histoire de l'Angleterre et de sa rivalité avec l'Allemagne. La condamnation anticipée et inexorable des explications prenant comme prétexte la nationalité et la démocratie, applicable totalement au monde contemporain sorti de deux ouragans guerriers, ressort en pleine lumière. Nous faisons pleinement nôtre l'attaque cinglante contre la civilisation de l'Europe bourgeoise, que le marxisme a toujours placé derrière les temps soi-disant barbares, ainsi que l'espérance indiscutable de ce que la classe des travailleurs gagnera la bataille contre la guerre et contre la paix capitaliste.

Nous signalons au lecteur que l'Allemagne est clairement définie comme un jeune capitalisme qui a donc une croissance accélérée, thèse caractéristique de la Gauche Communiste alors et aujourd'hui.

Parmi les multiples contradictions dans lesquelles se débat la production capitaliste, il y a la nécessité de la paix pour mener les affaires et le conflit continu qui se crée entre les groupes bourgeois des différentes nations du fait de la concurrence, groupes qui cherchent à étendre respectivement le marché de leurs propres produits.

Ces conflits n'ont d'autres solutions que l'usage de la force, c'est-à-dire de la guerre, laquelle, de ce point de vue, peut devenir un facteur d'accélération historique, en tant qu'elle permet à certains groupes la conquête de marchés qu'ils n'auraient pu conquérir autrement, sinon avec de grandes difficultés et beaucoup de temps.

Les guerres coloniales sont celles qui sont le plus clairement tournées vers ce but. Les guerres européennes sont, elles, masquées sous une superstructure de facteurs ethniques, politiques, sentimentaux, qui se superposent en modifiant non pas la substance des choses mais leur apparence extérieure, toutes choses qui n'ont qu'une importance relative. Il fut un temps où la guerre était directement fonction de la misère. Lorsque, sur un territoire donné, il y avait inadéquation entre le nombre des habitants et les capacités productives, dans la mesure où celles-ci devenaient insuffisantes pour couvrir les besoins de ceux-ci, une de leur partie, naturellement la plus forte et la plus audacieuse, la plus capable de supporter les fatigues, les privations et les dangers, se transportait ailleurs, c'est-à-dire émigrerait. Puisque son propos était de s'emparer de territoires déjà occupés par d'autres, elle devait en briser la résistance, voir détruire leur existence, au moins celle des mâles.

La misère générant les guerres de la période des invasions barbares n'existe plus. Les pays dans lesquels se produit toujours l'inadéquation dont nous avons parlé, comme l'Italie, produisent toujours de l'émigration, mais sans guerre. Les guerres modernes ne sont plus effectuées par les plus pauvres mais au contraire par ceux qui connaissent un fort développement industriel dépassant les besoins du pays.

Combien l'Angleterre a-t-elle mené de guerres pour gagner la domination des mers contre la Hollande et l'Espagne, lorsqu'elle devait défendre les produits de son immense industrie dans le monde entier ?

Aujourd'hui l'Angleterre, qui a atteint son but, celui de la conquête d'un très large marché, n'a plus intérêt à pousser à la guerre.

Elle peut être démocratique, pacifiste, aspirer à la réduction des armements, dont elle pourrait jouir puisqu'elle lui permettrait de conserver sa domination actuelle sans avoir à maintenir d'énormes sacrifices, économiques et autres.

Elle doit aujourd'hui faire un effort pour lutter contre ces tendances puisque l'esprit guerrier, d'envahisseur, de puissance, qui s'était fortement développé pendant la période où le développement capitaliste rencontrait de larges résistances à l'extérieur, s'est réduit à mesure que cette lutte s'atténuait.

Le développement de la bourgeoisie reproduit dans chaque pays un phénomène analogue : l'avancée du mouvement prolétarien ne suscite pas de résistance tant que la pression prolétarienne ne tend pas à limiter les profits. De manière plus large, tant que la conquête des marchés est facile et que leur saturation est lointaine, l'action peut se développer pacifiquement. C'est la résistance aux invasions qui détermine les conflits et développe l'esprit combatif.

Le militarisme allemand n'est, au fond, que le produit naturel de la résistance de l'Angleterre à la puissante industrie allemande, en croissance continue et rapide, sur le marché mondial. La conquête des marchés européens est longue, difficile, coûteuse, elle réclame trop de sacrifices, particulièrement si, pour l'obtenir, il faut avoir recours à la force des armes. Il est plus facile de réaliser la conquête des colonies qui offrent moins de résistance.

L'Angleterre, en étendant son activité hors d'Europe, a pu réaliser le développement auquel elle est arrivée sans efforts et sacrifices excessifs.

L'Allemagne ne possède pas suffisamment de colonies pour son activité productive. Dernière venue parmi les grandes nations, elle a dû se contenter des restes que les autres pays européens, et particulièrement l'Angleterre, lui ont laissés.

Il est probable, si nous pouvons nous permettre cette supposition hardie, que si l'Allemagne avait pu trouver un débouché suffisant pour absorber l'énergie productive de son industrie, comme ça a été le cas pour les autres pays capitalistes qui ont tous connus une période d'expansion forte et rapide, son développement aurait été pacifique.

Manquant de nouveaux marchés, elle tend à en conquérir à ceux qui en possèdent, avec le seul moyen dont on peut disposer dans ce cas, c'est-à-dire la guerre, qui ne peut se développer qu'en Europe dans la mesure où celle-ci domine le reste du monde, et qui vise au renversement de son plus grand obstacle, c'est-à-dire l'Angleterre. L'impossibilité d'arriver directement à ce résultat du fait de sa situation géographique, ce qui réclamerait une puissante flotte capable d'abattre celle de l'Angleterre, a entraîné dans la danse les autres nations, victimes indirectes de cet épouvantable duel.

Les idéaux des revendications d'indépendance nationale et de défense de la démocratie ainsi que les histoires sur les missions historiques des différentes races, ne sont que des paravents de dilettantisme littéraire dans la détermination de l'éclatement

d'une guerre. Par rapport aux véritables causes, ils ressemblent à la mouche qui, se posant sur la tête du bœuf tirant la charrue, dit avec suffisance : « nous labourons ».

Quelle que soit l'issue de la guerre il est normal que chacun des vainqueurs veuille, et même doive chercher à tirer des moyens extrêmes utilisés les résultats les plus extrêmes.

Ils chercheront à assurer leur domination et à empêcher les vaincus d'aujourd'hui de devenir dangereux demain.

Qui, dans cette situation, défend les droits des nationalités qui devraient prévaloir selon certains ?

Qui réussira à les faire prévaloir ?

Il n'y a aucun étonnement à avoir du fait que ce soit l'Angleterre qui se fasse le défenseur de ces droits puisqu'elle ne domine aucune partie de l'Europe continentale. Elle a tout intérêt à se créer des courants de sympathie en favorisant certains sentiments d'indépendance nationale. Si celle-ci devait triompher, le nombre de petits pays augmenterait en Europe, lesquels ne pourraient pas d'eux-mêmes compromettre sa prédominance ni s'unir pour écraser la nation qui aurait favorisé leur formation.

Les puissances continentales pensent tout autrement, leurs bourgeoisies ayant intérêt, pour des raisons que la critique socialiste scientifique a amplement expliquées, à agrandir leurs territoires nationaux pour défendre leurs propres intérêts, et ceci sans aucune préoccupation de race ou d'autre idéologie.

Que peut obtenir, vouloir ou craindre le prolétariat dans un conflit aussi épouvantable ?

Si le destin des domaines coloniaux change, ses conditions de vie ne changeront pas, et de même si quelques provinces françaises sont annexées par l'Allemagne, ou l'inverse, ou si l'Italie obtient Trente et Trieste, ou si la Russie obtient la Pologne allemande, etc.

Les différences de constitution politique et de droits du prolétariat ne sont pas telles qu'elles vailent la peine d'offrir son propre sang. Il ne s'agit pas de danger d'en revenir à une situation d'esclavage, situation qui a disparu même dans les possessions coloniales.

Les bourgeois européens civilisés non seulement ne veulent pas importer l'esclavage, mais ils le détruisent là où il existe encore, non pas parce qu'il est barbare (bien peu s'en donneraient la peine, de même qu'ils ne s'occupent pas de la misère et des douleurs de la classe prolétarienne) mais parce qu'il ne convient pas aux intérêts du capitalisme.

Les prolétaires, et le parti socialiste qui représente ses idéaux, se renferment dans leur position de classe. Ils doivent s'opposer maintenant et toujours à cette guerre qui, ne minant d'aucune manière les fondements de cette société, ne peut leur être d'aucune utilité.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

11 – Empêchons les nouvelles dépenses militaires !

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 24 du 5/11/1914

Cette modeste note du journal napolitain mérite d'être relevée dans la mesure où ce furent les votes des socialistes pour les crédits militaires (en France et en Allemagne sans aucune exception) qui signèrent l'écroulement catastrophique de la lutte de classe internationale.

Cette note nous intéresse parce que, bien qu'ancienne, elle montre sous quel angle le parti de classe peut attendre non pas la victoire mais un certain effet du jeu sournois des votes parlementaires.

L'Italien Turati disait ainsi : comment ne pas accorder les armes aux ouvriers lancés contre l'ennemi ? Nous ne votons contre que parce que nous savons que la majorité votera pour.

Cette position habile n'est pas moins indigne que celle des traîtres français et allemands partisans de la mobilisation, et elle montre la stupidité, l'infamie et la lâcheté de s'en remettre au décompte des voix dans une telle situation. Les marxistes de gauche sentirent clairement que le résultat à obtenir n'était pas celui d'une illusoire majorité avec des bourgeois anti-bellicistes mais celui de la dynamique du heurt entre les classes, de l'opposition entre les forces sociales et les positions politiques tant qu'il n'était pas possible d'effectuer le renversement historique révolutionnaire.

Cette position, établie de nombreux mois avant mai 1915, constitua une préparation utile à la lutte contre l'ignoble position consistant à accepter l'alibi

odieux du « fait accompli » (voir les textes 25-26 de la première partie du Tome I).

La crise ministérielle revêt aussi, pour nous qui ne sommes pas habitués à donner beaucoup de considération à certains événements, une importance particulière, sans que nous nous intéressions à ceux qui abandonnent le gouvernement et à ceux qui sont destinés à les remplacer.

L'importance particulière de cette crise réside dans les causes qui l'ont produite et qui intéressent profondément le pays.

Le militarisme italien, plus glouton et insatiable qu'une bête féroce, cherche de nouvelles proies pour calmer sa faim. Ce sont cinq cent millions de lires auxquels il prétend pour accroître les outils de son action dévastatrice.

Cette nouvelle demande constitue une attaque qui donne un terrain d'action réaliste et positif au travail socialiste.

La reconfirmation des décisions du parti socialiste concernant ses tâches de défense de la neutralité impose un nouveau devoir.

En absence d'une organisation adéquate pour la réalisation d'une grève générale militaire, soit par l'insuffisance du nombre potentiel de grévistes, soit surtout par manque de préparation des sentiments, le parti socialiste, en cas de déclaration de guerre, se verrait réduit à une protestation et peut-être à un nouveau manifeste.

Sans nier que ceci puisse aussi avoir une valeur, au moins littéraire, il n'est pas à exclure que ce soit une bien petite chose par rapport au but à atteindre.

Ce serait donner le beau rôle à nos camarades... interventionnistes, lesquels disent que notre opposition n'est qu'un vernis et non pas une décision ferme, surtout dans le cas d'une guerre entre l'Italie et l'Autriche détestée.

Face au danger d'une nouvelle saignée il y a autre chose à faire que de s'amuser à passer du neutralisme absolu au neutralisme relatif et inversement, byzantinisme dans lequel s'épuise notre parti qui croît ainsi faire une action énergique ! Il est désormais clair qu'il n'y a qu'un moyen pour faire respecter la neutralité : empêcher la réalisation des nouvelles dépenses militaires.

Si le gouvernement italien n'a pas voulu ni effectué la guerre c'est essentiellement à cause du manque de préparation militaire.

Si, en dépit de ceci, tant de généreux enthousiasmes guerriers se réveillent, si ceux-ci ont creusé une brèche y compris dans l'âme de nombreux socialistes,

qu'arrivera t'il lorsque le gouvernement annoncera qu'il a réussi à atteindre un maximum d'efficacité guerrière ?

Lorsque cette heure sera arrivée plus aucune de nos actions n'aura d'efficacité parce que le temps nécessaire pour les développer ne sera plus disponible.

Pendant ce temps le développement de la guerre entre les autres nations aura eu des résultats sinon décisifs du moins permettant de rendre les prévisions plus faciles. Et d'autre part la dépression économique continuera à se développer, augmentant les difficultés qui pousseront à chercher une solution même désastreuse pourvu que cessent les difficultés actuelles.

Les bluffs habituels recommenceront, ainsi que l'exploitation des enthousiasmes artificiels, et il ne nous restera plus qu'à subir, impuissants, le fait accompli.

Mettons-nous au travail avec ardeur pour que ce nouvel attentat du militarisme contre le pays n'atteigne pas son but.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

12 – Bravo « Il Socialista » de Naples

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 24 du 5/11/1914

Il est intéressant de montrer que « Il Socialista » de Naples n'était pas le seul à défendre les positions de clarification des principes et des méthodes de classe. De nombreux hebdomadaires faisaient efficacement ce travail à travers toute l'Italie. L'organe local du Parti est une forme de développement de l'énergie révolutionnaire et de contact ouvert, dans le meilleur sens du terme, avec les grandes masses prolétariennes. Le Parti italien était celui qui avait le plus développé son réseau d'hebdomadaires, et il y en avait plusieurs dans les zones les plus actives. Ceci devait être mis en lumière de nombreuses années après, lorsque Zinoviev exprima sa désillusion du fait que le célèbre « Avanti ! » soit sorti du contrôle de l'Internationale de Moscou. Nous avons alors montré - nous qui étions accusés de sous-évaluer l'affaiblissement du rapport avec les masses - l'importante liste des journaux locaux qui suivirent les communistes et Moscou lors de la scission de Livourne. L'organe théorique du Parti, « Rassegna Comunista » [Revue communiste], publiait en couverture la liste nourrie de notre presse périodique.

Cet article est tiré de « La Pace » [La Paix] qui - malgré ce mauvais titre - comme de nombreux autres hebdomadaires, se solidarisaient totalement de ce que « Il Socialista » avait écrit sur le fameux cas Mussolini.

Le journal « La Pace » reproduit l'article de notre journal à propos de notre position prise sur le « cas Mussolini » et commente ainsi :

« Bravo « Il Socialista » de Naples.

« Il Socialista » de Naples, organe de la section socialiste napolitaine, examine avec beaucoup de bon sens et d'esprit socialiste la thèse soutenue par les quelques ennemis de la neutralité qui se comptent encore dans notre parti. Peu, très peu, malgré les exagérations fiévreuses des partisans de la guerre.

L'auteur commence par ce que fut le testament de Mussolini dans l'« Avanti ! » du 18 octobre, lequel n'hésita pas à octroyer un diplôme d'imbécillité aux partisans de notre position. Les imbéciles se défendent comme ils peuvent, mais les imbéciles de Naples ont la manière de montrer, avec délicatesse, comment les autres se comportent... comme des idiots »

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

13 – Serrons les rangs !

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 25 du 12/11/1914

Cette note de « Il Socialista » se réfère à l'ouverture d'une campagne contre la réaction bourgeoise en défense des victimes prolétariennes. Son intérêt consiste à relever que jusqu'alors on ne donnait pas une intonation de pitié ostentatoire et de violation de la liberté et de la démocratie à ces revendications, mais le caractère de lutte ouverte entre le prolétariat et l'état bourgeois, accueillant les méthodes policières du ministre Salandra comme une occasion propice à se jeter dans la lutte directe et à résister à la volonté de la bourgeoisie qui voulait envoyer les prolétaires massacrer leurs frères d'autres pays.

Le lecteur peut relever le lien établi avec le Mussolini d'avant-guerre, celui de l'article Trèves d'armes qui, même si c'était de manière rhétorique, exprimait une déclaration de guerre civile et non de molle concorde nationale (voir la deuxième partie du Tome I, n° 15).

Les grandes organisations politiques et économiques du prolétariat italien ont donc commencé énergiquement l'agitation en faveur des victimes politiques, et une première démonstration de nos forces aura lieu à travers les « meetings » de dimanche dans toute l'Italie. Il était temps ! Le gouvernement bourgeois d'Antonio Salandra développe depuis juin un travail de persécution tenace et implacable contre ceux qui ont participé aux mouvements de grève générale, contre l'ensemble du mouvement prolétarien et socialiste qui s'amplifie et prospère en précisant toujours plus ses buts révolutionnaires propres. Le défenseur des institutions et de la monarchie succédant à Giovanni Giolitti pensait que la politique de ce dernier n'était pas efficace contre la montée de la vague révolutionnaire qui avait ouvert les yeux face aux pièges de la démocratie gouvernementale. Il veut essayer un retour à la réaction en évoquant le spectre de 98 pour renforcer les bases du monstrueux autel de la réaction.

Cette politique a eu les mêmes effets que l'autre puisque le prolétariat y a répondu, et que sa réponse fut le symptôme menaçant de sa force subversive. La partie n'a pas pris fin après la grève générale à cause de l'audace cinglante des punitions contre les cheminots et des représailles policières et juridiques : la classe travailleuse se préparait à une nouvelle bataille qui aurait coupé les griffes de la réaction. Le parti socialiste et les grandes organisations étudiaient les erreurs de tactique pour les corriger au prochain mouvement, et Benito Mussolini écrivait dans les colonnes de l'« *Avanti !* » l'article **Trêve d'armes** qui resta pour nous, qui suivions et sentions les phases de la bataille dont il était le porte-drapeau, l'ultime geste du gladiateur qui a donné en quelques jours de combat toute son âme et sa force et en ressort détruit et vieilli plus que par de nombreuses années de vie sans combat.

Vint la terrible diversion. Le socialisme dut porter son attention ailleurs et faire face à une autre marée menaçante : la guerre ! Le destin du prolétariat, les plans de notre idéologie faite de science et de foi, de doctrine et d'action, la merveilleuse fusion des forces de notre parti, tout sembla bouleversé et défait par l'avalanche des événements.

Nos adversaires faisaient la noce, tout à la joie de cette diversion, et espéraient broyer le socialisme. La bourgeoisie, qui avait tremblé en sentant derrière ses volets clos les foules ouvrières remplies de la vision de leur prochaine victoire, sortit triomphante, en souhaitant, à l'exemple d'autres pays, enfermer le socialisme entre les barrières de l'unanimité nationale et de la concorde entre les partis.

Nombre de nos camarades ont vacillé et hésité face au mirage d'une guerre contre les Allemands qui suivit les premiers dangers provenant de directions opposées – de celle des républicains, unis à nous au mois de juin contre les nationalistes, et qui se firent avec ces derniers les pionniers de l'intervention, et de celle des démocrates et réformistes, qui voulurent se venger de leurs angoisses électorales dues à notre intransigeance en poussant des assauts répétés contre ce qu'ils appelaient les dogmes du socialisme. L'État monarchiste et bourgeois, avec son gouvernement réactionnaire favorable à la Triple Entente, profita de cette nouvelle phase de l'histoire pour mener la plus féroce réaction et frapper les reins du mouvement prolétarien, pendant que de toutes parts on invoquait la soi-disant solidarité nationale.

Ainsi continuèrent les instructions, les arrestations, les procès, les punitions contre les cheminots grévistes, l'art des représailles et des vengeances mesquines et venimeuses.

Mais finalement le prolétariat s'est révolté. Il a entendu les lamentations des victimes de la paix bourgeoise, malgré les clameurs de la guerre qui provenaient des frontières, et a compris sa double tâche : Contre la guerre et contre la réaction ! Contre les manifestations de la société actuelle qui s'effectuent toutes au détriment de la majorité travailleuse !

Nous ne partirons pas contre un prétendu ennemi, disent les prolétaires d'Italie, nous ne marcherons pas pour massacrer les travailleurs d'autres pays sous le prétexte que la situation historique actuelle n'offre rien d'autre que les carnages nationaux. Nous restons ici pour nous battre contre le véritable ennemi qui nous opprime et qui, pendant qu'il nous dit de nous préparer à marcher sous ses drapeaux, ne cesse de casser les armes de notre libération et de notre liberté en attendant à nos organisations de classe.

Monsieur le député Salandra, vous nous indiquez le véritable terrain de notre action ! Œil pour œil, dent pour dent. Nous vous empêcherons de vous jeter dans la guerre en vous tenant sous l'implacable pression de notre élan de revanche contre les abus et les infamies de votre politique de classe.

Vous aurez moins de chance que le chancelier allemand et que M. Viviani

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

14 – Le quotidien de Mussolini

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 25 du 12/11/1914

Le journal napolitain tire du « Giornale d'Italia » la nouvelle que Mussolini commence la publication de son nouveau journal. Comme on le sait, son titre ne sera pas « Il popolo italiano », mais « Il popolo d'Italia ». Chaque fois qu'une charogne opportuniste perpétue sa trahison, l'ingrédient le plus substantiel ne peut y manquer, qu'il s'appelle populaire ou populiste. Cette brève note du « Socialista » exprime l'indignation scandalisée et n'hésite pas à donner la consigne de la lutte.

La nouvelle que donne le « Giornale d'Italia » lors de son interview nous surprend beaucoup. Mussolini commence le 15 la publication d'un nouveau journal : « Il popolo italiano » ! Le programme... jusqu'à nouvel ordre serait celui de l'interventionnisme le plus décidé contre toute neutralité. Donc non seulement contre le Mussolini d'avant-hier mais aussi contre celui d'hier. Nous voudrions ne pas croire à cette nouvelle qui nous plonge dans la plus profonde douleur. Pour l'instant nous disons simplement que le Parti Socialiste, de même qu'il n'a pas disparu après l'abandon de Mussolini, ne sera pas liquidé par ses attaques polémiques.

Le parti se défendra et il ne lui manquera ni le courage ni les moyens !

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

15 – Boycottons-le !

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 26 du 19/11/1914.

Ce texte est une violente réaction à la sortie de « Il popolo d'Italia » qui, malgré ses paroles ronflantes, n'avait pu démontrer qu'il était suivi par une minorité même difficilement appréciable de socialistes italiens. On trouve ici notre constante évaluation des rapports entre homme et parti, parmi les fréquentes crises internes du parti révolutionnaire.

Nous pouvons admettre que le Parti Socialiste n'ait pas une pensée unanime sur la question de la guerre, mais il est certain que le travail de l'ex-directeur de l'« Avanti ! » ne recueille pas l'approbation d'un nombre même minime de camarades. La sortie du nouveau journal quotidien fondé par Mussolini est commentée par tous les hebdomadaires socialistes en terme de condamnation décidée, et déplorée par tous les camarades, même de ceux qui étaient proches de la précédente position de Mussolini par rapport à la neutralité italienne.

La conscience collective du Parti se pose contre cette tentative injustifiée et inopportune. Les adhésions citées par « Il Popolo d'Italia » sont misérables. La grande majorité des socialistes ne cache pas son mécontentement et son indignation. Est-ce que ce sera la voix du dominicanisme opiniâtre des idiots et des imbéciles ou plutôt l'expression d'une conscience supérieure et plus saine des positions personnelles des hommes savants ? L'histoire est désormais vieille : tous ceux qui nous laissent, d'une manière ou d'une autre, disent que toute la pensée dont disposait le parti est entrée dans leurs boîtes crâniennes, et distribuent à tous les autres des diplômes d'idiotisme et de crétinisme collectif ! Mais nous, modestes atomes anonymes de la vie de ce Parti, sommes heureux de sa sauvegarde et de le voir libre du plus infécond des dogmatismes : celui qui consiste en fétichisme personnel.

Le Parti, après avoir exprimé ses regrets pour l'éloignement d'un camarade qui avait réalisé de réels sacrifices, a maintenant le droit de blâmer sans euphémisme son dernier geste. Quelle nécessité et quel besoin avait le citoyen Mussolini, se trouvant en opposition avec la majorité de son parti, de lui créer un contrepoids ? Personne ne pensait à limiter les discussions ni à accueillir les opinions les plus disparates. Mussolini pouvait se servir de l'« Avanti ! », et on peut se demander en se rappelant et paraphrasant une phrase du Mussolini d'avant : Est-ce Mussolini qui servait le journal du parti ou le journal du parti qui servait Mussolini ?

Le grand public se serait-il intéressé à ses opinions personnelles si il n'avait été durant deux ans à la direction de l'« Avanti ! » ? Si le parti n'est pas une vitrine pour les « hommes célèbres », à quel titre Mussolini se construit-il une « vitrine » opposée pour son usage personnel ?

En dehors des mérites de cette question, nous rappelons aux socialistes et aux travailleurs d'Italie qu'ils ont leur journal de bataille dans notre glorieux « Avanti ! » que tous ont le devoir de défendre contre toutes les attaques.

La création d'un journal quotidien qui dit vouloir en usurper la tâche peut avoir pour conséquence la diminution de l'efficacité et du développement de l'efficacité de l'organe du Parti. Nous ne devons pas regarder autre chose.

Boycottons le journal de Mussolini !

Vive l'« Avanti ! » ! Vive le socialisme !

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

16 – Pour nous faire comprendre

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 28 du 3/12/1914

Ce nouveau texte extrait du journal de Naples est écrit lorsqu'il est clair que Mussolini a définitivement franchi le Rubicon. Au delà de son cas la polémique entre camps opposés continue, camp dont le plus dangereux est celui des fausses gauches, des barricadiers et des anarchoïdes qui se moquent des partisans de la neutralité en les traitant de froussards et d'apathiques face à l'explosion historique de la violence. L'article démontre clairement que la campagne socialiste en faveur de la neutralité de l'Italie est pleinement cohérente avec « l'esprit révolutionnaire du socialisme ».

On rappelle la conception essentielle du journal italien : qu'il ne s'agit pas de « conseiller » l'état bourgeois mais de se comporter en toute circonstance de la manière la plus efficace pour le conduire, à travers les confrontations, à la ruine. On fait un tour rapide des positions contradictoires des différents courants politiques et on dénonce les récents « faisceaux d'action révolutionnaire » comme futurs instruments de la féroce réaction anti-prolétarienne.

Nous écrivons... pour ceux qui ne veulent pas comprendre. Nous voulons encore une fois réfuter certaines considérations erronées sur la signification et la portée de la position politique du Parti Socialiste, nous obtenant à croire que parmi nos adversaires et nos accusateurs il y en a encore de bonne foi.

On continue à confondre notre aversion envers la guerre avec l'apathie mesquine et peureuse propre à la conception et à la tactique réformiste, spécialement depuis que celui qui apparaissait comme le porte-drapeau du socialisme est devenu le partisan enragé et exalté de l'intervention militaire. La neutralité est devenue

synonyme d'impuissance. Nombreux sont ceux qui se complaisent à chercher les motivations intimes de la position de notre parti dans le désir de fuir le danger ou les responsabilités personnelles par préoccupation de perdre le prestige électoral acquis parmi les masses. Ainsi, au lieu de critiquer nos raisons, d'établir des raisons en faveur de l'intervention, nombre de nos contradicteurs se contentent de vitupérer et de nous traiter d'incapables et de lâches.

La position actuelle du parti et sa campagne en faveur de la neutralité sont au contraire intimement liées à l'âme révolutionnaire du socialisme.

Nous avons déjà expliqué comment une interprétation facile et illogique de ces positions en renversait entièrement leur signification.

Se dire neutralistes est plus que tout autre chose une manière de se faire clairement comprendre. Il n'autorise personne à en déduire empiriquement que le parti socialiste italien entend renoncer aujourd'hui à aucune de ses fonctions spécifiques et de ses activités. Nous avons déjà dit que la neutralité doit être comprise comme étant celle de l'État monarchiste et bourgeois établie sous la pression des masses prolétariennes et des courants socialistes refusant la guerre.

La prudente position de l'État bourgeois est peut-être... dévalorisante... Et alors ? Lorsque nous menons des actions en faveur des victimes politiques, ne tentons nous pas d'imposer à l'État l'accomplissement d'un acte qui en diminue le prestige ?

La neutralité signifie donc pour nous l'intensification de la ferveur socialiste dans la lutte contre l'état bourgeois, l'accentuation des antagonismes de classe, qui est la véritable base de toute tendance révolutionnaire. L'adhésion du parti socialiste à la guerre comme le demande l'État serait la pose, parmi l'exultation des classes conservatrices, de sa pierre tombale.

Que d'autres courants convergent avec nous vers la neutralité, qu'elle ne déplaise pas à l'église, aux partis conservateurs et même à la monarchie ne change en rien le caractère de la position socialiste. Car ces tendances déposeront les armes en cas de proclamation d'une guerre quelconque alors que nous resterons seuls, demain comme aujourd'hui, fidèles à la signification de notre opposition à la politique bourgeoise, de négation des actuelles institutions politiques et des conséquences barbares et pernicieuses de leurs actions.

L'accoutrement révolutionnaire de certains interventionnistes ne constitue qu'un masque. On ne peut pas voir de corrélation entre une guerre décidée et conduite par l'État bourgeois et l'action révolutionnaire, étant donné le degré de développement de la société et les caractéristiques de la guerre moderne, sans recourir à des rapprochements qui n'ont qu'une valeur... fantasmagorique.

Il est bien clair que les courants politiques qui voudraient pousser aujourd'hui l'État vers la guerre sont en grande majorité constitués de réformistes et de démocrates qui se retrouvent dans des partis ayant une psychologie nettement anti-révolutionnaire. Ces partis ont toujours désapprouvé l'exacerbation de la lutte de classe, ce sont des adversaires de l'intransigeance socialiste qui renient la nécessité de l'emploi de la violence dans la bataille sociale.

Si ces partis sont aujourd'hui les partisans de la violence la plus âpre et la plus vaste, s'exprimant par la guerre, ce n'est pas parce qu'ils ont été convertis par un souffle révolutionnaire passager (dans ce cas les nationalistes seraient les révolutionnaires les plus authentiques) mais parce que justement la guerre n'implique pas la négation des institutions, qu'elle n'a pas un contenu subversif mais qu'elle met la violence sous le contrôle officiel des organisations militaires et de l'autorité constituée. L'acte du citoyen militarisé, y compris lorsqu'il se conclut par une effusion de sang, n'est pas le fruit de la psychologie rebelle de l'homme qui s'insurge contre l'oppression, il est dû à une obéissance qui le rapproche de l'esclave ou de la brute.

La guerre est conservatrice ! Les « faisceaux d'action révolutionnaire » que les quelques transfuges interventionnistes du mouvement socialiste voudraient constituer se trouveront placés sur le terrain d'une contradiction sans fin.

Ils n'arriveront pas à leur but qui est de soulever l'enthousiasme héroïque des masses, ils ne serviront qu'à rendre plus facile l'action du militarisme bourgeois quand celui-ci, qui se convertira plus ou moins vite à la guerre, brisant les protestations sous son poing de fer, croira opportun de traîner les masses vers la sanglante boucherie de la messe tyrannique constituée de sacrifices inutiles et de crimes sans buts.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

17 – La concorde entre les maîtres

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 29 du 10/12/1914

Bien que cet article puisse sembler étrange, il est la preuve de ce que les manœuvres troubles de la politique italienne de début décembre rendaient la participation à la guerre en faveur de la Triple Entente encore probable.

Il peut arriver que les intérêts troubles des bourgeois se portent vers la participation à la guerre, dans quelque direction que ce soit, pourvu qu'il y ait la guerre. Les manœuvres des intérêts capitalistes et sidérurgistes auprès de la presse et du parlement ont été mis à nu depuis les guerres africaines de l'Italie arriérée. La position soutenue par le socialiste réformiste Treves contre la « défense de la patrie » doit être soulignée.

Nous l'avions prévu. Tous les partis constitutionnels se sont resserrés autour du gouvernement pour déclarer solennellement leur concorde alors que la guerre menace au cri de Vive l'Italie !

Que tous les partis vivant dans l'orbite des institutions renoncent à une éventuelle opposition politique, laissant le Ministère sans contrôle et donnant en quelque sorte carte blanche au Gouvernement Salandra, mettant le roi et ses conseillers dans une situation de régime absolutiste - et ceci avant que la guerre n'ait été déclarée, et sans que le Gouvernement n'ait choisi la direction de sa politique extérieure - veut dire que demain, face au déclenchement de la guerre, tous les partis bourgeois se fonderont dans la concorde nationale (ou bourgeoise comme le dit si bien Treves) **sans même discuter pour savoir si l'on ira se battre contre les uns ou contre les autres, contre les allemands ou contre les alliés.**

Voici le résultat évident, manifeste, de la comédie trouble de Montecitorio. Les francophiles et les soi-disant révolutionnaires interventionnistes se résignent. Seul un parti s'est opposé à la politique du gouvernement, et ce parti c'est le nôtre, qui promet son aversion à toute guerre dans laquelle on essaierait de traîner les masses. Il y a eu des votes contraires de quelques rares républicains, enfermés dans la contradiction qui tenaille leur parti, adversaire des institutions monarchistes mais désirant que la monarchie proclame et conduise la guerre contre les empires centraux. La conclusion est que nous, socialistes, serons seuls demain à tenter de nous opposer à la guerre quelle que soit son orientation - alors que les autres partis, y compris les démocrates francophiles, feront bloc au sein du gouvernement, sans discuter, sous le prétexte que, lorsque la guerre est déclarée, troubler la concorde nationale constitue une trahison envers la patrie. Ainsi, si la politique équivoque de la monarchie continue à obtenir le succès obtenu auprès du troupeau des députés, il reste une forte probabilité pour que la guerre se fasse aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche. Cette opinion n'est pas seulement la nôtre, elle est partagée par nombre d'hommes compétents en la matière.

Nous qui sommes toujours plus convaincus que la guerre, quelle qu'elle soit, est une victoire de la politique bourgeoise, un triomphe de l'oppression et de l'exploitation capitaliste contre le prolétariat et un attentat contre le socialisme et les tendances révolutionnaires, restons immuables à notre poste de bataille.

Qui peut donc désormais accuser notre campagne pour la neutralité de montrer une solidarité avec les cléricaux, les réactionnaires, le Gouvernement et la Monarchie ? Certainement pas la démocratie de Giolitti et de ses courtisans qui a fait preuve de son ardent irrédentisme et de son incorrigible francophilie en se liant elle-même les mains par les déclarations hypocrites de Salandra et en se coupant ainsi de ses objectifs bruyamment déclamés d'opposition à la Triple Alliance.

Nous sommes heureux des déclarations de nos camarades députés socialistes, et nous le serions encore plus si le député Treves n'avait renouvelé son habituelle déclaration concernant l'adhésion des socialistes à une possible guerre « de défense ».

Il n'y a que deux voies possibles : ou l'on a peur de l'accusation d'être traître à la patrie, et l'on doit alors être solidaire de la bourgeoisie militariste et de ses aventures, ou l'on nie tout rapprochement avec les institutions bourgeoises, sur lesquelles doit retomber toute la faute de la barbarie allemande, et nous devons alors pousser à la réalisation du socialisme.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

18 – Pour le socialisme révolutionnaire, contre les dégénérescences

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 30 du 17/12/1914.

Cet article établit la ligne de continuité politique, allant jusqu'à la décision de participation à la guerre, entre le courant révolutionnaire du Parti socialiste et la campagne contre la guerre elle-même et ses partisans. L'article se tourne contre les faux socialistes et faux révolutionnaires favorables à l'intervention de l'Italie. Il prévoit que l'après-guerre sera constituée par la lutte entre le marxisme révolutionnaire et le réformisme démocratique-bourgeois. Il prévoit aussi que la victoire sera celle de l'aile gauche restée fidèle au programme de classe révolutionnaire. Il se pose le problème de la reconstruction de l'Internationale qui s'imposera après la guerre, et indique au prolétariat italien, comme moyen de préparation, la lutte contre les mensonges qui font l'apologie de la guerre. L'importance de cette bataille est montrée, y compris sur le plan théorique, et l'on prévoit la rescousse provenant de la partie vivante et audacieuse du socialisme italien.

Le courant révolutionnaire du P. S. I. , bien qu'il ne soit pas majoritaire comme l'ont démontré les votes des derniers congrès, doit lui-même démontrer qu'il n'a pas « perdu la tête » comme l'affirment ceux qui mettent en avant à cet effet un cas individuel. Aujourd'hui, alors que tous les réformistes et toutes les tendances démocratiques petites-bourgeoises tentent de profiter de chaque occasion donnée par les événements internationaux pour prendre, avec la complicité bruyante de certains de nos déserteurs, une revanche sur le socialisme et les efforts qu'il a accompli ces dernières années en Italie pour se libérer des scories des soi-disant doctrines et des intrigues des philistins, il faut soutenir courageusement la doctrine et la tactique qui a

été défendue ces trois dernières années et continue à être défendue triomphalement par la partie la plus consciente du prolétariat italien.

Les socialistes révolutionnaires dignes de ce nom doivent coordonner leurs directives et tracer le plan d'une sûre action politique pour affronter la propagande venimeuse et équivoque qui s'effectue parmi les masses, et remettre à leur place ces nouveaux pseudo-révolutionnaires interventionnistes, c'est-à-dire les castrateurs du socialisme, une place semblable à celle qu'occupent nombre de ceux qui ont abandonné notre parti au cours de ses dernières batailles.

Le duel entre le socialisme révolutionnaire et le réformisme démocratique et bourgeois recommencera demain dans tous les États concernés par la conflagration, alors qu'aujourd'hui tout semble assoupi et qu'il paraît que le prolétariat socialiste a reconnu la valeur et la mission historique des institutions auxquelles il s'était affronté précédemment.

Les prophètes d'aujourd'hui n'obtiendront pas la victoire. Ceux-ci voient l'anéantissement de notre doctrine, l'écrasement de notre tactique de lutte de classe, la défaite de l'aspiration à une internationale prolétarienne et socialiste. Ils dépeignent un prolétariat convaincu des nécessités mises en avant par la bourgeoisie, préoccupé par la réalité des intérêts nationaux, allié docile de l'évolution et de la diffusion de la démocratie, guéri des utopies de révolution sociale - un prolétariat qui se persuadera du devoir de coopérer pour que le monde soit totalement démocratique et parlementaire, à base de plébiscites et de suffrage universel, totalement républicain, partagé entre nationalités indépendantes... sans se soucier du fait que la réalisation de ce programme laissera intacte les bases du régime capitaliste et de l'oppression économique...

Contre ces falsifications, travesties sous l'aspect d'une interprétation réaliste de l'histoire, et qui ne sont qu'une mythologie bourgeoise destinée à aveugler le prolétariat pour mieux l'envoyer au massacre et le conserver sous la servitude, les travailleurs de tous les pays se battront demain, après la fin de cette immonde tragédie. Nous, socialistes révolutionnaires, devons commencer à réagir dès aujourd'hui en Italie.

On ne peut pas aujourd'hui reconstruire l'Internationale - ou plutôt on peut faire peu de choses dans ce sens. Mais on peut, au sein de la neutre Italie, se battre contre les charlatans du socialisme guerrier, démocratique, irrédentiste, et nous cimenter en un noyau énergique qui - avec plus ou moins de succès - saura demain traverser l'épreuve du feu, et l'épreuve de la guerre, une guerre qui sera étatique, nationale, impérialiste, irrédentiste, monarchiste, démocratique et républicaine tout à la fois, et débutera dans la fermentation chaotique de tous les mensonges bourgeois fusant dans le paroxysme d'une excitation criminelle.

Nous devons nous préparer à une résistance désespérée. Si il ne peut y avoir de consensus prolétarien pour une résistance violente, il y aura au moins une solide résistance des idées - et ceux qui n'appellent action révolutionnaire que le vacarme, les bagarres et le tumulte quels qu'ils soient ne nous font pas même sourire.

Si tous les partis socialistes, ne pouvant pas conjurer la guerre, avaient réussi à ne pas se faire contaminer - comme en Serbie ! -, si Karl Liebknecht n'avait pas été seul au parlement allemand, les plus désinvoltes fossoyeurs du socialisme, les plus éhontés des mystificateurs interventionnistes parleraient un autre langage !

Nous devons nous préparer virilement, sur la base socialiste de notre aversion envers la guerre, en fixant soigneusement les voies et les buts de notre propagande dans le prolétariat. Ceci doit se faire sans concessions et sans transactions. Nous devons nettement nous opposer aux conceptions bourgeoises, nous devons être exempts de toute faiblesse patriotique, de condescendance démocratique, de sentimentalisme philistin. Nombre des camarades neutralistes font une propagande qui ne correspond pas aux besoins, ils expliquent notre aversion à la guerre en la motivant par des raisons particulières, contingentes, nationales, en rendant hommage à nombre d'affirmations et de tendances adverses, et ils se limitent à une froide allusion aux raisons vraiment socialistes de notre campagne. Tout ceci - nous ne nous attarderons pas à le démontrer - tend le flanc à la critique ainsi qu'à la mauvaise foi de nos adversaires et fait le jeu de ceux qui s'approprient l'étiquette de révolutionnaires à travers la célébration de la guerre. Il est aujourd'hui nécessaire, au sein même de notre parti, de mettre en relief un courant qui, en continuité logique avec celui qui l'a conduit jusqu'à présent vers l'intransigeance la plus saine, coordonne les directives et l'action contre la guerre sous les formes les plus résolues et extrêmes.

Il faut affirmer notre pensée et aguerrir notre tactique. Il faut affronter les motivations des positions adverses et en briser les équivoques. La discussion n'est pas inopportune, elle est nécessaire. Dans ce qui peut ne sembler qu'être une bataille polémique, nous travaillons pour demain.

Demain, disposant de nouveaux enseignements, dont bon nombre sont déjà à notre portée, le prolétariat effectuera la révision du socialisme international.

Il ne sera pas alors inutile que le socialisme révolutionnaire italien apporte sa contribution et son expérience, après avoir mené sa bataille contre les suggestions bourgeoises les plus audacieuses en faveur de la guerre. Quelle que soit l'issue de cette bataille - nous le répétons - il est nécessaire qu'elle soit menée avec des intentions précises.

Commençons à défendre notre doctrine contre les philistins. Orientons la propagande contre la guerre sur la ligne socialiste et révolutionnaire. Défendons nos idées fondamentales.

À ceux qui sourient en disant que nous nous contentons d'une bataille d'idées, répondra la partie la plus jeune, vivante, non corrompue du socialisme italien, contre toutes les incitations et tous les ordres, quel que soit le risque, en faisant son propre devoir !

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

L'action d'ensemble des socialistes de Naples et de Romagne.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Immédiatement après les premières manifestations de défection de Mussolini, les fédérations de Naples, Forli et Ravenne reprirent leur correspondance sans le transfuge. On se mit d'accord sur la tenue d'une série de conférences (annoncées dans le n° 23 de « Il Socialista ») contre la guerre, réalisées en Romagne et effectuées par un camarade de la Fédération de Naples.

Nombre de ces manifestations sont reportées dans l'hebdomadaire de Forli « La lotta di classe ». Presque partout il y eut des heurts entre les socialistes anti-bellicistes et les interventionnistes locaux, surtout de la part des républicains mais aussi des anarchistes. Aucun groupe socialiste ne se présenta pour défendre les positions de Mussolini, que personne n'avait suivi dans l'organisation de Romagne.

À Imola, Forli et Cesena la prédominance des socialistes était telle que le consensus avec les thèses anti-bellicistes fut général. Il fallut l'énergique intervention des organisateurs socialistes pour que les auditeurs acceptent que les républicains Bergamo, Casalini et Macrelli puissent parler. On parla encore à Forlimpopoli, une ville voisine de Predappio, pays natal du futur duce.

Il y eut une vive opposition à Rimini où les anarchistes, tous favorables à la guerre, étaient nombreux. La police profita des heurts violents pour stopper la réunion.

La réunion tenue à Faenza, citadelle républicaine, ne fut pas moins tumultueuse. Sur la vaste place, les républicains se lancèrent à l'assaut de l'estrade défendue par de nombreux jeunes socialistes en invectivant les orateurs socialistes et en hurlant que le socialisme européen et le marxisme avaient fait faillite en Allemagne. On riposta en disant que si les socialistes allemands avec leur Marx n'avaient pu empêcher la guerre ça ne devait pas beaucoup étonner les républicains italiens qui proposaient la guerre au service de la monarchie au nom de Mazzini – au milieu de cris furieux disant qu'il n'était pas permis d'insulter Mazzini en Romagne. La démonstration finit par une violente bataille entre les rangs adverses et l'estrade fut renversée, provoquant naturellement l'intervention de la force publique.

Les organisateurs de cette série de manifestations, les camarades Vernocchi et Pavirani, commentèrent dans leur journal « La lutte de classe » le grand intérêt soulevé par les conférences socialistes, et l'absence même d'un seul socialiste romagnol défendant Mussolini, et le provoquèrent pour qu'il vienne en Romagne. Celui-ci, touché au vif, injuria vulgairement ses ex-camarades dans le « Popolo d'Italia ».

Pour démontrer la claire position révolutionnaire des camarades romagnoles nous pourrions insérer des articles entiers de leur hebdomadaire, et parmi ceux-ci les lettres violentes avec lesquelles Vernocchi et Pavirani apostrophèrent Mussolini qui avait été peu de jours avant leur chef et si l'on peut dire l'idole des foules romagnoles. Nous nous limitons à reproduire, de la « Lutte de classe » du 17/10/1914, un vote de la section socialiste de Cesena qui retire sa confiance à Mussolini, et, de celui du 9/01/1915, un manifeste de la fédération socialiste provinciale.

Nous reproduisons ensuite une brève note de « Il Socialista » de Naples du 31/12/1914 qui exprime sa solidarité aux camarades romagnoles face aux viles attaques de Mussolini.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

19 – Pour confirmer la neutralité absolue

[Retour à la table des matières](#)

« La Lotta di Classe » n° 244 du 17/10/1914

Mardi soir l'assemblée générale des inscrits **discutant de la dernière déclaration du directeur de l'« Avanti ! » qui interprète la neutralité de manière non-absolue**, contrairement à ce que défend le Manifeste de la Direction du Parti et du Groupe parlementaire socialiste, et fait des réserves sur l'opposition pratique de notre parti à la guerre, a approuvé l'ordre du jour suivant :

« La Section Socialiste de Cesena confirme l'ordre du jour émis le soir du 25 septembre par lequel il réclame la neutralité absolue et son exécution de la guerre ;

considérant que la **déclaration inattendue du Directeur de l'« Avanti ! »** perturbe profondément l'esprit ayant animé le référendum au sein du Parti Socialiste, lequel s'inspirait du Manifeste de la Direction et du Groupe parlementaire, dans lequel toute guerre était condamnée comme néfaste aux intérêts matériels et moraux du prolétariat ;

considérant également que le Parti Socialiste ne peut rester sous le poids d'une équivoque qui nuit aux directives précises que notre Parti doit donner dans la situation présente, invite la Direction à dire avec le plus de clarté que **par neutralité absolue on doit comprendre l'opposition d'idées et l'opposition pratique du prolétariat italien à toute prise de position de la bourgeoisie en faveur de la guerre et à façonner l'action immédiate de notre parti suivant cette conception précise.** »

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

20 – Manifeste de la Fédération provinciale de Forli

[Retour à la table des matières](#)

« La Lotta di Classe » n° 255 du 9/01/1915

Socialistes de Romagne !

Benito Mussolini s'apprête à venir à Forli pour tenter de changer notre position. Il ne manque pas de toupet ! Il veut spéculer sur la popularité et le prestige qu'il s'était acquis lorsqu'il se plaçait sur la droite route du socialisme. Trop nombreux sont ceux qui se réjouissent de l'approbation de la Romagne, la terre qui le porte haut et le soutient, parce qu'il n'a pas essayé de se la procurer par un acte audacieux.

Rappelez-vous, camarades, que Benito Mussolini, en se convertissant subitement à l'approbation de la guerre suite à une révélation, est devenu l'implacable ennemi du parti socialiste. Le journal qu'il a fondé, avec des moyens que nous ignorons encore, est une machine infernale qui jette sur les hommes et sur l'organisation socialiste les plus infâmes calomnies. Il est le chef reconnu de tous les ennemis du socialisme, et il a galvanisé par son action l'informe ramassis des partisans de la guerre.

N'oubliez pas, camarades, que le Benito Mussolini d'aujourd'hui est la négation de celui d'hier. Celui qui s'érigait en implacable accusateur des réformistes, des maçons, de la démocratie épuisée, en cherche aujourd'hui aide et soutien. Il dément de la manière la plus cynique ce qu'il a affirmé. Fuyant les contacts avec la bourgeoisie, il s'y adapte, s'il n'en reçoit pas d'argent. Défenseur de la discipline de parti, il la brise en tentant une scission. Fier de tenir haut le glorieux drapeau que lui

avait confié le Parti, l'« Avanti ! » le jette pour en empoigner un autre qu'il aurait du obscurcir.

Camarades !

Il nous revient de porter un jugement qui a la valeur d'une sentence. Un jugement qui dise à Mussolini que la Romagne socialiste, éclairée par sa conscience, le repousse aujourd'hui avec dédain comme elle l'avait suivi hier avec un ardent enthousiasme. Qui dise aux camarades italiens que nous ne soutenons que les actions qui permettent le renforcement du parti et le renforcement du socialisme. Qui dise à nos adversaires qu'en protestant contre Mussolini nous n'entendons pas nous opposer à la libre manifestation de la pensée mais condamner celui qui contrevient de manière aussi bruyante et répugnante à la droiture politique et morale.

Socialistes de Romagne, donnez à l'Italie ce magnifique exemple de fierté !

Le Comité Provincial.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

21 – Les armes des traîtres

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 31 du 31/12/1914

La polémique entre Benito Mussolini et les socialistes de Forli montre à quel degré de misère moral en est arrivé l'ex-directeur de l'« Avanti ! ». La « Lotta di classe » de Forli déclarait, dans son dernier numéro, que Mussolini ne parlerait pas à Forli tant qu'existerait un seul socialiste romagnol... Le « Popolo d'Italia » réplique par une série d'injures spécialement dirigées contre les camarades Vernocchi et Pavirani, rédacteurs de la « Lotta », système désormais habituel à Mussolini et à ceux qui défendent leurs propres mauvaises actions et leurs propres torts. Rétorsion ? Je me rappelle notre lointaine tournée en Romagne, l'amertume et la profonde douleur de Vernocchi et Pavirani pour les positions prises par celui qui était pour eux plus qu'un ami, un frère. Pavirani et les autres camarades de Cesena pensaient encore pouvoir le conjurer (il n'avait pas encore annoncé la création de son journal) et le faire revenir en Romagne pour le conserver dans les rangs du Parti. Ils ne partageaient pas la ferme opinion que nous avons du fait que Mussolini se trouvait en dehors de la route du parti depuis le début de la guerre... La bonne foi de ces camarades dans la condamnation de leur compatriote ne pourrait être plus évidente et Mussolini lui-même dans sa rancœur doit en être conscient. Celui-ci ressemble à l'homme immergé à mi-corps dans les sables mouvants et qui en s'agitant désespérément s'enfonce toujours plus !...

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

Deux répliques dans la polémique contre les hypocrisies interventionnistes.

[Retour à la table des matières](#)

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

22 – La parole aux faits

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 31 du 31/12/1914

Ce bref article, toujours écrit pour défendre la position anti-belliciste des socialistes qui le sont restés, nous intéresse parce qu'il contient un résumé de la situation politique européenne cinq mois après l'éclatement du conflit, et, sans revenir sur les questions de nature doctrinale, illustre une série de faits démontrant la vacuité de la campagne inspirée par une sympathie aveugle en faveur du militarisme français et anglais puis russe, et contre le militarisme allemand, considérés comme un seul et même phénomène de barbarie.

Les adversaires du parti socialiste et de sa campagne contre la guerre ont bien trop souvent répété que nos opinions étaient dogmatiques et que nous renoncions de tenir compte des faits et de l'histoire pour nous limiter à une opposition de principe, pour ne pas examiner continuellement de la manière la plus objective les événements, démontrant que ceux-ci apportent une confirmation continue de nos positions.

Ces derniers temps certains événements notables se sont déroulés qui concourent à confirmer ce que nous soutenons et à démolir l'interprétation habituelle faite par nos adversaires de cette guerre, qui la traitent comme un conflit entre démocratie et militarisme, soutenant que les puissances de l'Entente se battent contre l'impérialisme teuton pour réaliser la démocratie universelle, l'indépendance des nations opprimées et le désarmement de l'Europe.

Alors que cette vision bourgeoise mythique du conflit se dissipe, les considérations bien plus sereines et objectives avec lesquelles nous, socialistes, regardons les origines et le caractère du conflit acquièrent de la valeur, c'est-à-dire la vision de cette lutte comme celle de grandes unités étatiques capitalistes qui se disputent la domination politique et mercantile du monde et possèdent les mêmes

intentions, ne se préoccupant que d'une seule chose : la victoire militaire et l'écrasement de l'adversaire.

Après l'intervention de la Turquie dans la guerre et la proclamation de la « guerre sainte » voici que l'Angleterre - qui retire de la guerre les plus grands bénéfices avec les plus faibles sacrifices - pense à mettre à disposition son empire colonial.

La perfide Albion qui, tout en levant le drapeau des droits de l'homme, a écrasé dans le sang l'insurrection nationale des Boers, a profité de l'occasion présente pour annexer l'île de Chypre et pour modifier habilement la constitution égyptienne, étendant sur l'immense vallée du Nil son protectorat, ce qui la met sur le chemin de l'annexion territoriale. C'est la même Angleterre qui emmène combattre contre les barbares allemands des troupes coloniales d'anthropophages - qui pourront constater être plus civilisés que les blancs puisqu'ils ont au moins un but logique en tuant un ennemi : le manger.

Pendant ce temps, la Russie, qui devait se démocratiser au contact de ses alliés, la Russie, qui a promis la liberté à la Pologne opprimée, s'acharne contre les révoltés et supprime l'autonomie de la Finlande. Pendant ce temps, la France et l'Angleterre se préparent à ouvrir des légations auprès de la papauté...

Mais, nous limitant aux événements d'importance majeure, rappelons-nous la réunion tenue par les trois rois, ceux de Norvège, de Suède et du Danemark. Ce fait n'a pas suffisamment été relevé. Il démontre qu'il y a dans ces trois États scandinaves un sentiment et une opinion publique germanophile, comme il existe un sentiment francophile dominant, par exemple, en Italie. Le danger, que l'on voit ici constitué par l'Allemagne et l'Autriche, on le voit là-bas par la Russie. De la même manière que l'on rêve ici de la France et de ses alliés se battant pour la civilisation, là-bas les dirigeants accèdent la fable que cette mission est menée par les empires centraux.

La voix de Karl Liebknecht a retenti magnifiquement en disant : le mot d'ordre « contre le tsarisme » en Allemagne, comme le mot d'ordre « contre le militarisme » en France, sont les mensonges bourgeois avec lesquels on a aveuglé le prolétariat et caché l'échafaudage criminel du capitalisme bourgeois de toutes les nations qui a conduit le monde à cette catastrophe sanglante.

Le cri généreux de Liebknecht a réveillé et redonné une vision réelle des choses même aux socialistes français, enfoncés dans les suggestions de la défense nationale. C'est le choc de la réalité qui, en mettant à nu les infamies de cette société mercantile et assassine, porte la lumière de la vérité socialiste et dissipe les nuages des mensonges habituels. La leçon sera de plus en plus comprise par le prolétariat italien. Et il trouvera les motifs de sa politique de classe et de sa mission historique dans des

directives plus solides et sérieuses que celles inscrites sur les cartes postales illustrées caricaturales qui sont distribuées depuis que la guerre est déclarée.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

23 – La bestialité sexuelle pendant la guerre

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 32 du 1/05/1915

Ce bref texte fait le point sur l'expérience que laissa la première guerre mondiale sur ce délicat terrain.

Celles de la seconde guerre mondiale sont moins loin dans la mémoire des vivants. Les troupes de tous les pays parcoururent l'Italie. Les Allemands respectèrent en général les femmes, non pas parce qu'ils étaient alliés ou de faible tempérament, mais à cause de la discipline. Les Américains, spécialement à Naples, se couvrirent de gloire en fondant l'institution « signorina », ne provenant pas tant de l'éloignement des hommes de leurs femmes, mais de l'attrait irrésistible de la nourriture offerte à une population affamée. Là où les armées de la liberté se couvrirent vraiment de gloire ce fut lorsque les Marocains, sur le front de Cassino, fêtèrent leur triomphe sans distinction d'âge ou de sexe.

De tous temps et parmi toutes les races il y a une stricte corrélation entre guerre et stupre.

Le paroxysme vers lequel tend la phobie anti-allemande conduit à des contradictions vraiment étranges et qu'aucune personne un peu sérieuse ne peut digérer. On s'indigne contre les excès commis sur les femmes belges et françaises par les soldats allemands sans dire que les autres armées dans les pays envahis feraient de même ou pire, comme le font en réalité les armées russes dans les régions allemandes et autrichiennes occupées. Il faut même s'attendre à des actes de bestialité sexuelle encore plus intenses de la part des populations latines et

méridionales en général, qui ont un tempérament plus ardent que les blonds fils du Rhin. Dans une correspondance du Journal de Rome est reproduit - toujours dans un but de propagande germanophobe - l'opinion exprimée par une dame romaine : « L'Allemand, ni comme mari, ni comme amant, n'est un produit qui fasse honneur à l'industrie nationale ! ».

La dame en question doit avoir fait des expériences sur une large échelle et avec des critères très cosmopolites... Son affirmation laisse au moins supposer que, si les froids allemands ont commis bien des d'infamies, les Français ou les Italiens feraient encore pire dans un cas analogue !

Et que dire de ces soldats australiens qui, au Caire, invités à déjeuner par un anglais, ardent nationaliste, après de nombreuses libations, excités par les séduisantes toilettes de la femme et des filles de l'hôte, leur firent honneur... en se comportant comme s'ils avaient été de brutaux allemands... en pays conquis ?

Ou de ceux qui jetèrent une femme nue du troisième étage et saccagèrent de nombreuses « maisons de thé » ? Qu'en dire ?

Nous maudissons la guerre qui transforme les hommes en bêtes et déshonore l'homme sous tous les cieux.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

Le Parti, la Gauche et le « mai radieux »

Les socialistes de Naples à propos de la réunion de Bologne.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Il s'agit de la réunion dont nous avons déjà parlé dans le Tome I et qui eut lieu le 19/05 dans l'imminence du déclenchement de la guerre. « Il Socialista » l'annonça dans son n° 34 en précisant que les éléments de gauche avaient soutenu la grève générale contre la mobilisation, comme nous l'indiquons dans la chronique déjà citée.

Dans le n° 35 il y a un bref résumé de la réunion, qui peut sembler moins résolu, et qui ne cachait pas la déception de la prévalence de la position de la droite sous le prétexte de défense de la position anti-belliciste de l'ensemble du parti. Il conclut en prédisant que cette divergence deviendrait plus profonde dans le parti après la fin de la guerre.

La position de la fraction révolutionnaire peut sembler peu satisfaisante mais il faut se rappeler que l'extrême-gauche, en s'opposant à la Direction, l'aurait affaibli face aux assauts des parlementaires et des confédéraux. La gauche considérait alors qu'un affaïssement vers le social-patriotisme de la droite du parti aurait constitué un danger.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

24 – Le Congrès de Bologne

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 34 du 15/05/1915

Demain dimanche se réunit à Bologne la convention du Parti Socialiste et de la Confédération du Travail à laquelle participeront des délégués de toute l'Italie.

La réunion devra, sur la base des récentes délibérations d'aversion envers la guerre prises par la Direction du Parti et le Conseil Général de la Confédération, décider des actions concrètes que le prolétariat exercera contre la guerre.

C'est notre secrétaire qui participera à cette réunion pour notre Confédération, et nous commenterons précisément dans notre prochain numéro les décisions qui seront prises.

Nous formulons en attendant le souhait que la réunion adopte, en évitant tout moyen terme, une ligne d'action énergiquement révolutionnaire en acceptant la proposition de la grève générale contre la guerre.

Ceux qui hésitent et qui doutent, s'il y en a, doivent se mettre à l'écart ou passer aux phalanges des partisans de la patrie qui se préoccupent exclusivement des causes nationales. Il restera aux vrais socialistes la tâche de sauver la fierté et l'avenir des idéaux internationaux du prolétariat.

Au dépit de ceux qui espèrent un acquiescement de dernière heure, le Parti Socialiste saura affronter l'avancée de la marée rouge de sang et de folie sans replier son drapeau.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

25 – Après le Congrès de Bologne

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » n° 35 du 22/05/1915

Nous ne donnerons pas un compte-rendu détaillé de la réunion nationale socialiste qui s'est tenue dimanche passé à Bologne, car il a été décidé de ne pas rendre public la tenue des discussions, et que même l'« Avanti ! » s'est limité à ne reproduire que l'ordre du jour voté, que les lecteurs connaissent déjà.

Nous ne ferons donc que quelques utiles commentaires. Au lieu de trois députés ce sont vingt d'entre eux qui participèrent à la réunion, pratiquement tous d'accord... pour battre en brèche la thèse de la grève générale. De même l'état-major de la confédération du Travail était au complet, animé des mêmes intentions.

Trois tendances se sont constituées : une en faveur de la grève à partir de mardi matin, une pour la convocation de meetings mercredi et une, intermédiaire, pour la grève pendant la seule journée de la tenue des meetings mais la limitant à quelques localités.

Les discours des députés se mirent à pleuvoir, la quasi-totalité dépeignant la situation de manière pessimiste, disant qu'il était trop tard pour des manifestations de rue et que la grève était une folie. Nous devons cependant faire une exception pour les deux valeureux camarades, les députés Caroti et Morgari, qui apportèrent une réelle contribution internationaliste. On ne peut pas dire que ceux de la Confédération parlèrent contre la grève. Quant aux délégués des Fédérations provinciales, nombre d'entre eux furent ébranlés par les discours des orateurs indiqués ci-dessus, et d'autres ne représentaient à l'évidence pas les positions des organisations locales qui les avaient mandatés. Les révolutionnaires finirent par devoir retirer, après de nombreuses interventions, leurs propositions, pour s'associer à l'ordre du jour présenté par le député Mazzoni qui défendait la position intermédiaire.

Le vote ne put être évité car les députés et les organisateurs voulaient de toute force castrer l'ordre du jour, y compris de la grève de 24 heures, castration qui fut approuvée par la majorité des délégués du parti, le vote de certains nous surprenant plutôt.

Les réformistes voulaient ainsi, après avoir obtenu de notre part, au nom de la concorde, la renonciation à la position extrême, faire valoir la leur.

Les organisateurs... avalèrent la concession de la limitation de la grève à 24 heures qu'ils avaient déjà faite à la Direction du Parti.

Celle-ci a eu un comportement résolu et louable, s'alignant sur la thèse de la grève limitée, effort maximum auquel la Confédération avait consenti.

Durant la discussion, la question de la défense nationale et de la position du parti durant la guerre fut effleurée. S'il résulte de la réunion de dimanche la nécessité de dégager le Parti des influences du parlementarisme et de l'ouvriérisme syndical, il faut ajouter que, nonobstant l'urgence due à la situation actuelle, la réunion s'est prononcée sur la question de la guerre sans laisser planer l'ombre d'un doute sur l'aversion déterminée des socialistes italiens envers la guerre bourgeoise.

Les divergences tactiques qui ont à peine pu être effleurées s'approfondiront demain, après la sérieuse expérience que constituera la guerre qui s'approche, et nous traiterons alors la question à fond. C'est dès aujourd'hui que le prochain Congrès National prend toute son importance.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

Les socialistes de Romagne face à l'intervention.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Le jugement des camarades romagnoles après l'insatisfaisante réunion de Bologne du 16 mai (en vue de laquelle, comme on peut le lire dans le Tome I, le VIIIème Congrès des sections socialistes de Forli avait invoqué la proclamation de la grève générale contre la participation au massacre) et leur position radicale et révolutionnaire face aux actions prolétariennes contre la guerre émergent de textes succédant à la réunion dont nous venons de parler et précédant la déclaration de guerre.

[Le premier texte](#) est un article d'un camarade dirigeant la Fédération de Forli, et il critique sévèrement non seulement les députés et les confédéraux mais aussi les dirigeants du Parti qui « ont donné l'ordre de la retraite ». L'article, au nom de tous les socialistes de Romagne, fait sienne la thèse de la proclamation de la grève générale nationale précédemment soutenue par le journal et à la réunion de Bologne.

Nous reproduisons ensuite [l'ordre du jour du 18 mai de la section socialiste de Forli](#) inspirée des mêmes critères. Enfin, parmi la masse de matériel contenu dans la batailleuse feuille de Forli, nous avons choisi [la vigoureuse lettre](#) qu'un simple camarade envoya de Riccione, alors qu'arrivaient de toutes parts de semblables lettres aux organisations locales.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

26 – Au cri bourgeois de « vive la patrie » nous répondons par le cri prolétarien de « à bas la guerre »

[Retour à la table des matières](#)

« La Lotta di Classe » n° 275 du 22/05/1915

Nous devons l'avouer : cette délibération nous a surpris et désolé. Nous sommes passés de la lumière de midi au crépuscule. Nous avons senti disparaître la plus grande de nos espérances, dont nous avons tiré l'énergie pour défendre, depuis l'éclatement de la guerre européenne jusqu'à aujourd'hui, les conceptions et les objectifs du parti socialiste. Nous ne croyions pas que cet état d'esprit nous était réservé, nous le croyions commun à tous ces camarades qui, d'un bout à l'autre de l'Italie, se sont virilement battus pour empêcher que le courant favorable à la guerre ne l'emporte.

Au contraire les dirigeants du parti ont sonné la retraite **alors qu'ils se préparaient par un rude effort à se placer solidement sur des positions avancées.**

Ils nous ont fait croire à l'impétuosité de nos adversaires alors que ceux-ci désespéraient.

Les camarades de notre Fédération sont néanmoins heureux qu'en un moment aussi grave nous recherchions des responsabilités et les placions sous les yeux de nos adversaires. Avant tout, nous tenons à notre dignité de militants et au droit de critique qui s'applique à ceux qui ont une foi sincère et accomplissent leur devoir. En outre nous ne faisons que confirmer la position prise par notre Fédération et qui fut vivement soutenue lors de la réunion de Bologne. Enfin, de nouvelles situations, plus graves que la situation actuelle, devant se développer, face auxquelles il faudra

absolument que le parti socialiste prenne position avec des propositions fermes, nous voulons dès maintenant, en mettant en relief les erreurs accomplies, en empêcher de pires encore.

Les camarades qui se rappellent le premier ordre du jour de la Direction du Parti et du Groupe Parlementaire réunis à Rome, dans lequel s'accomplissait une admirable fusion entre la critique marxiste de la conflagration européenne et les directives que le Parti Socialiste italien se proposait de suivre et indiquait au prolétariat, et qui le comparent à l'ordre du jour sortant de la réunion de dimanche, verront immédiatement que si, théoriquement, il est resté au même niveau, il a fait un notable pas en arrière en ce qui concerne les actions. Il ne fallait certainement pas neuf mois de préparation pour conclure, à la veille de la guerre, que notre parti séparait ses responsabilités de celles des classes dirigeantes. Il y avait donc des socialistes qui avaient des doutes sur ce sujet ? Devrions nous devenir des Südekum partisans de la défense - dont nous allons parler - de la patrie ?

Pour certains, la majorité des participants à la réunion de Bologne n'a pas compris la gravité du moment et n'a pas senti la voix du pays. S'il n'en était pas ainsi on n'aurait pas commis la lâcheté, que l'on veut faire passer pour de la prudence, de se retirer du terrain de la lutte et de laisser agir nos adversaires alors que tous les regards convergeaient anxieusement vers Bologne pour recueillir le message qui aurait indiqué aux militants et aux masses que le moment était arrivé d'exprimer toute leur énergie pour empêcher que le nuage sanguinaire ne recouvre le ciel d'Italie. **La proclamation de la grève générale était la seule conclusion digne de la position du parti.** Nous n'avons pas lutté pendant neuf mois corps à corps avec nos adversaires, nous n'avons pas fait les efforts de propagande à travers des meetings mémorables dans le seul but de séparer les responsabilités, mais surtout pour opposer aux courants partisans de la guerre un autre courant bien plus puissant constitué par la conscience galvanisée du prolétariat, et pour que du choc de ces forces opposées il résulte une orientation nettement neutraliste du gouvernement. Les masses n'ont pas suivi notre action avec sympathie uniquement parce qu'elles voyaient en nous des adversaires de la guerre mais parce qu'elles croyaient que le parti socialiste aurait constitué un rempart contre le malheur menaçant. Ces derniers temps le mécontentement et l'indignation se sont largement étendu parmi les masses, parmi toutes les catégories de citoyens, et un élément saillant en ressort, contrairement à ce qui s'est passé lors de la guerre de Libye : les protestations énergiques contre la guerre à travers toutes sortes de manifestations qui démontrent clairement que l'immense majorité du pays est favorable à la neutralité, et que des forces importantes et solidaires de nos positions confluent vers notre parti, qui n'auraient pas manqué de donner à une protestation nationale la solennité d'un événement hors du commun.

Nous avons perdu une magnifique occasion d'élever fortement le prestige de notre parti, et nous avons donc donné l'apparence d'une faiblesse qui n'est pas réelle.

Les récentes manifestations du 1^{er} mai ont été magnifiquement réussies, la foule grondait, derrière nos drapeaux, son indignation et son inquiétude, de toutes directions nous provenaient des approbations, l'espérance, un cri de solidarité. Et malgré tout ceci, un petit groupe d'énergumènes, saoulé de patriotisme administré massivement par une presse vendue, nous a empêché de réaliser l'acte digne, fort et logique.

Quelles raisons pouvait-il y avoir pour ne pas inviter le parti et le prolétariat à suspendre toute forme d'activité et à se réunir dans les rues des villes et des cités pour avertir les classes dominantes que la folie de leurs rêves trouverait une résistance invincible ? Nous ne disons pas que nous aurions voulu une grève insurrectionnelle. Celle-ci, si jamais elle avait eu lieu, en aurait été une conséquence. Nous disons plutôt que pendant un ou deux jours, non pas lors de l'ouverture de la Chambre mais alors que circulent les ordres de rappel sous les drapeaux, signe évident de mobilisation, tous ceux qui sont des adversaires résolus de la guerre, mobilisés par le parti socialiste, devaient prononcer cette phrase solennelle et préoccupante pour les dirigeants : **nous n'irons pas !**

Nos dirigeants ont-ils eu peur que la manifestation ne réussisse pas ? Il faudrait alors admettre qu'ils sont aveugles. Ont-ils eu peur de représailles de la part du gouvernement ? Nous ne croyons pas qu'ils soient si lâches.

Nous devons plutôt chercher la raison dans une certaine incapacité organique et intellectuelle à adopter les solutions extrêmes, et dans le manque, au sein du Parti, d'un homme à la volonté exceptionnelle capable d'imprimer au mouvement la direction vers laquelle les événements le portaient.

Alors que l'opposition à la guerre se développe dans le pays nous voyons paraître des ordres du jour toujours moins clairs et concluants, toujours plus espacés, comme si l'on voulait remettre continuellement l'adoption d'une solution claire.

Pire encore. Lors de la réunion de la Direction du 28/04, alors que le gouvernement s'orientait vers la guerre, on décida, après un simple ordre du jour, de se réunir à nouveau le 16/05, soit rien moins qu'à 20 jours de distance !

Nous admirons la grande sérénité de ces camarades. On dit que les musulmans continuent à fumer pendant que leur maison brûle, mais nous ne pensions pas que leur apathie avait fait de tels adeptes.

Le désir de ce que le fait accompli délivre du devoir de prendre une grave décision s'est-il caché dans l'âme de la Direction ? On ne peut expliquer autrement sa temporisation. Lors des meetings du 1^{er} mai le parti et le prolétariat avaient exprimé avec virulence leur volonté neutraliste, et l'on ne croit pas opportun de la concrétiser immédiatement par une action décidée. Ensuite sont venus la crise ministérielle, la volte-face parlementaire, l'incertitude dans le camp bourgeois, la peur des

interventionnistes, mais même alors nos dirigeants ne sentirent pas la nécessité de jeter dans la balance de la politique italienne le poids de l'agitation prolétarienne pour la faire pencher résolument du côté de la neutralité. La violente réaction des partisans de la guerre s'ensuivit, organisant manifestation sur manifestation, mais on n'appela pas le prolétariat à disperser ces quatre morveux qui criaient comme des forcenés uniquement parce qu'ils trouvaient les rues vides : nos dirigeants attendaient l'aube du 16 mai avec la même tranquillité que celui qui se suicide attend le train qui doit l'écraser.

Pendant ce temps l'« Avanti ! », ballotté entre le désir d'agir et l'impossibilité de bouger, mis la sourdine à ses appels à la rébellion. Le résultat de cette manière de faire timide et indécise ne pouvait être que ce qu'il a été.

S'y ajoute le poids mort, véritable boulet de l'ardent mouvement prolétarien, de la plus grande part de nos députés, usés par le parlementarisme, qui ont une horreur sacrée de la grève générale et de tout ce qui semble sortir de la légalité. S'y ajoutent les sages considérations des patriarches de la Confédération Générale du Travail, véritables cariatides du solide l'édifice prolétarien. Il n'est alors pas difficile de comprendre que l'ordre du jour de Bologne n'ait pu être le coup de massue terrassant le corps vibrant des adversaires de la guerre. Le parlementarisme et le réformisme ont tué l'esprit révolutionnaire des socialistes et du prolétariat d'Italie.

Devons-nous pour autant célébrer ses obsèques ? Non. Le coup de massue est tombé hier et nous avons aujourd'hui le devoir de maintenir notre énergie vivante. Notre critique s'adresse à ceux d'en haut, mais notre enthousiasme se ranimera dans le creuset ardent de l'âme populaire.

La guerre est inéluctable, et, au moment où nous écrivons, elle est pratiquement décidée. C'est pourquoi nous devons prendre conscience que des événements plus graves encore mûrissent, événements que nous devons affronter résolument. Rappelons-nous que si notre but a été jusque hier de nous opposer à la guerre, aujourd'hui, alors qu'elle a éclaté, nous devons nous proposer d'en tirer avantage pour notre cause. Si les âmes sont aujourd'hui brûlantes d'indignation pour l'abysse dans lequel les classes dirigeantes cherchent à faire tomber le peuple italien, demain les horreurs et les misères produites par la guerre accumuleront des quantités d'énergie rebelle que nous pourrions guider et utiliser.

Les hésitations d'hier, les inévitables trahisons qui s'en suivirent, ne nous surprennent pas et nous effrayent encore moins. Le socialisme suit fatalement son chemin : les camarades qui ont la foi feront en sorte de parcourir avec nous le chemin magistral.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

27 – Un ordre du jour de la Section Socialiste de Forli

[Retour à la table des matières](#)

« La Lotta di Classe » n° 275, 22/05/1915

La Section socialiste de Forli réunie en session extraordinaire, le soir du 18 mai, approuve à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« La Section de Forli désapprouve les délibérations de la réunion de Bologne et les déclarent inadéquates aux devoirs qui incombent au Parti Socialiste au moment actuel. Elle proteste contre la soumission des Organes de direction représentatifs du parti et invite le Comité de la Fédération Provinciale à manifester à la Direction du Parti sa désapprobation et à accentuer sur le journal la critique des événements actuels d'un point de vue purement classiste et révolutionnaire dans le but de préserver l'organisation provinciale de dégénérescences réformistes et pour la tremper en vue des batailles que les prochains événements rendront inévitables ».

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

28 – Méthodes et principes

[Retour à la table des matières](#)

« La Lotta di Classe » n° 275, 22/05/1915

J'ai lu attentivement l'amicale polémique si utile pour notre parti, spécialement en ce moment, entre les camarades Faedi et Pavirani à propos de notre éventuelle adhésion et appui à la défense de la patrie, et je crois devoir déclarer sincèrement que je suis d'accord avec ce dernier. Son point de vue exprimé et rendu public a reçu une approbation enthousiaste, de même que l'ordre du jour de la hollandaise Domela Nieuwenhuis, publié dans ce même numéro.

Pas un sou, pas un soldat !

Nous ne doutons « en aucun cas et à aucun moment » faire se rapprocher ces deux termes, absolument opposés, qui ont pour nom Prolétariat et bourgeoisie.

Nous ne devons pas défendre la patrie... des autres. Nous ne devons pas nous laisser influencer par un sentimentalisme vain qui ne sert que notre véritable ennemi. Les bourgeois et les capitalistes qui jouent aux héros... en restant chez eux pourraient rire comme des bossus si nous, leurs irréconciliables ennemis, accourions donner héroïquement notre sang pour la défense exclusive de leurs intérêts et pour le renforcement de leur hégémonie politique et économique.

Advienne que pourra !

La collaboration de classe, même momentanée, pour quelque but que ce soit, signifie la reddition et le suicide de notre parti. Celui-ci sera au contraire craint sérieusement s'il ne s'éloigne pas un seul moment du terrain vaste et fécond sur lequel se mène tenacement la lutte de classe.

Riccione, 20/05/1915

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

L'Octobre bolchevique pose à l'ordre du jour la révolution sociale internationale

[Retour à la table des matières](#)

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

29 – Les enseignements de l’histoire nouvelle

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 16/02/1918 et « Stato Operaio »
du 27/03 et 3/04/1924.

Ce long article aurait pu trouver sa place dans le Tome I comme suite des articles qui résumaient les positions de la Gauche sur la question de la guerre et sur ceux des événements russes traités dans l’« Avanti ! » et « l’Avanguardia » à partir d’août 1914 et jusqu’à la fin de 1917 (voir les textes 16 à 43 de la partie II du Tome I). Dans cette suite d’articles le n° 41 est un article connu de Gramsci intitulé « La révolution contre Le Capital ». Cet article est, entre autre, une réponse à l’article de A. G. (Gramsci), et constitue une sorte de premier bilan des jugements portés sur la révolution d’Octobre et sur les événements s’ensuivant jusqu’à la paix de Brest-Litovsk.

Voici l’histoire de cet article retrouvé : le camarade qui l’écrivit était alors militaire, et, étant donné que, comme d’habitude, il s’agissait d’un travail collectif, il fut donné à un camarade de l’extrême-gauche socialiste qui l’expédia à l’« Avanti ! » mais eut l’intelligence de garder l’original. L’article n’était pas signé (il serait bon qu’il en fut toujours ainsi !), mais la censure le massacra littéralement avant sa publication dans l’Avanti ! du 16 février. De nombreuses années plus tard ce camarade transmis l’original à la presse du parti, et c’est pourquoi nous avons pu le retrouver en consultant la collection de « Stato Operaio ».

•••

L'article est écrit dans le vif de la bataille polémique provoquée par la politique révolutionnaire des bolchéviques. C'est une lutte à fond contre les critiques réformistes, anarchistes et syndicalistes, qui pour des raisons différentes mais analogues transformaient la vive sympathie pour la révolution russe en une série de doutes et même de malédictions.

On peut noter que l'article se ressent de l'influence de la bataille contre les réformistes italiens agressifs de la « Critica Sociale », défaitistes sur la question de la révolution mais connaissant bien la littérature marxiste. On semble leur concéder que sur certaines questions historiques, voir tactiques, Marx et Engels avaient utilisé des arguments que les sociaux-démocrates et les philo-démocrates pouvaient reprendre, mais on revient au « Manifeste » pour démontrer que la politique bolchevique était la réalisation de ses prévisions 70 ans plus tard. La littérature marxiste manquait en Italie, et celle que l'on pouvait consulter était passée au filtre des socialistes de droite, non sans quelques falsifications de textes. Ce n'est qu'après le contact avec Lénine et l'état-major doctrinal des bolchéviques que l'on put réfuter les faux allemands (et italiens), et revendiquer la totale correspondance entre la doctrine marxiste des premières années, celle des dernières années d'Engels, et la pratique révolutionnaire de la Russie. Ceci éclairci, il n'y a rien que l'on puisse songer à corriger dans cet article et il n'y a plus qu'à en faire une lecture fidèle.

La critique des explications bourgeoises et opportunistes de la guerre est développée et appliquée aux événements de la guerre européenne et au sort du militarisme allemand, alors encore sur pied, en défendant la position intelligente des Russes. La position des réformistes, indiquant que les révolutionnaires pêchaient par manque de déterminisme et par volontarisme, est réfutée. La question de l'Assemblée Constituante est discutée à fond, et le prétexte des droites et des anarchoïdes indiquant que « le socialisme est un problème de liberté » est aussi réfuté. L'article s'oppose aussi à Enrico Leone, défenseur résolu de la révolution russe, en indiquant que celle-ci n'avait pas suivi les schémas syndicalistes de Sorel. La question de la conception marxiste révolutionnaire à propos de la paix et des nationalités est ensuite exposée.

Il est notable que cet article ait été écrit quelques mois seulement après les grands événements et avant que l'on ne possède les déclarations authentiques du parti bolchévique. Les explications doctrinales coïncident complètement avec celles de Lénine et de son parti. Elles revendiquent comme lui des principes que les « léninistes officiels » d'aujourd'hui ont scandaleusement renversés.

I

[Retour à la table des matières](#)

Au milieu de la ferveur des débats survenus en marge de ces quatre années de guerre, les grandioses évènements de Russie interviennent avec l'efficacité de décisions constituant la sentence de la réalité qui **juge et condamne** nos adversaires.

Depuis l'éclatement de la guerre les vieux ennemis et les récents déserteurs du socialisme se sont mis à crier à sa négation et à sa mort sans honneur face à la réalité sanguinaire, ils ont montré le terrible spectacle du conflit armé entre les peuples comme l'opposition à la théorie de la lutte des classes et à l'action révolutionnaire du prolétariat.

Toutefois, depuis le déclenchement de la guerre, on n'a fait que parler de socialisme et de socialistes, et suivre avec passion les divergences entre les différentes écoles de ce socialisme donné mort par tous. Tout au contraire, les évènements de ces quatre années l'ont vu progressivement mis en lumière. Aujourd'hui il les dépasse grâce au glorieux drame russe. Et demain il dominera certainement les développements inattendus de la crise mondiale. Ceux qui se sont moqués de la critique et de l'action socialiste ainsi que de ses ridicules débats internes, dont ils ne pouvaient pas comprendre la portée, doivent aujourd'hui s'en mordre les doigts. Dès aujourd'hui, face aux évènements de Russie et à leurs répercussions dans d'autres pays, les philistins du monde bourgeois doivent se mettre de côté, renoncer à dénaturer la réalité tant ils sont désarmés par la marche triomphale de cette vérité qu'ils espéraient cacher pour toujours derrière le rideau de flammes et de fumées provenant de l'incendie de la guerre.

C'est une grande **expérience** qui se réalise en Russie, non pas de celles provoquées avec des moyens artificiels par le chimiste ou le physicien pour en déduire des résultats la preuve d'une théorie, mais le développement d'un phénomène que l'on pourrait trouver en géologie ou en astronomie, et dont l'observation attentive permettrait de décider laquelle des hypothèses scientifiques concernant la formation, la constitution du globe terrestre et le mouvement réciproque des étoiles dans l'espace se vérifie.

Au cours du développement de la vie de la société humaine, la révolution offre un ensemble de faits cruciaux ayant une valeur d'« expérience » capitale pour les discussions entre les doctrines opposées de l'interprétation de l'histoire, et plus particulièrement de la guerre actuelle. Les épisodes successifs et les différents

aspects de cette révolution répondent clairement à une série d'interrogations et de problèmes dans le champs théorique qui auraient pu être discuté indéfiniment mais que la réalité d'aujourd'hui et de demain va systématiser et clore pour toujours, comme sont désormais closes des questions qui ont divisé passionnément les hommes du passé, comme par exemple le système ptolémaïque ou copernicien ou l'origine des nerfs dans la cervelle et le cœur.

• • •

Sans avoir l'intention de réaliser un travail systématique nous pouvons donc commencer par recueillir certains corollaires qui s'imposeront demain au mouvement international. Celui-ci a un besoin urgent de coordonner et de lier ses méthodes de critique, de propagande et d'action, leur donnant un contour exact et définitif.

Cette nécessité de préciser et, dans un certain sens, de bien « limiter » le terrain de la doctrine et de la tactique socialiste, afin d'écarter et d'éliminer les conceptions et les méthodes discordantes, a eu sa première confirmation réelle dans le fait que les bolchéviques russes, adoptant la plus rigide intransigeance face non seulement aux partis bourgeois mais aussi aux autres fractions socialistes, et faisant leur la phrase « qui n'est pas avec nous est contre nous », ont réussi à obtenir le plus large consensus de la grande majorité des masses russes avec une merveilleuse rapidité et sûreté. Et ceci dans le pays ou, du fait des conditions sociales, le sophisme tactique de « l'union des forces contre l'ennemi commun », c'est-à-dire la méthode connue sous le nom maudit de « politique des blocs », pouvait obtenir un maximum de crédit.

• • •

L'ensemble des évènements se déroulant en Russie ont donné un sérieux coup à la conception nationaliste de la guerre, mais ce qui la condamne surtout c'est son impuissance congénitale à expliquer la dynamique des négociations de Brest-Litovsk.

La conception vulgaire de la guerre est celle qui voit dans chaque pays belligérant une unité homogène et fait bouger sur un échiquier la France, l'Allemagne, la Russie comme autant de pions en ignorant ou feignant d'ignorer les contradictions entre les classes en lutte agitées de mouvements et de buts divergents. Tout au plus prétendent-ils, par une formule banale, que les dissensions internes disparaissent lors du déclenchement de la guerre, moment à partir duquel il n'y a plus que des Allemands, des Italiens ou des Russes sans distinctions de partis ou de classes. La Russie est le premier pays qui a rompu avec cette conception en montrant, même aux aveugles, que les couches sociales opposées n'étaient pas cimentées les unes aux autres. Les joueurs d'échec, privés de leur fantoche moscovite qui a abandonné la lutte, l'ont en vain traité de traître et de tourne-bride, et l'écho de leur protestation résonne dans l'épouvantable vide de leurs cervelles.

Le lieu commun le plus résistant est celui de la solidarité nationale du peuple allemand. Mais Brest-Litovsk projette une nouvelle lumière. Les délégués maximalistes ont parlé fermement aux représentants du vainqueur et de l'envahisseur, soutenant avec vigueur leurs propositions et les discutant à la face du monde entier sans se laisser impressionner par les menaces de l'adversaire. Et pourtant la Russie était battue du point de vue militaire. Elle démobilisait le reste de son armée et les maximalistes déclarèrent que s'ils n'avaient pas fait la paix ils n'auraient pas non plus repris la guerre. Ceci a été confirmé ensuite par la nouvelle de la démobilisation officielle de l'armée russe.

Quelle est la clef de l'énigme qui a fait que les négociateurs allemands n'ont pas pu rire face aux négociateurs russes et n'ont pas ordonné la reprise de la marche triomphale vers Petrograd ? L'explication est celle-ci : la force effective et formidable au nom de laquelle parlaient Trotsky et ses camarades est la force de classe du prolétariat allemand qui – comme l'ont indiqué Liebknecht et les socialistes russes dans leur réponse à Vandervelde au début de la guerre – est le véritable ennemi du militarisme d'état allemand, comme le prolétariat russe était l'ennemi et est aujourd'hui le vainqueur du militarisme russe.

• • •

Haase a pu dire au Reichstag qu'après la position prise par les négociateurs allemands le prolétariat, en Allemagne, ne croyait plus à la guerre de défense. C'est déjà quelque chose, mais bien trop peu. Le jeu des discussions de Brest-Litovsk a démontré quelque chose de plus, c'est-à-dire la fausseté du concept de « guerre de défense » en général et son incompatibilité avec le véritable internationalisme. Ce concept a pris place au début de la guerre même au sein de l'Internationale et il a conduit à sa dissolution et à sa ruine, il est donc incompatible avec l'interprétation socialiste de l'histoire et ne peut convenir qu'aux joueurs d'échec. Si un fantôme attaque, l'autre se défend. Le premier a tort, il est coupable ; le second a raison, il est innocent. En réalité, dans une guerre, il y a deux forces opposées, mais leur position – dirait Engels – doit être comprise dialectiquement et non métaphysiquement. Ces deux forces sont nécessaires l'une à l'autre justement parce qu'elles sont opposées. Chacune de celles-ci est constituée de la puissance d'un État qui pousse le peuple à l'action violente par son autorité mais surtout en se servant de l'épouvantail que constitue la menace venant d'un autre État et de son peuple, dénoncé comme étant l'agresseur et le complice de l'agression. Les deux peuples se portent l'un contre l'autre du fait de ce terrible mirage. Mais si un des peuples réussit à faire disparaître ce mirage, s'insurge et renverse le pouvoir, comme en Russie, l'autre peuple est irrésistiblement attiré vers la même solution. Ceci s'est surtout vérifié à partir du moment où la révolution russe a pris un caractère prolétarien, socialiste et antimilitariste affirmé, en sortant de l'équivoque bourgeoise et patriotique.

Donc, saboter l'un des deux militarismes ne veut pas dire aider l'autre mais **les saboter tous les deux**, saboter leurs principes historiques communs, leurs moyens de conservation et de domination communs.

Le militarisme allemand avait un strict besoin du militarisme russe et du spectre du tsarisme pour protéger sa difficile position en politique interne. Les armées du Tsar ont pu être battues par les coups de boutoir de Hindenburg, l'offensive et la défensive active de la période de Kerenski ont pu donner l'occasion de dégager la Galicie et d'occuper Riga et les îles de la Baltique, mais la politique terriblement simple des maximalistes russes place les partisans du Kaiser sur le cratère d'un volcan prêt à entrer en éruption.

Les prolétaires russes ont commencé avec raison par détruire le militarisme qui les opprimait à l'intérieur. C'est pourquoi ils peuvent dire actuellement tranquillement aux allemands : abandonnez les régions envahies si vous voulez que nous signions la paix. Dans le cas opposé, ordonnez donc à votre armée d'avancer. Nous verrons si celle-ci obéit quand nous lui aurons prouvé, en démobilisant la notre, qu'elle n'a pas d'ennemi alors que vous, classe capitaliste et militariste, en avez un !

En conclusion, la nouvelle Russie prolétarienne ne fera pas la guerre si elle n'obtient pas la paix, mais elle ne renoncera pas à son objectif fondamental qui est de fomentier la guerre interne de classe dans les Empires Centraux... et dans le monde entier.

Les joueurs d'échec ne peuvent rien comprendre à tout cela. Avant-hier ils vitupéraient contre les léninistes et les traitaient d'agents du Kaiser, hier ils les ont applaudis avec Wilson en espérant revoir les divisions russes agir sur le front oriental, et aujourd'hui ils vitupèrent de nouveau et les accusent de **se rendre sans condition** !

Il est étrange que certains anarchistes ne l'aient pas compris non plus, et qu'ils s'exaltent, suivant une de leur vieille faiblesse, à l'idée de... « légions révolutionnaires » en parlant de s'y enrôler. Ceux-ci n'ont pas su lire, entre les lignes des télégrammes de la presse bourgeoise, que la « garde rouge » servait à la guerre de classe en Russie, en attendant la création d'une « garde rouge » également en Allemagne contre le militarisme allemand.

Les opinions des socialistes patriotes et semi-patriotes, la « défense nationale » et la « simultanéité de l'action révolutionnaire », auxquels nous nous sommes toujours opposés, tombent à l'épreuve de l'histoire plus vite que l'on ne pouvait l'espérer ! Et les objections qu'ils auraient pu opposer en invoquant les conditions particulières de la Russie n'ont aucune valeur face à l'examen de la **vraie** révolution, la révolution maximaliste.

• • •

Mais – disent certains qui ne digèrent pas la position de la « paix séparée » et de la « non-défense » - dans l'attente d'une hypothétique révolution allemande, les maximalistes russes sont en train de faire le jeu de l'Allemagne et de ses alliés, qui peuvent concentrer toutes leurs forces sur le front occidental. Devons-nous donc trouver pire l'existence de quatre marionnettes à la place de cinq ou six !

Si l'on veut en venir à des considérations plus contingentes, on peut observer que ceux qui raisonnent de cette manière ne pensent pas au fait que l'Entente se trouverait encore dans une situation pire si elle avait besoin de gagner, par ses efforts militaires sur le front occidental, les objectifs politiques provenant de l'alliance avec le gouvernement tsariste, lequel prétendait à des agrandissements de territoire impérialiste ; ou si elle avait à traiter avec une Russie bourgeoise à laquelle il faudrait faire restituer les territoires occupés avant de pouvoir s'occuper des allemands, un travail certainement facile pour ses troupes de réserve mais également un gage précieux sur la table des négociations. Nous ne sommes plus au temps – quoiqu'en pensent les anarchistes qui ont toujours eu un faible pour... Carducci – ou les guerres se gagnaient avec « l'épique colonne des sans-culottes » !

La Russie socialiste n'a au contraire aucune velléité impérialiste, elle laisse les territoires envahis s'occuper d'eux-mêmes et elle exige pour faire la paix que les allemands démobilisent leurs troupes du front oriental, cette proposition ayant été communiquées directement aux troupes durant la « fraternisation ». Un communiqué de l'état-major américain en France dénonce le recrutement par les Allemands des soldats de front oriental congédiés et qui sont affectés et dispersés dans les différents corps d'armée du front occidental : remède pire que le mal !

En somme la politique révolutionnaire de la nouvelle Russie nuit plus aux Empires Centraux qu'une quelconque action militaire. Mais en même temps elle prépare des événements qui ne soulèveront pas l'enthousiasme même des plus enragés des anti-allemands. Ceux-ci se félicitent des résultats obtenus par les bandes blanches, menées par la bourgeoisie ukrainienne... sans savoir que les Allemands font de même.

Il a semblé à quelques uns que l'affirmation de la révolution socialiste dans un des pays d'Europe ou l'évolution des conditions sociales était la plus arriérée constituait un grave démenti des prévisions et du système marxiste. Ceci a donné l'occasion à A. G. d'écrire dans l'« Avanti ! » du 22 décembre un article soutenant que la révolution russe était une défaite de la méthode du matérialisme historique et l'affirmation, à l'opposé, de valeurs « idéalistes ». D'un autre côté la « Critica Sociale » s'en prend aux révolutionnaires qui applaudissent Lénine et les accuse de « volontarisme », et... intimement l'ordre à la révolution russe de s'arrêter. Ceci suffit pour que l'on puisse voir quelle caricature du déterminisme économique constitue le réformisme, évolutionniste et bourgeois jusqu'à la moelle. Rappelons-nous aussi des utiles réfutations respectives du camarade Belloni sur l'« Avanti ! » des 2 et 16

janvier, et d'Enrico Leone dans la « Guerra di Classe », sauf pour certaines assertions de ce dernier dont nous parlerons ci-dessous.

Pour notre compte nous ajouterons quelques points polémiques.

Si l'on voulait limiter l'ensemble du « communisme critique », doctrine de l'émancipation du prolétariat que le prolétariat lui-même élabore continuellement et « représente » dans l'histoire, aux résultats auxquels arrivèrent Marx et Engels à l'époque du « Manifeste », nous pourrions toujours nous rappeler qu'ils pensaient possible une révolution communiste dans l'Allemagne de 1847, socialement et politiquement encore féodale et encore en attente d'une révolution bourgeoise. Les conditions techniques de l'économie socialiste, dans la mesure où elles représentent l'état de développement des moyens de production, existaient donc selon le marxisme classique dans l'Europe de 1848. Il ne manquait que le développement politique des énergies de classe du prolétariat que l'évolution du capitalisme, suivant un schéma connu, devait inciter toujours plus. Pourquoi donc nier à la Russie de 1917 des conditions technico-économiques équivalentes à celles de l'Allemagne de 1848, pourquoi chicaner sur les conditions politiques de la conquête prolétarienne du pouvoir alors que le succès en démontre l'évidente maturité ?

Le « Manifeste » dit très clairement – et la citation bien qu'élémentaire est décisive :

« Les communistes tournent leur attention principale vers l'Allemagne, parce qu'elle est à la veille d'une révolution bourgeoise et qu'elle accomplit cette révolution dans les conditions les plus avancées de la civilisation européenne en général et avec un prolétariat bien plus développé que l'Angleterre au XVII^{ème} et que la France au XVIII^{ème} siècle, en sorte que la révolution bourgeoise en Allemagne ne peut être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne.

En un mot, les communistes soutiennent partout tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique établi. Dans tous ces mouvements, ils mettent en évidence comme le problème fondamental du mouvement, la question de la propriété, quel que soit le degré de développement qu'elle ait pu atteindre. »

Ce qui pour de multiples raisons ne s'est pas produit dans l'Allemagne de 1848 est advenu dans la Russie de 1917. Il est donc illicite de dire que le démarrage de la révolution socialiste dans un pays où ne s'est pas encore produite la révolution bourgeoise soit anti-marxiste.

II

[Retour à la table des matières](#)

Mais le système du communisme critique doit être entendu comme l'intégration de l'expérience historique postérieure au « Manifeste » et à Marx, et parfois en opposition avec certaines positions tactiques erronées de Marx et Engels.

Le schéma de la colossale œuvre de Marx, restée incomplète, était à l'origine celui-ci : **capital ; propriété foncière ; salaire ; état ; commerce extérieur ; marché mondial.**

Les dernières étapes de cette étude et de son développement critico-historique conduirent au seuil de la déflagration de 1914. La catastrophe bourgeoise, que Marx voyait imminente de par la répétition des crises commerciales, est éloignée par la savante politique des États bourgeois et par l'expansion des marchés. C'est la naissance de l'impérialisme militaire, voie fatale sur laquelle la bourgeoisie a cherché à fuir la catastrophe de la production capitaliste. L'analyse de ce grandiose développement historique est le travail collectif du socialisme international d'aujourd'hui, spectateur de l'horrible tragédie guerrière.

La solution préparée par la guerre n'est pas moins catastrophique que celle entrevue par Marx, et pas moins opposée aux aberrations optimistes, progressistes, évolutionnistes du réformisme socialiste, doctrine qui précède l'agonie de la classe bourgeoise, falsification honteuse du communisme critique, culminant dans le social-nationalisme avorté.

Certains, au début de la guerre, comprirent la confirmation, par les faits, de la thèse disant que la nature « fait des sauts » également dans le champs de l'histoire, mais ils perdirent la boussole de la dialectique marxiste et déraisonnèrent en disant : la guerre me donne raison, je m'associe à la bourgeoisie qui fait la guerre. Alors qu'à l'inverse la solution à laquelle conduit le marxisme est tout autre, c'est le « défaitisme ». La guerre est la crise parce qu'elle résume tragiquement le processus d'appauvrissement et d'exploitation des classes travailleuses, et qu'elle est l'occasion pour que celles-ci s'insurgent contre la classe qui la conduit. Le succès est d'autant plus probable que l'opposition du mouvement socialiste à la politique guerrière de la bourgeoisie est intransigeante.

Les réformistes ont le droit de condamner le « volontarisme » de ceux qui ont accompli cette culbute, mais la « Critica Sociale » ferait mieux de ne pas confondre le

mouvement des idées et des tendances, auquel on doit la position actuelle de notre parti, aux seules positions d'un idiot et d'un vendu. La thèse d'un développement graduel de la société bourgeoise, sans secousse ni heurt, vers le collectivisme, est désormais tellement dépourvue de sens qu'il est inutile de chercher à s'en venger en diffamant l'avancée révolutionnaire du socialisme russe sur la foi de documents que même un enfant reconnaîtrait pour faux.

• • •

Un autre fait particulièrement intéressant, dont nous n'avons que peu de nouvelles, et incomplètes, est la dissolution de l'Assemblée constituante par le gouvernement des Commissaires du peuple. Les réformistes protestent au nom de la démocratie violée, soutenant que la révolution sociale doit être un processus électif et majoritaire. Et le plus curieux est que même les anarchistes (voir un article de **Quand-même** sur l'« Avvenire » du 25 janvier) s'inquiètent de la dictature « léniniste » en disant que le socialisme est un principe de liberté... Il est incroyable que les uns et les autres inclinent à croire que la révolution maximaliste ne soit pas la consciente affirmation de classe du prolétariat russe, mais soit une révolte désordonnée d'une soldatesque fatiguée de la guerre, la prédominance d'une espèce de dictature militaire.

Du point de vue du marxisme intransigeant les choses apparaissent de manière bien plus claire. Les commissaires du peuple détiennent le pouvoir par les élections et par délégation du Congrès des Soviets, représentation de la classe prolétarienne russe, qui en suit et en contrôle toute l'action. En neuf mois de propagande politique assidue les Soviets ont été gagnés aux directives maximalistes, et lors des événements de novembre ils ont réussi à conquérir le pouvoir politique. Celui-ci est passé aux mains de la classe prolétarienne socialiste qui s'en sert pour procéder à la réalisation du programme communiste, c'est-à-dire à la suppression de la propriété et des moyens de production et d'échange. Ce processus n'a pas pu ne pas être autoritaire – d'où les critiques libertaires.

La conquête du pouvoir politique peut être le résultat rapide d'une guerre de classe – qui n'est pas terminée aujourd'hui en Russie – mais la transformation effective des institutions sociales exige une longue période d'exercice d'une véritable dictature de classe, qui supprime par la violence les obstacles contre-révolutionnaires tout comme la violence a abattu les défenses de l'ancien régime. La transformation de l'économie bourgeoise en économie communiste conduit – c'est le couronnement du grandiose édifice marxiste – à la suppression des antagonismes de classe, à la véritable égalité, à la complète liberté sociale de l'individu. Du point de vue du résultat final la révolution socialiste est donc faite par une classe qui constitue la majorité de l'humanité, dans l'intérêt de l'humanité tout entière. Mais le processus de la conquête du pouvoir, et de la conséquente expropriation de la bourgeoisie, se développe à travers l'opposition continue des classes possédantes et même de la partie du prolétariat non encore convaincu par la politique de classe.

Il est advenu qu'en Russie, alors que la classe travailleuse avait déjà réussi à conquérir le pouvoir, au sein de l'Assemblée constituante, convoquée avant la révolution maximaliste, des courants moins révolutionnaires ont menacé de prévaloir. Les réformistes auraient prétendu qu'au nom de la démocratie les Soviets devaient abdiquer le pouvoir, conquis par le prolétariat à travers des sacrifices sanglants, pour laisser place aux manœuvres de couloir d'une caricature de parlementarisme occidental.

Il est indéniable que Marx et Engels, bien qu'étant les démolisseurs de l'idéologie démocratique bourgeoise, ont attribué une importance excessive à la démocratie, et ont crû que le suffrage universel pouvait encore obtenir des avantages.

Mais le « Manifeste » parle clairement de « prolétariat organisé en classe dominante », d'« intervention despotique dans le droit de propriété et dans les rapports de production bourgeois », et indique ensuite de manière lapidaire qu'« au cours de l'évolution » la domination du prolétariat conduira à l'abolition de tout pouvoir politique jusqu'à la nouvelle association sociale dans laquelle « le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous ».

Le développement de la révolution en Russie détruit donc l'illusion d'une révolution démocratique pacifique et en même temps détruit ouvertement les schémas révolutionnaires auxquels croient les anarchistes et les syndicalistes, qui supposent qu'il suffit de détruire l'État pour que surgisse naturellement la nouvelle économie, basée sur la « libre association des producteurs », et que cesse la nécessité de tout « pouvoir » et de toute violence.

Dire, comme **Quand même**, que le socialisme est un problème de liberté et en conclure par la condamnation indignée des arrestations et des exécutions à Petrograd, c'est faire de la métaphysique et de l'utopisme, alors que le socialisme, ignorant les impératifs étiqes, est un problème historique de forces réelles, une dynamique de l'action prolétarienne de classe, qui n'a ni préjugés ni fétiches mais tend par tous les moyens à la conquête politique du pouvoir, conforté par la conscience historique de préparer l'avenir, fut-ce seulement après plusieurs générations, de la société des hommes libres et égaux.

• • •

Enrico Leone veut voir dans la révolution russe et dans les organisations prolétariennes qu'elle a créé un principe syndicaliste. Nous ne partageons pas cette opinion. Les Soviets ont bien peu de chose à voir avec le syndicalisme. Ce sont des organisations politiques et non syndicales. Les ouvriers y sont représentés selon un critère numérique indépendamment de leur profession. Y sont également représentés les soldats et les ouvriers soustraits à la vie de salariés. Il est d'ailleurs indubitable que les syndicats de métier continueront à exister de manière indépendante et agiront

sur leur propre terrain, en s'occupant des rapports de travail avec les capitalistes non encore expropriés mais déjà soumis au contrôle du pouvoir politique ouvrier.

Les schémas syndicalistes de l'émancipation du prolétariat et de l'ordre de la nouvelle société sont donc loin d'être respectés dans la réalité de la révolution russe.

Les événements de Russie se prêtent aussi à des considérations suggestives concernant l'application des critères « démocratiques » de la paix dont on parle tant : droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe de nationalité. À première vue il semble que les extrémistes russes, partisans de la « gauche de Zimmervald », aient donné leur adhésion inconditionnelle à ces principes à la Mazzini ou à la Wilson, principes avancés, si l'on veut, mais toujours purement bourgeois. Le « Grido », périodique républicain anti-collaborationniste, s'en est réjoui. Mais la conception des maximalistes russes, si on l'examine plus attentivement, est bien différente, leur tactique étant guidée par le critère spécifiquement socialiste disant que l'unique voie pour la réalisation d'une meilleure situation en Europe et dans le monde est de poser la question sociale et de la résoudre par la lutte de classe. Dans certaines régions de Russie, les classes dominantes, dans le but de défendre leurs privilèges sociaux, ont eu recours à une diversion classique chez les bourgeoisies de formation récente en cherchant à atteindre la solidarité entre les classes par la suscitation de sentiments d'autonomisme et de séparatisme. Après l'obtention de l'indépendance politique ces régions auraient pu plus facilement s'organiser sur le plan du régime capitaliste en éloignant dans le futur l'émancipation ouvrière. Face à cette situation les maximalistes ont adopté une ligne de conduite simple, socialiste, qui a servi à rompre l'enchantement de la concorde nationale allemande. Ils ont immédiatement concédé l'autonomie étatique à ces provinces et ont en même temps continué leur propagande pour la lutte de classe et pour la solidarité internationale des travailleurs au-delà des barrières de race et de langue.

Ainsi en Finlande, en Ukraine, etc. , après avoir constaté que l'autonomie nationale ne résolvait aucune question et ne représentait aucun progrès, le prolétariat s'est jeté sur la conquête révolutionnaire du pouvoir avec le programme et la méthode maximaliste, et il est certain qu'après le renversement des bourgeoisies locales une union strictement fédérative devra se réaliser dans toute la vieille Russie, noyau de l'Internationale à venir.

Toujours selon le « Manifeste » – que nous citons justement parce que la « Critica Sociale » nous accuse de l'abjurer ! – « à mesure que disparaîtra l'exploitation d'un individu par un autre, disparaîtra l'exploitation d'une nation par une autre. Avec la disparition des oppositions entre les classes à l'intérieur de la nation disparaîtront de même les oppositions internationales ».

Liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes ne veut donc rien dire s'il ne présuppose pas la conquête par le prolétariat du droit à disposer de ses propres énergies productives, les soustrayant à l'exploitation bourgeoise. À Brest-Litovsk la

tactique suivie par les négociateurs russes a servi à démontrer au monde entier les pièges qui sont cachés sous l'invocation de cette formule par les gouvernements capitalistes dont le pouvoir est basé sur l'oppression de classe. De même que l'attitude des révolutionnaires russes face à l'Entente a servi à mettre en relief que les problèmes nationaux sont toujours mis en avant pour brouiller l'horizon politique et cacher la cupidité de la domination des classes bourgeoises. Le dépassement de ce système de mensonges et de pièges réside dans l'internationalisme de classe et dans le triomphe de la classe travailleuse dans le monde entier.

Les nouvelles qui – en dépit de tout – nous arrivent de Russie sont comme un faisceau de claire lumière au sein des plus sombres ténèbres. Mais la rétine des bourgeois n'est pas sensible à ces rayons. Les socialistes du monde entier qui n'ont pas désespéré ni abjuré leurs convictions mais ont tenu tête face à la bourrasque sans douter de la puissante vérité contenue dans la critique et dans les prévisions du socialisme, qui ont su lutter et attendre, voient aujourd'hui avec une joie indicible jaillir l'éclat oriental de cette radieuse aurore.

Les philistins, les soi-disant fossoyeurs du socialisme, les savants défenseurs de l'ordre constitué sentent le sol trembler sous leurs pieds parce que de la libre Russie, la victorieuse avant-garde du prolétariat proclame : **La Révolution Sociale Internationale est à l'ordre du jour.**

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

Pour une solution révolutionnaire de la crise d'après-guerre

[Retour à la table des matières](#)

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

30 – Nitti, les socialistes et la grève

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n° 30, 20/07/1919

Ce n'est qu'après la parution du Tome I que nous avons pu avoir à disposition une collection complète du « Soviet ». De celle-ci nous avons pu extraire d'autres articles dont celui-ci. Le lecteur pourra comparer cet article à ceux de la deuxième partie du Tome I à partir du n° 46 et en particulier avec le n° 65, « Les socialistes et le ministère Nitti », qui déplorait déjà amèrement les faiblesses du groupe parlementaire pour l'habile ministre de la bourgeoisie de gauche. L'article présent, paru peu après, revient sur l'argument, qui fut dénoncé avec force par la fraction abstentionniste au congrès suivant de Bologne, sans toutefois obtenir la condamnation des réformistes du vieux parti. L'article se réfère aussi à la grève internationale en faveur de la Russie et de la Hongrie soviétiques, sabotée en France, en Angleterre et même en Italie, malgré la volonté des masses, par l'éternelle politique des blocs avec la gauche bourgeoise.

Le ministère Nitti, accueilli à sa naissance par un chœur de violentes protestations quasi-unanimes avant même de mener ses premières actions – tant celui-ci représentait une calamité pour le pays, qui n'aurait pu se sauver de la ruine qu'avec un ministère Salandra ou Luzzatti – a remporté une considérable majorité de votes.

Les petites misères qui se déroulent dans le marais turbide de la salle de Montecitorio ne nous intéressent habituellement en rien. Ce qui nous intéresse c'est de participer avec toute notre foi et notre enthousiasme au grand drame humain qui

se développe parmi nous, à ce bouillonnement des forces de la classe travailleuse qui se rapproche de la libération définitive de son asservissement séculaire, et traverse le moment le plus critique de ses passions et de son sacrifice.

Si nous nous occupons de temps à autre des misères du monde parlementaire c'est seulement d'un point de vue critique, pour en tirer des arguments servant à convaincre nos camarades qui n'en sont pas encore convaincus de l'absence d'utilité actuelle de la participation de socialistes au gouvernement bourgeois, dans lesquels ils ne peuvent faire autre chose qu'un travail de conservation sociale dans l'intérêt de la bourgeoisie même.

Au moment actuel où la lutte entre bourgeoisie et prolétariat se dirige rapidement vers sa résolution, toute atténuation ou toute tentative inutile et mesquine de l'atténuation de celle-ci porte atteinte aux intérêts prolétariens.

Ceci dit nous ne voulons absolument pas comprendre nos camarades députés qui ont clairement montré par toute leur attitude la sympathie qu'ils nourrissent envers le Ministère Nitti malgré leur vote d'opposition, ne présentant aucun danger puisque Nitti s'était assuré une majorité précédemment au vote, et qui ne sert qu'à montrer leur respect envers les décisions du Parti.

Le député Nitti a fait sien leur programme, pourquoi ne devraient-ils pas être avec lui ?

Ils voulaient l'abolition de la censure et il les a contentés. Ils ont réclamé la démobilisation et il le fera... graduellement (compte là-dessus !). Ils ont demandé l'amnistie et la réforme électorale, il leur concédera l'une et l'autre. Que veut-on de plus de sa part ? L'interdiction d'envoyer des soldats contre les républiques des conseils de Hongrie et de Russie : il l'a promis solennellement (promesse de ministre) en en déduisant comme conséquence l'inutilité de la grève générale en Italie puisque le but pour lequel elle s'effectue est déjà atteint. En d'autres temps les camarades députés auraient, en échange de tant de cadeaux, promis d'éviter la grève, aujourd'hui ils n'ont pu qu'assurer qu'elle serait tranquille.

Mais ce ne sont pas ces petites concessions que veut le prolétariat.

Il veut bien autre chose. Lors de la prochaine grève il entend faire la revue de ses propres forces et surtout éprouver l'état d'âme des grandes masses travailleuses qui constituent la véritable force révolutionnaire, bien plus que la petite masse organisée qui, sans elles, ne pourrait rien tenter.

Il entend exiger du gouvernement qu'il tienne ses promesses, mais, indépendamment de cela, il entend affirmer qu'il aidera les camarades de Russie et de Hongrie de la manière la plus solide en s'employant à ce que tous les travailleurs et toutes les catégories refusent inexorablement d'exécuter un quelconque travail qui

puisse directement ou indirectement porter atteinte à ceux-ci, et qu'ils en suivent rapidement l'exemple.

Ceci est bien autre chose que ce que peut constituer un programme d'action parlementaire.

Le parti socialiste doit, en outre, vouloir que l'on ne spéculer plus sur le sang versé par le prolétariat dans cette triste guerre, et ne doit pas permettre que le député Nitti ne tente de spéculer avec l'approbation des députés socialistes.

Pendant la critique période de la guerre seul le parti socialiste eut le courage d'affronter l'opinion publique bouleversée et perturbée par les forces de coercition du gouvernement en affirmant son aversion pour la guerre.

À ce moment les groupes de la bourgeoisie et certains de ses membres, comme le député Nitti, qui y étaient opposés dans leur for intérieur, n'ont pas osé agir contre le courant belliciste, par lâcheté ou intérêt, et en furent les complices.

Aujourd'hui les inévitables désillusions qui font suite à la guerre victorieuse, et la profonde misère dans laquelle plonge le pays en conséquence de celle-ci, rehaussent les actions des adversaires de la guerre. Sous peu plus personne ne se vantera d'y avoir adhéré pour ne pas s'exposer à une situation similaire à celle qui a été la situation de ses adversaires pendant qu'elle s'effectuait.

C'est pourquoi chacun joue l'ignoble jeu de se refaire une virginité perdue depuis longtemps en faisant entrevoir ce qu'il a vraiment senti ou a feint de sentir pendant la guerre.

Les socialistes ne doivent pas se prêter à ce jeu. L'heure des comptes est arrivée. Tous les groupes bourgeois sont solidairement coupables des conditions critiques actuelles du pays, et ils doivent tous en rendre compte au prolétariat qui l'exige, qui a précédemment versé inutilement son sang et qui souffre aujourd'hui de la faim à cause des spéculations de ceux qui, au moment critique, voulaient en tirer le plus ignoble profit.

La vraie physionomie du gouvernement bourgeois du député Nitti, semblable à tous les autres, se révèle par les mesures dérisoires qu'il prend contre ceux-ci et par la riposte de ses sbires aux justes protestations du prolétariat dont le sang a, encore une fois, baigné toutes les villes d'Italie. Les camarades députés se sont heureusement évité, et nous leur en faisons éloge, la dérision des questions parlementaires habituelles.

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

31 – Qui n'est pas avec nous est contre nous

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n° 31 du 27/07/1919.

Cet article se réfère aussi à la grève générale de soutien à la Russie et à la Hongrie qui, en dépit de la peu sérieuse politique du parti, n'avait pas été ce qu'on peut appeler un échec.

On y répète la critique à l'égard des socialistes français et anglais, et on y réaffirme la nécessité de partout séparer les forces révolutionnaire d'avec celles des traîtres social-démocrates.

En Italie la grève générale n'a pas failli, elle a été partout un succès et dans certaines régions elle a été imposante.

Elle a eu un caractère démonstratif puisque tel était l'objectif du parti socialiste. Les divers Colaianni peuvent toujours penser qu'il s'agissait d'une tentative révolutionnaire avortée, mais les faits sont les faits et les lecteurs connaissent les résultats de la réunion de Bologne qui a écarté à l'unanimité l'idée d'une grève insurrectionnelle, et au cours duquel le représentant de notre mouvement, qui figure à l'extrême-gauche du parti, a soutenu ouvertement l'inopportunité et l'impossibilité d'une action à outrance.

Naples n'en a pas moins répondu par une forte manifestation, ce dont nous nous occuperons par ailleurs.

Toutefois notre action de démonstration a contraint notre adversaire à un tel déploiement de forces et à un tel énervement qu'elle l'a laissé affaibli.

La bourgeoisie pouvait croire que nous étions, nous aussi, affaiblis : les évènements à venir y répondrons.

•••

La grève n'a pas été internationale : ceci est vrai en ce qui concerne les Anglais et les Français – mais ne l'est pas en ce qui concerne le prolétariat révolutionnaire Allemand et Autrichien dont nous sommes si proches.

Nous avons suivi avec discipline les délibérations de la Direction mais bien avant nous avons fait dans ces mêmes colonnes les plus larges réserves sur la préparation internationale du mouvement, réserves que nous serions tentés de reproduire textuellement tant elles apparaissent aujourd'hui justifiées.

Un des fondements de la méthode maximaliste est qu'il ne peut pas y avoir de collaboration dans l'action avec des forces politiques qui ont un programme différent.

En collaborant avec les socialistes français et anglais, qui font partie de cette seconde Internationale dont nous nous sommes séparés par incompatibilité de programme, et en se justifiant par le prétexte de la nécessité d'une action commune, notre Direction a fait une grave concession à la méthode réformiste selon laquelle « la fin n'est rien et le mouvement est tout ».

Les Français et les Anglais voulaient protester, pour des raisons que nous ne partageons pas, contre la paix impérialiste de Versailles, alors que nous voulions manifester en faveur des républiques communistes : la grève aurait été internationale de fait mais non son contenu politique.

On a trouvé un compromis à Rome avec Longuet et Macdonald qui, comme toujours, n'a pas réconcilié l'irréconciliable et n'a pas empêché que les divergences théoriques ne se traduisent en divergences dans l'action.

Les français, puisque nous donnions au mouvement une signification bolchévique, totalement différente de leur solidarité forcée, seulement concédée à la Russie au nom de l'application du droit bourgeois d'autodétermination, se sont retirés.

Nous sommes restés seuls, paralysés par la défection, et nous avons vu la signification même de notre mouvement être dévaluée. (En fait, la presse bourgeoise parle encore de grève contre le traité de Versailles et fait semblant de croire que nous nous échauffons également pour la question du Fiume, alors que si nous bougeons contre la paix impérialiste nous ne le faisons pas parce que l'Italie a obtenu trop peu, mais parce qu'elle a déjà arraché trop).

En conclusion, nous avons aujourd'hui un solide argument de plus en faveur de la véritable méthode intransigeante, et si jamais nous cherchons des alliés à l'extérieur, nous les chercherons au sein de la III^{ème} Internationale, jamais à l'extérieur de ce camp.

Qui n'est pas avec nous est contre nous !

Avec une boussole aussi sûre, nous ne nous égarerons pas !

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

32 – Avec l’Internationale Communiste contre le parlementarisme bourgeois

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n° 31, 27/07/1919

Cet article est écrit après que l’« Avanti ! » ait reçu quelques nouvelles des décisions du Ier Congrès de la IIIème Internationale. En commentant ces nouvelles, le journal abstentionniste italien défend encore son interprétation disant que les directives communistes révolutionnaires sont incompatibles avec l’entrée dans les parlements bourgeois. Cette courageuse conviction subira une désillusion lors du IIème Congrès de Moscou en 1920.

Le titre et le contenu de l’article étaient néanmoins justes puisque, lorsque Lénine établira la nécessité de participation aux élections et aux parlements, il le fera en donnant des normes imposant sur ce terrain également une lutte sans quartiers, avec l’objectif de parvenir au renversement de l’état bourgeois et à la destruction historique du parlementarisme.

L’« Avanti ! » a publié le texte du programme de la IIIème Internationale.

Nous donnerons une prochaine fois la liste des partis adhérents, tout le reste a été supprimé par la censure.

Nous reproduisons la partie essentielle pour mettre en relief que le programme de la fraction communiste, qui sera soutenu selon la proposition d’un groupe de camarades au prochain Congrès du P. S. I. , correspond parfaitement à celui de Moscou, pendant que d’un autre côté il est rédigé selon les affirmations fondamentales, reprises de manière presque littérale, du « Manifeste des Communistes » et d’autres écrits du marxisme.

Nous affirmons que cette position programmatique précise, si elle est acceptée consciemment et intimement, rend impossible toute participation aux prochaines élections, et en appelons vivement à tous les éléments de gauche de notre parti qui se déclarent maximalistes ou communistes.

Nous devons ajouter quelque chose à cette dénomination de communiste.

La clarification des termes politiques que nous adoptons a une plus grande valeur politique qu'il ne semble.

Dans une préface du « Manifeste des Communistes », Engels explique que lui et Marx ne purent adopter le terme de socialiste en 1847 parce qu'alors ce terme désignait des écoles bourgeoises et réactionnaires qui n'avaient rien de commun avec le mouvement du prolétariat. Les continuateurs de la doctrine du « Manifeste » prirent le nom de social-démocrate dans les pays allemands et slaves, et de socialiste dans les pays latins et anglo-saxons.

Durant la guerre européenne une situation analogue à celle de 1847 s'est développée. À travers les tentatives de révision du marxisme et son inversion en social-patriotisme, le terme de socialiste et de social-démocrate est resté à de nombreux partis pratiquant la collaboration de classe, qui ne deviennent, au moment de la révolution, rien d'autre que des organes de défense de l'ordre bourgeois contre le prolétariat.

Il est donc nécessaire de retourner au nom de communiste pour revenir sur le terrain du socialisme révolutionnaire marxiste qui triomphe comme doctrine et comme méthode dans le développement des révolutions contemporaines.

Il est nécessaire d'éclaircir ceci parce que beaucoup retiennent que la dénomination de communiste adoptée par les bolchéviques et les spartakistes signifie un retour au courant libertaire bakouninien ou une synthèse, un bloc des courants marxiste-révolutionnaire et anarchiste.

Certains pensent que l'adjectif communiste provient du mot « Commune », forme politique autonome des libertaires opposée à la forme étatique et centralisée.

Les communistes s'appellent au contraire ainsi parce qu'ils sont les partisans de la propriété commune ou collective du capital en opposition à la propriété privée bourgeoise.

La nouvelle Internationale est donc communiste, comme l'était Marx, dans le sens centraliste et étatique. Cette conception est aussi en train d'être défendue dans les rangs des anarchistes, et elle est rappelée dans les affirmations théoriques du programme de Moscou et dans le développement tactique de l'action des

communistes en Russie et en Hongrie – nous l’avons toujours exprimé et soutenu et continuerons à le faire en l’expliquant par les faits.

Dans ce même programme de Moscou il est dit : « Déjà Marx et Engels avaient considéré le terme de social-démocrate comme impropre. La honteuse faillite de l’internationale social-démocrate nous impose une démarcation y compris de nom. »

Il est dit plus loin, et ceci mérite l’attention :

« Par ailleurs le noyau de la nouvelle internationale est constitué de partis qui ont adopté la dénomination de communiste et sont ceux de Russie, d’Allemagne, d’Autriche-Hongrie, de Finlande, de Pologne, d’Estonie, de Lituanie, de Lettonie, d’Ukraine et de Hollande. »

La nouvelle internationale n’est donc pas une agrégation de partis aux programmes discordants mais une organisation homogène, avec une finalité et des buts bien précis.

Nous ne croyons pas qu’aucun de ces partis communistes ne participe aux élections bourgeoises.

Si nous voulons, nous aussi, entrer dans le glorieux noyau de l’Internationale, nous devons faire de telle manière que le Parti communiste italien naisse du prochain congrès, qu’il abandonne l’équivoque guérilla électorale et concentre en lui les énergies révolutionnaires qui conduiront le prolétariat italien, à travers ses « actions de masse (parmi lesquelles ne peut figurer l’action parlementaire !), jusqu’au jour de l’insurrection armée contre le pouvoir du gouvernement et du capital ».

C’est ce que dit – à qui ne refuse pas de l’entendre – le document de Moscou :

« 1 . La période actuelle est celle de la décomposition et de l’effondrement de tout le système capitaliste mondial et qui sera celle de l’effondrement de la civilisation européenne en général, si on ne détruit pas le capitalisme avec ses contradictions indissolubles.

2 . La tâche du prolétariat consiste à présent à prendre le pouvoir d’État. La prise du pouvoir d’État signifie la destruction de l’appareil d’État de la bourgeoisie et l’organisation d’un nouvel appareil du pouvoir prolétarien.

3 . Le nouvel appareil du pouvoir doit représenter la dictature de la classe ouvrière et à certains endroits aussi celle des petit-paysans et des ouvriers agricoles, c’est-à-dire qu’il doit être l’instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse et celui de son expropriation. Non pas la fausse démocratie bourgeoise – cette forme hypocrite de la domination de l’oligarchie financière – avec son égalité purement formelle, mais la démocratie prolétarienne, avec la possibilité de réaliser la

liberté des masses laborieuses ; non pas le parlementarisme, mais l'auto-administration de ces masses par leurs organismes élus ; non pas la bureaucratie capitaliste, mais des organes d'administration créés par les masses elle-mêmes, avec la participation réelle de ces masses à l'administration du pays et à l'activité de l'édification socialiste – voilà quel doit être le type de l'État prolétarien. Le pouvoir des conseils ouvriers ou des organisations ouvrières est sa forme concrète.

4 . La dictature du prolétariat doit être le levier de l'expropriation immédiate du capital, de l'abolition de la propriété privée sur les moyens de production et de la transformation de cette propriété en propriété populaire.

La socialisation (par socialisation on entend ici l'abolition de la propriété privée qui est remise à l'État prolétarien et à l'administration socialiste de la classe ouvrière) de la grande industrie et des banques, ses centres d'organisation ; la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et la socialisation de la production agricole capitaliste ; la monopolisation du commerce ; l'introduction de l'administration ouvrière et la centralisation des fonctions économiques entre les mains des organismes émanant de la dictature prolétarienne – voilà les problèmes essentiels du jour.

5 . Pour la sécurité de la révolution socialiste, pour sa défense contre les ennemis intérieurs et extérieurs, pour l'aide aux autres fractions nationales du prolétariat en lutte, etc. , le désarmement complet de la bourgeoisie et de ses agents, et l'armement général du prolétariat sont nécessaires.

6 . La situation mondiale exige maintenant le contact le plus étroit entre les différentes parties du prolétariat révolutionnaire et l'union complète des pays dans lesquels la révolution socialiste a triomphé.

7 . La méthode fondamentale de la lutte est l'action de masse du prolétariat, y compris la lutte ouverte à main armée contre le pouvoir d'État et le capital. »

Histoire de la gauche communiste, Tome I bis

33 – La restauration bourgeoise en Hongrie

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n° 33 du 10/08/1919.

Cet article fait suite à la douloureuse nouvelle indiquant qu'en Hongrie les forces armées blanches, soutenues par la Roumanie et la France, avaient abattu la dictature soviétique. L'avènement de la dictature prolétarienne en Hongrie avait été salué par le journal napolitain dans l'article « La marée rouge » (texte n° 46 de la deuxième partie du Tome I). L'enthousiasme des révolutionnaires explosait aux nouvelles de Hongrie qui laissaient alors espérer une nouvelle avancée communiste à travers toute l'Europe.

La nouvelle de cette grave défaite, après seulement quelques mois, n'entama pas les convictions des communistes révolutionnaires, et le commentaire de leur journal reprend l'argument qui fut l'objet d'un télégramme de Lénine à Budapest, et qui sera rappelé lors des discussions de Bologne en octobre suivant.

Les communistes hongrois commirent l'erreur d'admettre dans le gouvernement soviétique le Parti Social-démocrate, au lieu de l'éliminer comme les Russes l'avaient fait. Ce tragique exemple confirma quel danger constitue l'illusion de chercher des forces supplémentaires dans des alliances sous le prétexte de l'unité prolétarienne, alors que ce sont les scissions, les ruptures et la lutte contre les partis dégénérés qui seuls peuvent sauver la révolution.

L'Entente peut être satisfaite et chanter victoire. Le régime communiste est tombé en Hongrie après cinq mois d'existence. La petite flamme rouge, que le

prolétariat avait allumé en plein centre de l'Europe, face à l'immense flamme qui resplendit lumineusement à son extrémité orientale, n'existe plus.

L'irrésistible danger bolchévique n'existe plus.

La révolution est arrêtée. Nous avons expliqué dans un précédent article que la révolution ne suit pas un cours régulier et une progression constante mais qu'elle avance par bonds, s'arrête et peut même reculer momentanément pour reprendre ensuite sa marche rapide. Si nous considérons l'état actuel du mouvement révolutionnaire par rapport à celui qu'il était quelques mois auparavant nous devons reconnaître que non seulement il s'est arrêté mais même qu'il est en recul.

La chute du régime communiste, outre qu'il constitue un indice de recul, aura une répercussion défavorable et nuisible sur tout le mouvement.

Les fanatiques de l'action, les sentimentaux, tous ceux qui ne font que suivre les illusions provenant de triomphes improvisés et qui ne se jettent que pour cela dans le mouvement révolutionnaire, s'en retireront découragés.

Tous les tièdes, qui serraient les dents en se déclarant de sincères amis du régime bolchévique du seul fait qu'il triomphait progressivement, parlent maintenant à gorge déployée et tiennent un tout autre langage. Nous allons pouvoir nous libérer de ces maximalistes de la dernière heure, et ce sera un grand bien.

La bourgeoisie cherche à tirer le maximum de profit de son regain d'énergie et de sa victoire.

Ses différents gouvernements, alors qu'ils continuent à mentir effrontément et à masquer la vérité par un rideau de fumée, continuent leurs actions contre la Russie révolutionnaire.

Il est probable que certains finiront par confesser ouvertement leur programme, celui d'un étranglement du régime communiste russe. Le ton des hommes d'état anglais et français est déjà plus fort et plus explicite. Ceci ne doit et ne peut surprendre personne si l'on pense à la gravité du duel que mène la bourgeoisie et de sa pleine conscience de jouer son existence. Si elle réussissait à étrangler également le régime russe ceci ne clorait pas pour autant la bataille, qui ne s'arrêtera que lorsque la bourgeoisie sera défaite, mais en éloignerait certainement l'heure fatale.

Nous qui avons une pleine foi en notre idéal, qui ne peut pas ne pas triompher, nous pouvons justement extraire de ces événements des enseignements qui pourront être utiles à nous guider dans la lutte que nous devons engager demain.

Nous devons surtout tirer des enseignements des défaites pour en connaître les causes et en tirer les erreurs à éviter.

Bien que les nouvelles sur les conditions réelles de l'arrivée au pouvoir et de la vie du gouvernement communiste en Hongrie soient rares, il semble certain que, à la différence de ce qui a été réalisé en Russie où les communistes ont agi seuls et combattus tous les autres partis, et spécialement ceux que l'on dit proches, il y ait eu des accords entre les communistes et les sociaux-démocrates.

Quelque chose d'identique s'est réalisé en Bavière où le gouvernement a résulté d'une coalition entre les groupes socialistes les plus avancés et les communistes, c'est-à-dire les spartakistes.

Au lieu de donner plus de force au gouvernement en lui donnant un plus large appui des classes populaires, cette coalition a été une grande faiblesse dans la mesure où la réalisation du programme et l'écrasement des mouvements adverses n'ont pas été pratiqués avec cette décision indispensable dans les moments cruciaux.

La dictature du prolétariat a mal fonctionné parce que ceux qui étaient appelés à la faire fonctionner n'étaient pas tous partisans de celle-ci.

Les sociaux-démocrates, qu'il ne faut pas confondre avec les communistes et les bolchéviques, ou bien ont été des adversaires dès le départ, ou bien se sont alliés à la bourgeoisie, ou pire encore se sont alliés aux communistes en les trahissant constamment. Ceci autant en Bavière qu'en Hongrie.

On ne peut pas comprendre autrement comment, après le retrait des communistes, les socialistes, et notamment les mêmes personnes qui étaient au gouvernement avec les communistes, soient restés à la tête du gouvernement hongrois, et que, après que l'Entente l'ait combattu de toutes ses forces, elle ait reconnu le gouvernement suivant, ne pouvant en créer un totalement bourgeois.

L'accord avec l'Entente, advenu après la sortie des communistes, a évidemment été négocié avant et a servi à précipiter leur chute. Qu'est-ce donc sinon une trahison réalisée au sein même du gouvernement ? Nous ne savons pas si cette trahison est due aux défauts des hommes qui l'ont réalisée, mais c'est certainement la conséquence d'une profonde opposition de programmes.

Le nouveau gouvernement socialiste révolutionnaire hongrois, composé en partie d'individus qui faisaient partie du précédent gouvernement communiste, a, dans son premier acte, décidé du rétablissement de la propriété privée que l'autre avait déclaré vouloir abolir.

Ce qui est advenu dans ce pays, où s'est réalisée une révolution communiste, doit servir d'instruction.

La différence de programme entre les communistes et toutes les autres formes dites socialistes (qui usurpent ce nom) ne permet pas de réaliser d'actions communes.

Ceux-ci ne peuvent que pratiquer l'intransigeance absolue, celle qu'un adversaire de mauvaise foi comme le député Labriola appelle sectaire – de mauvaise foi non pas parce que celui-ci est convaincu du contraire mais parce que ce qualificatif lui sert à jeter le discrédit sur la méthode et sur les personnes qui la suivent dans la classe ouvrière.

Nous devons rejeter toute alliance qui ne serait que pernicieuse, et parcourir seuls le chemin, qui devra nous conduire à la victoire, et qui ne consiste pas en de faciles et éphémères succès mais dans la réalisation intégrale et rationnelle de notre programme organique.